

● correspondance de presse internationale

inprecor

inprecor

n° 701/702

octobre-novembre 2022

7,50 € / 11 CHF

IRAN, POLOGNE, RUSSIE : **LES FEMMES À L'AVANT-GARDE**

- BRÉSIL : SUCCÈS DÉMOCRATIQUE CONTRE L'AUTORITARISME ●
- RUSSIE : LE POUTINISME C'EST LE FASCISME ●
- ITALIE : UNE CONTRE-RÉVOLUTION RAMPANTE ●
- ANTI-IMPÉRIALISME EN DÉBAT ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse. Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

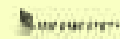
CPPAP n° 0926 | 88313

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,

93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

octobre-novembre 2022 n° 701/702

Brésil

La victoire de Lula : grand succès démocratique contre l'autoritarisme Exécutif national du MES-PSOL 3

Iran

Solidarité avec le mouvement de contestation en Iran ! Bureau exécutif de la IV^e Internationale 8

Femmes

• Iran : « Pas de mollahs, pas de chah, juste la démocratie » entretien de S. Javadi avec Parandeh 9

• Pologne : Le féminisme polonais au seuil d'une révolution
entretien de Kacper Leśniewicz avec Magdalena Grabowska et Marta Rawluszko 15

• Russie : « Les femmes en colère peuvent tout faire » ou comment les féministes
agissent contre la guerre entretien d'Andreï Serafimov avec Emilia Grigoryan 21

Russie

Le poutinisme c'est le fascisme – Pourquoi est-il nécessaire de la dire aujourd'hui Ilya Budraitskis 23

Italie

Une contre-révolution rampante Stéfanie Prezioso 29

Anti-impérialisme en débat

• Soutenir la résistance ukrainienne et combattre le capital fossile « Groupe de 15 » 39

• S'opposer de manière cohérente et conséquente
à la politique belliciste du pouvoir en place « Collectif de 5 » 44

• Accepter l'occupation pour mettre fin à la guerre Christian Zeller au nom du « Groupe de 15 » 46

Lectures

K. CLÉMENT, D. GORBACH, H. PEREKHODA, C. SAMARY, T. WOOD, L'invasion
de l'Ukraine – Histoires, conflits et résistances populaires Didier Epsztajn 52

**Vous pouvez acheter vos livres et revues
et même vous abonner à inprecor sur internet :
www.la-breche.com**

Librairie La Brèche

27 Rue Taine, 75012 Paris (métro Daumesnil), tél: 01 49 28 52 44
ouverte du mardi au samedi de 12h à 20h et le lundi de 14h à 20h

**Pour que inprecor puisse continuer
Faites le connaître !
Offrez des abonnements !**

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ;
la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI,
27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation,
11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.
IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre
chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

La victoire de Lula est un grand succès démocratique contre l'autoritarisme

Par
l'Exécutif national du MES-PSOL*

La victoire de Luiz Inácio Lula da Silva (Parti des travailleurs, PT) aux élections brésiliennes de 2022 est le principal succès démocratique depuis la chute du régime militaire (1964-1985). Dans la nuit de dimanche à lundi 31 octobre, il y a eu des rassemblements partout dans le pays, renouant avec les meilleures traditions de lutte du peuple brésilien. Des centaines de milliers de personnes étaient dans les rues, en particulier sur l'Avenida Paulista (1) entièrement occupée par les manifestant-es. On a vu des scènes émouvantes, comme cette ouverture d'un bureau de vote dans une école à Bahia, où des centaines de personnes attendaient avec enthousiasme et confiance le moment de voter pour Lula.

C'est une victoire démocratique et populaire. Une victoire très étroite, difficile, avec seulement 2,3 millions de voix d'écart, une marge de moins de 2 %, du jamais vu dans une élection présidentielle. Sans précédent également, la défaite d'un président en exercice briguant sa réélection. C'est aussi le plus grand nombre de voix pour Lula de l'histoire, avec plus de 60,3 millions. Le pays a vécu sa plus grande polarisation.

Une victoire qui a rappelé les près de 700 000 victimes officielles de la pandémie – un traumatisme terrible qui est entré dans l'histoire du pays et a marqué la situation comme la campagne électorale. Cette victoire a rappelé la destruction du pays et de l'Amazonie ; elle a rappelé celles et ceux qui ont souffert de la cruauté du gouvernement, celles et ceux qui sont entrés dans le monde de la famine, celles et ceux qui ont été tués par la brutalité, directe ou indirecte, des actions du gouvernement, comme le jeune Genivaldo, mort asphyxié par la police fédérale des routes (PRF), commandée par la racaille du bolsonarisme.

Lula, qui sortait de prison à la suite d'une procédure judiciaire irrégulière et qui



avait été écarté de la présidentielle en 2018, a affronté l'actuel président, Jair Bolsonaro (Parti libéral, PL), dans un contexte politique inédit pour la Nouvelle République. Bolsonaro a mis la machine publique au service de sa réélection de manière criminelle et avec le soutien de la majorité du Congrès national. Il a réussi à faire approuver une mesure provisoire visant à débloquer 27 milliards de réals (R\$) pour le programme d'aides aux familles pauvres *Auxílio Brasil* à la veille des élections, et il a transféré au moins 48 milliards de R\$ (2) dans la Caixa Federal, la principale banque publique du pays, en prestations sociales et en crédits pour les femmes à l'approche des élections, dans une évidente manœuvre électorale visant à renforcer sa propre popularité dans les secteurs où Lula bénéficie d'un plus grand soutien. Il a fait baisser de force le prix du carburant et distribué des fonds via le budget secret, ce qui, en résumé, constitue l'utilisation des ressources publiques par les parlementaires sans qu'il y ait de transparence.

En plus de l'appropriation de l'argent public pour sa réélection, Bolsonaro a mis en place une gigantesque machine de production et de diffusion de *fake news*, utilisant les églises évangéliques comme tribunes pour étendre encore la force de ses messages sur les réseaux sociaux, un élément clé dans la course aux votes, où l'ef-

ficacité des bolsonaristes est certes plus grande que celle des groupes de gauche. Bolsonaro compte près de 60 millions de followers contre 25 millions pour Lula, en ne considérant que les profils des deux candidats à la présidence sur Facebook, Instagram, YouTube, Twitter et TikTok, selon une enquête de CNN Brésil. Il a eu recours à diverses manœuvres, notamment l'utilisation de la Police fédérale des routes pour empêcher la population de voter dans les régions où le PT a le plus de voix, comme le Nordeste, en multipliant les contrôles routiers sur les bus transportant les électeurs, et le harcèlement électoral dans d'innombrables lieux de travail, où les patrons bolsonaristes ont tenté de manipu-

* Le MES (Mouvement de la gauche socialiste, section sympathisante de la IV^e Internationale au Brésil) est un courant politique marxiste-révolutionnaire, exclu du Parti des travailleurs fin 2003, qui a été avec une minorité de camarades de Democracia socialista (alors section brésilienne de la IV^e Internationale) à l'origine de la fondation du Parti Socialisme et Liberté (PSOL) en 2004. Nous reproduisons ici la résolution adoptée par son exécutif national, le 3 novembre 2022. Il a été publié d'abord par la page web de la revue du MES, *Revista Movimento*, le 4 novembre 2022 : <https://movimentorevista.com.br/2022/11/a-vitoria-de-lula-foi-um-grande-triunfo-democratico-contra-o-autoritarismo/> (Traduit du portugais par JM).

1. La plus grande et la plus connue avenue de la ville de São Paulo.

2. 27 mld de réals équivalent à 5,20 mld d'euros ; 48 mld de réals c'est 9,23 mld d'euros.

Brésil

ler le vote de la classe ouvrière. Selon les données du ministère du travail, il y a eu plus de 2 400 plaintes pour ce type de harcèlement et de tentatives de manipulation du vote populaire.

Une sale guerre généralisée

La droite s'attendait beaucoup à une victoire. Elle a subi une défaite historique, démoralisante pour les bolsonaristes, même s'il y a eu pendant la campagne des éléments qui rendaient cette fin plus probable que le maintien du gouvernement actuel, représentant de l'extrême droite brésilienne qui a rassemblé des extrémistes, des anti-PT, des opportunistes et des aventuriers surfant sur la vague de la montée de la droite dans le monde.

La victoire de Lula est due à une combinaison de facteurs :

❶ La résistance organisée pendant les quatre années de gouvernement, qui a réuni d'importants secteurs démocratiques, la force des jeunes et des femmes qui étaient majoritairement contre Bolsonaro, les nombreuses luttes : la mobilisation dans l'enseignement, véritable tsunami, les luttes antiracistes et antifascistes, la lutte pour la science et le droit à la vaccination, avec des secteurs de l'appareil d'État, les médias non liés à Bolsonaro, avec *Rede TV Globo* comme porte-drapeau, et dans une moindre mesure le quotidien *Folha de São Paulo*, des secteurs de la culture, de l'art. Malgré cela, il convient de dire que le PT – en raison de sa stratégie – a canalisé la résistance vers le terrain électoral, affaiblissant ainsi le mouvement « *Dehors Bolsonaro !* » et faisant que le mouvement de masse n'a pas non plus connu d'éruption massive dans les rues.

❷ La division de la bourgeoisie en tant qu'expression de la division de la société est ce qui a assuré la possibilité d'une victoire électorale de l'opposition, même avec Bolsonaro ayant la machine en main.

❸ Une division bourgeoise au niveau international : la défaite de Trump a été le début de la défaite du projet bolsonariste, alors que tout un secteur de l'impérialisme – le Parti démocrate, Biden et l'impérialisme européen – a fait savoir qu'il n'accepterait aucune aventure de coup d'État et a donc apporté son soutien à Lula.

3. Le « *centrão* » (grand centre, en brésilien) regroupe divers partis du centre et de droite, sans idéologie marquée mais qui s'unissent pour obtenir une plus grande influence ou des postes au sein des institutions brésiliennes. Son but principal est de préserver et de développer les privilèges de ses élus.

❹ Le poids du leadership de Lula, le seul capable de battre Bolsonaro, résultat de l'accumulation de sa trajectoire en tant que principal leader ouvrier du pays, de la mémoire des améliorations apportées par ses gouvernements et de l'énorme identité populaire qu'il est capable d'établir dans de larges masses.

❺ La victoire dans le Nordeste, qui a été décisive, et pas seulement dans le « *Nordeste territorial* », mais dans l'énorme force de la « *nation nordestine* » répandue dans tout le pays, enracinée dans des secteurs de la classe, comme Lula lui-même, dans les grands centres urbains, qui lutte avec force contre la xénophobie, les préjugés et l'arriération des élites brésiliennes.

❻ La bonne performance électorale dans les capitales et la victoire dans des villes stratégiques, comme Porto Alegre et la capitale São Paulo, même dans les États où Bolsonaro l'a emporté.

Le rapport des forces

Il faut définir cette victoire électorale comme une importante victoire démocratique dans une situation qui reste encore défensive. Un succès qui enterre la tentative de Bolsonaro de se maintenir au pouvoir, divisant ses alliés du « *centrão* » (3) et d'autres qui commencent à abandonner le navire, mais toujours incapable de détruire les forces néofascistes qui sous-tendent le projet bolsonariste.

La situation est différente de celle de 2003. Il existe une extrême droite forte, la conscience anticapitaliste est plus faible, mais il y a, dans cette division de la bourgeoisie et dans la politisation produite par la confrontation entre deux pôles politiques, de la place pour créer une avant-garde avec une conscience de classe et pour exiger du gouvernement des mécanismes plus démocratiques de participation populaire.

Lula aura évidemment une gestion encore plus libérale qu'en 2002, lorsque le PSOL a été fondé à partir de la rupture des parlementaires qui ne s'étaient pas dilués dans le soi-disant bloc de gauche qui assistait inerte aux mesures du gouvernement soumis à la bourgeoisie. Mais la situation actuelle est différente. Pour comprendre cela, il est fondamental de réfléchir à la façon dont nous en sommes arrivés là. C'est un autre Brésil, le monde est différent et le rapport entre les classes sociales a également changé.

L'ultra-droite n'a pas été écrasée. Bolsonaro a bénéficié d'un score élevé, en plus des positions accumulées au premier

tour, tel un groupe parlementaire important. Il conserve des positions de force (dans l'armée, dans la police et dans les gouvernements locaux) importantes et une solide base sociale. En 2018, Bolsonaro s'est fait élire en combinant la stature d'un outsider face à la crise politique, la décision d'un secteur de la bourgeoisie de porter un coup au Parti des travailleurs (PT) et la croissante structuration de l'extrême droite dans le monde. Ce qui a conduit, comme nous l'avons souligné dans un précédent document, à un gouvernement marqué par l'improvisation et l'impréparation, y compris pour Bolsonaro lui-même.

De toute évidence, son incompétence a toujours été de notoriété publique, mais il a fallu les attaques du gouvernement contre les intérêts d'une partie de la bourgeoisie (ou l'incapacité du gouvernement à les gérer) pour que ce secteur de la société commence à agir pour l'arrêter. La voie de la défaite de Bolsonaro a été ouverte par les secteurs bourgeois progressistes néolibéraux, tels que définis par Nancy Fraser – dont *Rede TV Globo* – qui, même s'ils défendent une politique économique libérale, ne cautionnent pas l'obscurantisme, n'attaquent pas la science et la culture, ne veulent pas imposer un mode de vie et liquider les libertés démocratiques. Par rapport à des projets autoritaires ou néofascistes (ou quelle que soit la définition qu'on veuille leur donner) ils ont suivi le même chemin que des groupes de la bourgeoisie progressiste néolibérale dans le monde entier, par rapport à des projets autoritaires ou néofascistes – par exemple, aux États-Unis, l'opposition à Donald Trump de certaines sections de la bourgeoisie américaine. L'échec de Trump a précédé la chute de Bolsonaro et, sur de nombreux points et avec quelques nuances, ils se ressemblent. La défaite de Trump a sapé le soutien international à Bolsonaro. Là-bas comme ici, la division de la bourgeoisie a été essentielle pour renverser électoralement le projet néofasciste et pour faire respecter le résultat électoral, naturellement avec des foyers de confusion et de violence, comme il est de coutume dans les rangs des adeptes de l'extrême droite.

Dans ce bourbier de la crise capitaliste, où la stabilisation de la croissance devient de plus en plus difficile, Lula a également été choisi par cette partie de la bourgeoisie pour défendre ses intérêts. Car la bourgeoisie libérale est confrontée à une autre crise : la crise de la représentation. Et, à part Lula, aucun autre dirigeant n'a la capacité de mobilisation populaire et de

gestion des intérêts bourgeois au Brésil aujourd'hui. Le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) s'est effondré – ou du moins il ne respire que grâce à un appareil respiratoire. Et le Mouvement démocratique brésilien (MDB) a depuis longtemps perdu son rôle de leader dans le soi-disant *centrão*. C'est l'expression brésilienne de ce que nous appelons « *crise organique* », c'est-à-dire lorsqu'il y a une rupture entre les intérêts immédiats de la classe et ses représentants directs. Alors elle doit faire appel à des formules hybrides ou inhabituelles.

Alors, naturellement, c'est le PT qui est sollicité, car il a accepté de diriger des gouvernements de collaboration de classe depuis sa première expérience nationale du gouvernement Lula en 2002, et il a su s'adapter aux exigences imposées par la reconstruction de la Nouvelle République. La bourgeoisie néolibérale mondiale qui se réclame du progressisme reconnaît dans Lula un gestionnaire compétent de cette politique – il suffit d'observer la quasi-euphorie avec laquelle certains chefs d'État ont accueilli sa victoire sur Bolsonaro.

Le président français, Emmanuel Macron, quelques minutes après la confirmation du résultat, a été l'un des premiers à saluer Lula. Il a même publié une vidéo sur les réseaux sociaux montrant le moment des félicitations. Joe Biden, le président américain, a adressé ses félicitations par le biais d'un communiqué officiel de la Maison Blanche et a déclaré qu'il était « *impatient* » de travailler en étroite collaboration avec Lula.

La reconnaissance de la victoire de Lula est internationale et les relations extérieures sont un point clé pour le président élu, en raison des accords internationaux, de la protection de l'Amazonie et du rôle stratégique de l'Amérique latine dans l'économie mondiale. Par conséquent, la politique internationale devrait être encore plus débattue dans le MES-PSOL, surtout si l'on considère les défis auxquels le nouveau gouvernement brésilien sera confronté. Le débat international revient sur le devant de la scène à la fois en raison du rôle de l'extrême droite dans le monde et du fait que les cinq principales économies latino-américaines – le Brésil, le Mexique, l'Argentine, la Colombie et le Chili – seront gouvernées par le prétendu progressisme. Et à la différence de la vague des années 2000, ce nouveau progressisme est moins radical et moins anti-impérialiste. Ceci est lié à l'évolution du Venezuela (post-Chávez) vers une perspective autoritaire,

dont la dictature d'Ortega au Nicaragua est l'expression ultime de la dégénérescence.

Les mobilisations massives qui ont suivi les résultats des élections au Brésil ont montré une partie de la population qui faisait la fête avec soulagement, dans une catharsis du traumatisme infligé par le bolsonarisme. Dans les rues, nous avons vu un secteur social qui s'est réveillé face au danger de l'extrême droite et qui s'est politisé et radicalisé pour la défense des libertés, de l'égalité sociale, de l'environnement, la défense de l'éducation et contre les discours de haine du bolsonarisme qui incarne la barbarie. Il y a eu un changement dans l'état d'esprit du pays dont nous ne savons pas jusqu'où il ira, mais c'est un nouveau climat dans lequel nos idées pourraient être bien accueillies. À l'autre extrémité, l'anti-PT a fait preuve de résistance, mais sans les appuis nécessaires pour faire avancer un projet de coup d'État, car la bourgeoisie qui est avec Lula s'est organisée pour protéger les institutions de la démocratie bourgeoise.

Cette victoire démocratique comporte deux aspects. L'un est constitué par les secteurs bourgeois qui souhaitent un retour à la normalité institutionnelle et rejettent l'extrême droite. L'autre, ce sont les secteurs exploités qui voient en Lula la possibilité de retrouver de meilleures conditions de vie. Les secteurs bourgeois, les partis centristes et le soi-disant *centrão*, qui est vicéralement institutionnel (et qui a déjà reconnu la victoire), négocieront leur poids au parlement dans le but de maintenir des privilèges et des positions. Pour sa part, la bourgeoisie fera pression pour que le gouvernement Lula soit une continuation des plans libéraux avec quelques concessions incontournables concernant les prestations sociales. Cependant le mouvement politique électoral, obligatoirement et de manière contradictoire, a mis

en avant des revendications sociales progressistes. Il se souvient des améliorations sociales du précédent gouvernement Lula et a proposé une série de mesures progressistes dans le domaine des salaires, des revendications des femmes, du logement, de la santé et de l'éducation. Il a soutenu, même si c'est de façon limitée, des éléments d'une réforme fiscale pour taxer les grandes fortunes. C'est à cela que le peuple aspire.

Avec l'entrée en fonction du nouveau gouvernement, deux contradictions vont apparaître dans le contexte de la crise économique que le monde traverse et qui touche également le pays. D'une part, l'action de l'extrême droite qui, bien que vaincue dans les urnes, est forte. Elle dispose de 14 gouvernements d'États et d'une forte représentation au parlement, liée à des secteurs importants tels que les évangélistes et l'agrobusiness. D'autre part, il y a les secteurs exploités et opprimés qui veulent que Lula tienne ses promesses de campagne. Le gouvernement sera pris entre ces deux forces au milieu d'une situation qui n'est pas celle du début du siècle, avec le vent de l'économie mondiale qui soufflait en sa faveur. Le choc des contradictions est inévitable, et nous ne pouvons pas encore savoir quel sera son rythme. Combien de temps durera la lune de miel ? Nous ne pouvons pas non plus savoir exactement dans quelle mesure le gouvernement tiendra ses promesses et comment se profilera le plan économique. Nous devons attendre de voir la composition du gouvernement et ses premières mesures.

Combattre l'extrême droite sans relâche

Les réactions immédiates de Bolsonaro devraient se dégonfler momen-





tanément, mais pas dans la durée ; le bolsonarisme continuera. Son leader montre une certaine impuissance devant les résultats des urnes, mais il est loin d'être anéanti. Il a obtenu plus de suffrages que lors de l'élection précédente, il bénéficie du soutien et de la disponibilité de la partie la plus réactionnaire de la bourgeoisie (y compris celle qui a financé les barrages routiers dans tout le pays dès que les résultats de l'élection ont été connus) et a réussi à faire élire au Congrès national un groupe important aligné sur sa politique. Ainsi, le point central de la politique du MES-PSOL sera de vaincre l'extrême droite. Il n'y a pas moyen de faire avancer un processus anticapitaliste sans se confronter à l'extrême droite.

L'extrême droite a une base de masse dans un secteur social qui rejette la démocratie bourgeoise et prône ouvertement un coup d'État et une dictature militaire. Ces derniers jours, un secteur plus putschiste, lié à l'agrobusiness et au noyau dur de l'extrême droite, est devenu plus visible. Il s'était déjà manifesté en septembre 2021. Il a fait appel à la collaboration de secteurs de l'appareil d'État, notamment le PRF, mais il était loin de produire un « *Capitole brésilien* ». Un autre secteur, avec Arthur Lira et Ciro Nogueira (4), a déjà commen-

cé à négocier la transition. Bolsonaro a fait de brèves déclarations, s'engageant à mettre fin aux blocages. Sa plus grande préoccupation aujourd'hui – selon ce que rapporte la presse de Brasilia – est d'avoir un poste au Parti libéral (PL), de tendre la corde pour négocier son avenir politique dans de meilleures conditions, afin de ne pas être arrêté et de rester, soutenu par son clan, à la tête de l'opposition d'extrême droite.

La place du PSOL

Dans la bataille pour vaincre le néofascisme et élire Lula, le dynamisme et le militantisme du PSOL ont fait la différence, en se dressant comme une voix forte contre le projet néofasciste de Bolsonaro et en renforçant le front des mouvements sociaux pour défendre les intérêts du peuple. Le résultat électoral a illustré la croissance du PSOL et a situé le parti à l'avant-garde de la lutte contre le bolsonarisme, même s'il n'est pas encore la structure suffisante pour être une alternative de pouvoir.

Au sein du PSOL, il y aura évidemment un débat sur le nouveau gouvernement. Notre position est celle de l'indépendance du parti par rapport au gouvernement : le défendre contre l'extrême droite et ses méthodes contre-révolutionnaires, mais pas en faire partie.

Pour clarifier les étapes des tâches face au nouveau gouvernement, il est utile de revenir aux circonstances de la fondation du PSOL et de les comparer avec le moment actuel, en mettant en évidence les contradictions qui se posent, les lacunes programmatiques du PSOL et ses défis.

En 2003, l'accent a été mis sur l'affirmation de la nécessité de construire une alternative anticapitaliste sur la base de la frustration causée par le rapide virage à droite de Lula, parfaitement représenté par le vote sur la réforme de la sécurité sociale. Il fallait dénoncer le caractère du gouvernement afin de façonner une alternative à la gauche du PT et du spectre politique national, qui pourrait devenir viable et avoir une certaine influence dans les secteurs de masse. Aujourd'hui, le défi est d'incarner les énormes demandes programmatiques qui apparaissent dans la société brésilienne, en affrontant l'extrême droite et en construisant un pôle dans la société avec une perspective anticapitaliste qui lutte pour changer le rapport de forces afin que ce projet puisse se réaliser.

Il est donc nécessaire de se mobiliser pour les revendications les plus exprimées et pour les modifications structurelles dont le pays a besoin. Par contre, intégrer le gouvernement signifierait que le PSOL accepte le rôle de gestionnaire des intérêts du capital. Il s'agit donc d'une position de principe. En outre, la meilleure position pour lutter est d'être sur le terrain social, et non dans l'appareil d'État gouvernemental. Il est nécessaire d'avoir une liberté de critique et une indépendance organisationnelle, ce que nous avons déjà, mais aussi une liberté politique, qu'une intégration au gouvernement limiterait en raison de la nécessité de respecter la discipline gouvernementale.

Le PSOL s'est beaucoup développé lors des élections. Il est apprécié et respecté, aussi bien par l'avant-garde large qui a participé aux dernières actions de rue, que des secteurs sociaux qui ont voté pour Lula. Dans ce contexte, le MES-PSOL doit créer des liens et s'organiser. Notre tâche politique est d'exiger du gouvernement Lula qu'il réalise le programme promis et qu'il en fasse un outil pour se renforcer contre l'extrême droite et pour résoudre les problèmes les plus urgents des pauvres du pays. Ni adhésion ni ultimatum : deux écueils à éviter en posant ces exigences.

Dans le même temps, notre politique devra dialoguer avec le sentiment anti-régime qui a alimenté le bolsonarisme, car la simple défense des institutions sera le rôle du gouvernement. Un discours subversif appelant à la mobilisation pour la défense des besoins du peuple est une partie fondamentale de la construction d'une gauche révolutionnaire. Il ne s'agit pas, par exemple, de faire écho à la condamnation pure et simple des blocages des routes. Notre opposition à ces mobili-

4. Arthur Lira, agrobusinessmen et avocat, membre du parti *Progressistas* (fondé en 1995, issu des partis qui ont succédé au parti de la dictature brésilienne), a été propulsé à la présidence de la Chambre des députés en janvier 2021 par Jair Bolsonaro, soutenu par les partis bolsonaristes. Il a été poursuivi pour malhonnêteté administrative, enrichissement illicite, corruption et blanchissement d'argent. Ciro Nogueira, sénateur, présidente actuellement le parti *Progressistas* et est un des chefs du « *centrão* ».

sations est due à leur contenu putschiste, à leur refus d'accepter la volonté de la majorité du peuple exprimée dans les urnes et à leur défense de l'intervention militaire.

Notre rôle sera de faire avancer la politisation des secteurs qui sont dans la rue, qui condamnent l'extrême droite et qui aspirent à une vie meilleure. Ils se comptent par millions, parmi les jeunes, les femmes, la classe ouvrière, les Noirs, les populations riveraines et indigènes, les petits commerçants, les professionnels libéraux, la communauté LGBTQIA+, les fonctionnaires et les couches sociales les plus concernées.

Nous devons également chercher à nous enraciner dans les secteurs visés par le bolsonarisme, tels que les rangs inférieurs des forces de sécurité, de la police militaire et civile, des forces armées, des pompiers, des agents de sécurité privés ; la classe ouvrière la plus arriérée des centres industriels du pays ; les agents d'exécution et, à l'avenir, même les camionneurs. Il est important de souligner qu'à Rio Grande do Sul, Luciana Genro (5) a été la députée qui a obtenu le plus de suffrages au sein de la police militaire, parce qu'elle a soutenu leur lutte pour la reconnaissance de l'ancienneté et la dénonciation des abus des commandants, et que Glauber Braga (6) a un soutien important des sergents de l'armée. Cela fait partie de la lutte fondamentale pour empêcher Bolsonaro de consolider une base populaire.

Notre orientation sera de renforcer le MES afin de renforcer le PSOL dans son ensemble et d'être capables de présenter au pays une issue programmatique. Nous serons en première ligne de la lutte pour rendre effectives les mesures économiques et sociales approuvées dans les urnes. Le PSOL doit être à l'avant-garde de la lutte pour de meilleurs salaires pour les travailleurs, pour l'emploi, pour le logement et pour la terre. La politique économique que la bourgeoisie libérale exige de Lula et qui, tout l'indique, sera menée par le gouvernement, a pour point commun l'ajustement fiscal, ce qui rend certains de ces engagements difficiles, voire impossibles. En outre, certaines des mesures approuvées dans les urnes se heurtent aux intérêts bourgeois qui ne veulent pas payer pour sortir de la crise. Raison de plus pour lutter en faveur de ces mesures, qui sont nécessaires pour améliorer la vie de la population et pour se mobiliser dans une perspective qui renforce les organisations de la classe ouvrière qui y participent. Certaines de ces mesures sont les suivantes :

1. Indexation du salaire minimum sur l'inflation.
2. Aide d'urgence de 600 réals (R\$) plus 150 R\$ (7) par enfant jusqu'à 6 ans, ajustée au moins annuellement en fonction de l'inflation.
3. Exonération de l'impôt sur le revenu pour ceux qui gagnent moins de 5 000 R\$ (8).
4. Renégociation des dettes des personnes concernées par Serasa (Banque de données des personnes endettées) et annulation des paiements pour les familles pauvres et de la classe moyenne.
5. Impôt sur les grandes fortunes et impôt sur les bénéficiaires et les dividendes.
6. Suppression du plafonnement des dépenses.
7. Salaire égal pour un travail égal entre les hommes et les femmes, avec un contrôle efficace.
8. Lutte contre la corruption, renforcement des mécanismes d'enquête et de sanction des corrompus, renforcement des institutions qui ont une fonction de contrôle, comme la police fédérale, et garantie d'une large transparence par la suppression du secret de 100 ans imposé par Bolsonaro.
9. Révision de la réforme du travail, qui a rendu les emplois plus précaires et supprimé des droits.
10. Développer les universités publiques, avec des politiques d'accès et de soutien pour les étudiants à faibles revenus.
11. Restructuration de l'Institut brésilien pour l'environnement (IBAMA) ainsi que de l'Institut Chico Mendes pour la biodiversité (ICMBio) et reprise des opérations contre les atteintes à l'Amazonie.
12. Reconstruction de la Fondation nationale de l'Indien (FUNAI) et reprise des actions contre l'exploitation minière sur les terres indigènes en général et les terres Yanomami en particulier.

En outre, nous pensons qu'il est nécessaire de défendre une mesure qui n'a pas été présentée par Lula pendant la campagne, mais qui est nécessaire pour que le pays ne continue pas à être dominé par les banquiers et les spéculateurs : l'audit de la dette publique, afin que la société sache ce qui dans cette dette est légal et ce qui ne l'est pas ; le remboursement de la dette a drainé la richesse de l'État au profit d'une petite minorité de privilégiés. Les contacts avec le CADTM permettront d'approfondir les débats concernant cette exigence.

Les mesures démocratiques doivent également être une priorité dans notre programme, étant donné la nature de la victoire électorale. L'acquis démocratique consistant à empêcher la réélection de

Bolsonaro doit être consolidé par des actes. Le premier d'entre eux est la levée du secret de 100 ans et l'enquête sur les crimes commis par le gouvernement, plus précisément par le président sortant lui-même. Il est clair que la sanction la plus appropriée est l'arrestation de Jair Bolsonaro. Ni oubli ni pardon : cela doit être notre drapeau. Investigation et punition pour Bolsonaro et les délinquants. C'est l'impunité des crimes de la dictature qui a été l'un des éléments constitutifs de l'émergence et du renforcement du courant politique incarné par Bolsonaro, qui défend les tortionnaires, les coups d'État et la violence politique. Pas d'impunité !

Nos défis sont énormes. Renforcer la formation de cadres et l'enracinement des organisations de jeunesse, de classe et des mouvements sociaux est fondamental pour faire émerger le besoin d'auto-organisation, pour être présent dans la prise de conscience et pour préparer des actions d'autodéfense.

Comme politique immédiate, nous proposons que le PSOL lance une campagne pour sanctionner tous les responsables de l'obstruction des routes et des appels au putsch, aussi bien ceux liés au financement que ceux qui ont pris part à l'exécution de ces actes antidémocratiques. Cela passe aussi par l'enquête et la sanction des hommes d'affaires impliqués dans le harcèlement électoral du second tour – l'excellent travail des fonctionnaires du ministère du travail et de la protection sociale a permis déjà plus de 2 400 plaintes.

Le PSOL est confronté à de nouveaux défis historiques. Nous avons confiance dans le peuple brésilien, qui vient de remporter une victoire « à la sueur de son front », comme lors de nombreux combats de notre peuple. Avec cette force, nous continuerons à défendre nos propositions anticapitalistes, en construisant un pôle indépendant qui lutte pour écraser les néofascistes et mettre Bolsonaro à sa juste place : la poubelle de l'histoire, rendant ainsi justice à son statut de génocidaire. ■

3 novembre 2022

5. Luciana Genro, avocate, membre fondatrice du PSOL, militante du MES, députée fédérale de Rio Grande do Sul (2003-2011), députée dans l'État de Rio Grande do Sul (de 1995 à 2003, puis depuis 2019). Elle a été candidate présidentielle du PSOL en 2014 (1 612 186 voix, 1,55 %).

6. Glauber Braga, avocat, député fédéral élu à Rio de Janeiro depuis 2011, militant du PSOL depuis 2015, était prêt à être candidat du PSOL au premier tour de la présidentielle de 2022.

7. 600 R\$ équivaut à 116 € et 150 R\$ à 29 €.

8. 5000 R\$ c'est près de 968 €.

Solidarité avec le mouvement de contestation en Iran !

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

Depuis le 16 septembre, l'Iran est plongé dans la tourmente par des protestations généralisées contre la politique de la clique au pouvoir. Elles ont été déclenchées par le meurtre brutal d'une jeune femme, Jina (Mahsa) Amini, qui a été battue à mort par la « police des mœurs ». La durée et l'extension des manifestations à toutes les régions du pays et à presque toutes les couches de la population témoignent d'un mécontentement et d'une colère profondes qui vont au-delà du rejet du code vestimentaire profondément restrictif pour les femmes. Les causes résident également dans une situation sociale qui s'aggrave depuis des années pour de larges pans de la population et dans une répression massive.

Contrairement aux troubles précédents, comme la rébellion contre la fraude électorale (2009) ou les protestations contre la hausse des prix du carburant (2019), le cri de ralliement au premier rang est « *À bas la République islamique !* ». Après un mois de protestations, le mouvement est toujours aussi fort et s'étend.

Par rapport aux décennies passées, la misère sociale de la population est encore plus grande aujourd'hui. Plus de la moitié de la population vit en dessous du seuil de subsistance et ne peut survivre qu'avec beaucoup de difficultés. Les soins de santé sont devenus encore plus insuffisants qu'ils ne l'étaient déjà. Les dommages écologiques sont énormes, avec de graves pénuries d'eau, la désertification et la déforestation affectant particulièrement la population rurale, et des niveaux élevés de pollution de l'air et de l'eau dans les villes.

Ce qui est frappant et enthousiasmant, c'est que le mouvement est dirigé par des jeunes femmes, y compris des écolières. Ce qui est alimenté par l'histoire des luttes et des mouvements de femmes en Iran depuis avant l'époque de la révolution de 1979. Le soutien populaire repose sur une haine désormais largement partagée du régime et de la clique théocratique corrompue qui domine et exploite le pays, s'enrichissant au point de devenir milliardaires en dollars.



Le fait que le mouvement ait duré si longtemps et à une si grande échelle, malgré la dure répression, ne peut s'expliquer que par la colère ressentie surtout par les jeunes générations. De larges pans d'étudiant-es et d'élèves qui résistent à leur confinement et descendent dans la rue pour une vie différente.

La deuxième spécificité de la vague de contestation d'aujourd'hui est qu'elle s'est propagée de la ville natale de Jina (Mahsa) Amini au Kurdistan à tout le pays. C'est pourquoi le slogan kurde « *Jin Jiyan Azadi* » traduit en persan par « *Zan Zendegi Azadi* » [« *Femme, vie, liberté* »] est devenu le principal slogan du mouvement aujourd'hui. Au Kurdistan, le rejet du régime théocratique et la lutte pour l'autodétermination ont une longue tradition et s'expriment avec force. Ce qui est nouveau, c'est l'ampleur des manifestations au Baloutchistan, où l'oppression sociale et la pauvreté massive sont les pires du pays. La répression s'y est manifestée, par exemple, le 7 octobre lorsque plus de 100 personnes ont été abattues lors d'une manifestation dans la capitale provinciale Zahedan.

Et un troisième fait saillant ne doit pas être négligé : depuis une semaine, les appels à la grève politique se multiplient, ce qui ne s'était pas produit depuis plus de 35 ans, depuis l'écrasement des conseils ouvriers et des organisations de gauche. Un premier secteur de l'industrie pétrolière de la province méridionale du Khouzistan est en grève depuis une semaine, évoquant des souvenirs de 1979, lorsque la grève des

ouvriers du pétrole fut le prélude à une grève générale nationale. Cependant, les directions des principaux syndicats indépendants sont presque sans exception en prison.

Il appartient au seul peuple iranien de déterminer son propre destin, avec tous les droits démocratiques et l'égalité des sexes, avec la liberté religieuse et la laïcité, en défendant les droits de toutes les minorités et en œuvrant pour la justice sociale et économique.

Nous appelons donc à :

- Élargir le soutien international de toutes les forces progressistes et de gauche au mouvement de protestation et de révolte en Iran contre la dictature religieuse, pour la défense des libertés démocratiques, et pour le démantèlement de la police et des milices qui répriment les libertés individuelles notamment des femmes.
- Des expressions de solidarité internationaliste telles que des messages de mouvements de femmes, de syndicats, d'associations étudiantes etc. pour apporter un soutien politique et moral au mouvement. Nous encourageons les syndicats à discuter avec leurs homologues des formes concrètes de solidarité ; les universités à demander à leurs collègues de protéger la vie et la liberté de leurs étudiant-es ; les mouvements de femmes et d'étudiant-es à nouer des liens avec des mouvements en Iran.
- Le soutien aux manifestations publiques de solidarité avec le mouvement à l'appel des forces progressistes dans les communautés iraniennes en exil, c'est crucial.
- La fin de toute répression en Iran et pour que les organisations de défense des droits de l'homme contrôlent les crimes commis par l'État dans la répression de la population.
- Pour le droit aux visas humanitaires principalement pour les femmes, les filles et les personnes LGBTIQ persécutées, fuyant la répression en Iran.

Femme, vie, liberté ! Zan, Zendegi, Azadi ! Jin, Jiyan, Azadi ! ■

18 octobre 2022

« Pas de mollahs, pas de chah, juste la démocratie »

Entretien
de Sayeh Javadi avec Parandeh*

À la suite de la mort de Jīna (Mahsa) Amini, une jeune femme kurde de vingt-deux ans détenue par la police des mœurs à Téhéran le 13 septembre, des manifestations massives ont éclaté en Iran. Les autorités iraniennes affirment qu'Amini est morte d'une crise cardiaque et n'assument aucune responsabilité pour sa mort, malgré sa parfaite santé et les témoignages des passages à tabac et des sévices subis. Les manifestants demandent la fin des lois sur le roosari, ou *hijab*, obligatoire, dénoncent les inégalités économiques et appellent même à un renversement complet du gouvernement théocratique.

Des milliers de manifestant-es ont été arrêté-es ces dernières semaines, et des coupures d'Internet ont été mises en place pour empêcher l'organisation et la diffusion d'informations. Les autorités iraniennes font état d'au moins quarante morts, tandis que des sources indépendantes affirment que ce chiffre est bien plus élevé (1). Les scènes sont frappantes : des jeunes qui se battent contre le Corps des gardiens de la révolution islamique (IRGC), des manifestants qui prennent le contrôle des villes, des femmes qui se rasent la tête, mettent le feu à leurs roosaris et crient « *À bas la République islamique !* ».

Si les manifestations de masse ont laissé la place à de très nombreuses manifestations éclatées et plus petites dans les quartiers, la population se tourne désormais vers les arrêts de travail : les étudiants et les enseignants sont en grève, et les syndicats et les organisations syndicales appellent les travailleurs à refuser de se présenter au travail – y compris ceux de la précieuse industrie pétrolière iranienne.

Le gouvernement théocratique de l'Iran a pris le pouvoir en 1979 à la suite d'une révolution populaire contre Reza Chah, soutenu par les États-Unis, un dictateur brutal dont le règne se caractérisait par une exploitation intense des travailleur-es, la répression de la dissidence et le contrôle



étranger du pétrole iranien. Alors que les travailleurs et les forces de gauche ont joué un rôle central dans le soulèvement, le chef suprême Ruhollah Khomeini et un clergé de droite ont pris le contrôle du gouvernement, instaurant un régime islamique autoritaire qui a fini par persécuter ces mêmes éléments progressistes.

La dernière série de manifestations en Iran a éclaté en novembre 2019, en réponse aux hausses massives du prix de l'essence, à la mauvaise gestion du gouvernement et à la corruption généralisée sous le Guide suprême Ali Khamenei et le président de l'époque Hassan Rouhani. Les Gardiens de la révolution ont violemment réprimé ces « *manifestations pour l'essence* », tuant potentiellement plus d'un millier de manifestant-es et en emprisonnant des milliers d'autres. Mais malgré la répression en cours, les Iraniennes et les Iraniens sont de nouveau dans la rue.

La mort de Jīna (Mahsa) Amini et ses conséquences

Sayeh Javadi : *Quelle a été votre première réaction à la mort de Jīna ?*

Parandeh : J'ai appris l'attaque de Jīna au moment même où elle se produisait. La nouvelle a été annoncée par son frère alors qu'elle était encore à l'hôpital et qu'elle n'était pas encore décédée. J'avais

huit ans lorsque Neda Agha-Soltan a été tuée (2). Bien que tous les adultes aient tenté de m'empêcher de voir la vidéo, qui tournait en boucle, c'était impossible à éviter : elle a eu sur moi un impact profond. Je me souviens encore d'avoir pleuré et avoir tenté de cacher ma tristesse à mon père. Depuis, tant de personnes ont été tuées dans la rue durant des manifestations. Des filles et des épouses ont été victimes de crimes d'honneur et ont été décapitées, et leurs meurtriers ont été condamnés à des peines de prison légères. Je ne pense pas être différente des Iraniens en général : quelque part, nous sommes blasés. La

* **Parandeh** est une artiste et écrivaine irano-azéri de 21 ans qui s'est engagée dans la politique de gauche et le syndicalisme au cours des trois dernières années. Pour des raisons de sécurité, les éléments susceptibles de l'identifier n'ont pas été publiés. **Sayeh Javadi** est chercheuse en biologie et militante des Socialistes Démocrates d'Amérique (DSA). Cet entretien a d'abord été publié par la revue étatsunienne *Jacobin*, le 10 octobre 2022 (<https://jacobin.com/2022/10/iran-protests-women-islamic-republic-imperialism/>), puis traduit de l'anglais (sauf son introduction et quelques coupures, que nous avons traduites) et publié en français le 11 octobre 2022 par la revue en ligne *Ballast* (<https://www.revue-ballast.fr/elan-transformateur-en-iran-le-kurdistan-en-premiere-ligne/>).

1. Selon l'ONG Iran Human Rights (IHRNGO), basée à Oslo, au 5 novembre, au moins 304 personnes, dont 41 enfants, ont été tuées lors du soulèvement.

2. Agha-Soltan était une militante abattue par les Gardiens de la révolution lors du *Mouvement vert*, le soulèvement qui a fait suite aux élections présidentielles iraniennes, en 2009.

Femmes - Iran

mort ne nous choque plus vraiment. Quand Jîna a été battue à mort, j'étais en colère, mais pas surprise.

Sayeh Javadi : *Les manifestations qui ont suivi se sont-elles produites de manière spontanée ?*

Parandeh : En Iran il y a toujours eu une organisation et une mobilisation contre le pouvoir. Mais je crois que, majoritairement, ces manifestations sont spontanées, notamment au Kurdistan iranien. Je ne pense pas qu'une personne puisse voir ce qui est arrivé à Jîna sans ressentir le besoin de descendre aussitôt dans la rue. Lorsque la police a commencé à tuer des manifestants et a brutalement abattu une fillette kurde de 10 ans, le besoin de sortir dans la rue, même sans plan précis, s'est accru. Le peuple est mécontent depuis très longtemps.

Sayeh Javadi : *Est-ce qu'une dimension de classe se dessine dans les manifestations ?*

Parandeh : Pendant les manifestations contre l'essence en 2019, j'ai vu l'interview d'un *bazari* (un commerçant pauvre) qui était dans la rue pendant le *Mouvement vert*. Le journaliste lui a demandé quelle était la différence entre les manifestations pour l'essence et le *Mouvement vert*, et ce qui avait changé en dix ans. La réponse du *bazari* a été simple : les manifestations du *Mouvement vert* appartenaient aux classes supérieures et moyennes, tandis que les manifestations pour l'essence appartenaient à la classe ouvrière. Après les manifestations contre le prix de l'essence, nous avons également assisté à des manifestations portées par la classe ouvrière au Khuzestan (3) et à la grève des ouvriers, à peu près au même moment. Quiconque a étudié les mouvements révolutionnaires dans l'histoire sait bien que la classe ouvrière joue un rôle essentiel dans la réalisation des revendications d'une révolution – s'il s'agit d'un mouvement authentique. Les manifestations que nous voyons aujourd'hui ont commencé comme un mouvement de la classe ouvrière. Amini était une Kurde originaire de Saqqez, une ville majoritairement habitée par les classes travailleuses. Le fait que les Kurdes soient une minorité ethnique les désavantage encore plus que la plupart des autres travailleurs. Ces protestations se sont étendues au-delà de la communauté kurde, dans de nombreuses villes du pays, impliquant toutes les classes sociales. Dans le passé, nous avons vu des manifestations

contre le *hijab* obligatoire dominées par les citoyens de la classe moyenne supérieure du nord de Téhéran et d'autres zones métropolitaines : ils font donc naturellement partie des manifestant-es. Mais c'est l'une des premières fois que je vois différentes classes sociales iraniennes, différents groupes ethniques, des religieux et des laïcs, s'unir contre un ennemi commun.

« Les travailleurs sont ceux qui produisent tout mais ils luttent pour survivre »

Sayeh Javadi : *Les étudiant-es, les enseignant-es et les travailleur-es se mettent maintenant en grève, et d'autres syndicats menacent de le faire également, notamment les travailleurs de l'industrie pétrolière. Quelle influence et quel pouvoir le mouvement ouvrier a-t-il historiquement en Iran ?*

Parandeh : Il s'agit d'une évolution incroyable qui va remonter le moral de tous les Iranien-es qui doutent de l'authenticité du mouvement. J'ai vu une image incroyable pendant les manifestations du Khuzestan qui représentait des mains ouvrières avec la légende suivante : « *Les travailleurs sont ceux qui produisent tout mais ils luttent pour survivre* ». Je trouve que ça s'applique à toutes les sociétés dans lesquelles la classe ouvrière est opprimée, mais c'est particulièrement pertinent pour l'Iran. Sans nos agriculteur-es, nos mineur-es, nos métallurgistes et nos enseignant-es, l'Iran ne fonctionnerait pas. Je voudrais citer les mots de Sadegh Kargar, un militant syndical iranien : « *Les opprimés ne sont pas devenus les dirigeants [après la révolution], ils sont seulement devenus plus opprimés. [Le gouvernement a] aboli les lois de protection du travail (...). Dès qu'un travailleur proteste, les forces spéciales répressives s'occupent de lui (...). Les travailleurs sont maintenant fouettés, emprisonnés et condamnés à dix ans de prison pour des questions syndicales – par exemple, un enseignant ou un travailleur qui a formé un syndicat ou défendu les droits des enseignants ou des travailleurs à former un syndicat. Les dirigeants actuels sont des capitalistes en devenir qui ont suivi les traces des précédents et traitent les opprimés de manière bien pire, plus violente, plus impitoyable et plus inhumaine. En fait, ce que les travailleurs avaient gagné après cent ans de lutte et d'efforts, ils l'ont perdu dans la République islamique.* »

Les ouvrier-es iraniens font grève depuis toujours, mais la première trace de

grèves ouvrières massives que nous avons dans l'Iran contemporain remonte au mouvement constitutionnel de 1905. La période 1953–1979 a été marquée par diverses grèves ouvrières (la plus importante s'est produite en 1977), et les droits des travailleur-es étaient un principe essentiel pour les révolutionnaires de tous les horizons.

Pendant que l'imam Khomeini était en exil à Paris, il a accordé des entretiens à des journalistes occidentaux, affirmant que son gouvernement honorerait et respecterait les travailleurs iraniens. Il aurait alors dit : « *Les travailleurs de la République islamique auront le droit de se réunir et de défendre leurs droits syndicaux. Les travailleurs démunis d'Iran, dont la plupart sont des agriculteurs pieux, pauvres et affamés, ont le droit de se battre par tous les moyens possibles et légitimes pour faire valoir leurs droits* ». Lorsque les révolutionnaires islamiques sont arrivés au pouvoir, des affiches de propagande représentant des ouvriers en train de prier ont été diffusées dans tout le pays, accompagnées d'une citation de l'imam Khomeini qui disait « *L'islam est le seul défenseur du travailleur* » – une affirmation audacieuse de la part d'un homme qui se qualifiait lui-même de réactionnaire dans ses discussions avec les gens de gauche, qui a privé les travailleurs iraniens de la liberté de se réunir et a exécuté la majorité des militants syndicaux du pays...

Rien n'a changé pour le travailleur iranien moyen depuis l'époque du Chah, et je considère que 43 ans suffisent pour que la « *période de transition* » d'une révolution prenne fin. Ce à quoi nous assistons aujourd'hui dans les rues de la plupart des villes et des villages du pays en est la preuve. Avant ça, en décembre 2021, de nombreux enseignant-es de Téhéran s'étaient mis en grève pour réclamer des salaires plus élevés et ont été confrontés à des arrestations massives. Actuellement, ils se battent toujours pour leurs salaires et se montrent solidaires de leurs étudiant-es qui protestent – un grand nombre ont même démissionné de leur poste.

Le Conseil de coordination des syndicats et des éducateurs d'Iran a déclaré les 26 et 28 septembre journées de grève nationales, demandant aux enseignant-es et aux étudiant-es d'y participer. Les élèves iraniens des écoles secondaires organisent leurs propres grèves dans le but de supprimer le port obligatoire du voile dans les écoles. Ce mouvement est mené par les Étudiantes progressistes d'Iran, qui encouragent les étudiants masculins à participer à la grève et à défendre les intérêts

3. Une des 31 provinces de l'Iran, située au sud-ouest du pays, à la frontière avec l'Irak.

de leurs camarades femmes. Les étudiant-es iraniens de quinze universités ont également commencé à faire grève, avec des revendications plus importantes que leurs homologues plus jeunes, portant sur la corruption du gouvernement.

Dans les villes du pays, des Iranien-es de tous les milieux et de toutes les professions sont en grève depuis la fin de la première semaine de protestations, surtout au Kurdistan iranien. À Rasht et dans d'autres villes bordant la mer Caspienne, la population a recours à une méthode de mobilisation plus traditionnelle : elle distribue des tracts qui invitent les ouvriers à participer aux grèves. Le Conseil d'organisation des manifestations des travailleurs contractuels du pétrole a également publié une déclaration, menaçant de se mettre en grève tant que le gouvernement continuera à massacrer la population.

Ce dernier appel est terrifiant pour le gouvernement iranien car le pétrole est notre principale exportation depuis le début du XX^e siècle. Cette menace et l'inquiétude qu'elle a suscitée montrent une fois de plus le pouvoir que les travailleurs détiennent dans le pays, bien qu'ils n'aient que peu ou pas de droits ou de représentation. Je suis incroyablement fière de nos courageux travailleurs et de leur persévérance.

Il existe pourtant un triste groupe de travailleur-es qui n'a pas été suffisamment défendu ou représenté, à savoir les enfants travailleurs d'Iran. Selon des rapports de 2020, l'Iran compte dix millions d'enfants travailleurs, dont sept millions occupent des postes dangereux. J'espère qu'à mesure que ce soulèvement se poursuivra, les groupes de travailleur-es à l'intérieur et à l'extérieur de l'Iran donneront une voix aux enfants travailleurs et que nous pourrions enfin mettre officiellement fin au travail des enfants.

Je suis convaincue que la participation massive des travailleur-es à ce soulèvement fera avancer notre mouvement et aboutira à un Iran plus éthique, plus juste et plus fort.

Ce qu'il y a de beau dans ces manifestations, c'est qu'elles sont véritablement dominées par des personnes de tous âges et de tous sexes. J'ai récemment vu deux vidéos très puissantes : une d'une grand-mère de la ville de Rasht, qui retire son voile et dit se rappeler avoir protesté contre la destitution du Premier ministre Mohammad Mossadegh en 1953 ; l'autre d'un homme âgé, debout avec sa fille, qui raconte avoir été arrêté en 1978 par la SAVAK (4) pendant la révolution. Tous deux sont des exemples d'une génération qui a connu de grands changements politi-

ques en peu de temps et qui se bat à nouveau pour un avenir au nom de ses enfants. Je trouve ça incroyablement émouvant. Ça envoie un message au gouvernement : nous vous avons mis au pouvoir et nous vous en sortirons.

Sayeh Javadi : *Ces manifestations interviennent après des années de sanctions contre l'Iran et d'inflation. Quel type de revendications économiques sont formulées lors des manifestations actuelles ?*

Parandeh : Toute personne qui a vécu sous des sanctions, ou sait un minimum de quoi il s'agit, sait qu'elles nuisent uniquement aux peuples, pas aux gouvernements. Les sanctions sont une guerre : celles qui sont imposées à l'Iran par les États-Unis sont absolument diaboliques. Les sanctions ne sont cependant pas la cause principale de nos malheurs économiques – notre gouvernement corrompu est également responsable de l'état économique de la nation. Les sanctions américaines n'ont pas battu Amini à mort, et les sanctions américaines n'ont pas tiré sur la tête de cette fillette kurde de 10 ans. La moitié de la population iranienne vit en dessous du seuil de pauvreté, des familles se privent de viande et de pain en raison du coût de la vie et les enfants n'ont pas de lait à boire le matin. Sans compter les nombreux enfants travailleurs qui vivent dans les rues et les nombreux Iranien-es sans abri qui cherchent refuge dans des tombes vides – comme le rapporte la République islamique elle-même. Tandis que la population vit dans ces conditions, les membres du gouvernement conduisent des Mercedes, organisent de grands dîners, reçoivent de grandes quantités d'huile de cuisson, placent des millions dans des banques suisses et envoient leurs enfants vivre à l'étranger, en Occident. Leurs filles vivent non voilées et dépensent leur argent en cocaïne et en vêtements de marque. Ces manifestations ne sont pas seulement contre le port du voile obligatoire ; elles sont contre le gouvernement et la corruption qui y règne. Je viens de voir le tweet d'une jeune fille de Tabriz, qui a écrit en farsi : « *Je proteste pour ma mère, car vous [le gouvernement] n'avez pas importé le vaccin contre le coronavirus en Iran et aujourd'hui c'est l'anniversaire de sa mort.* »

Sayeh Javadi : *Vous avez dit avoir rencontré d'autres personnes de gauche en vous organisant autour des droits du travail. Y a-t-il une gauche forte en Iran ?*

Parandeh : Il était illégal d'être un militant de gauche sous le Chah, et beaucoup d'entre eux ont été emprisonnés. Alors que le Chah les emprisonnait, Khomeini, lui, les

tuait. S'il est très rare que les militants de gauche dominant le récit politique iranien, il en existe de nombreux, clandestins, qui tentent de mobiliser. Mais il n'y a pas de leader de gauche fort en Iran derrière lequel nous pourrions nous rallier — du moins pas à ma connaissance. La gauche iranienne participe à ces manifestations et a sa propre liste de revendications, qui sont en partie les mêmes que celles de 1976, 1977, 1978 et de 1979, qui n'ont jamais été satisfaites. Le droit du travail est l'une des principales préoccupations, mais aussi l'accès à l'éducation, l'abolition de la pauvreté, la redistribution des richesses à travers la nation, l'égalité entre les minorités ethniques, et, aussi, en mettant l'accent sur la lutte contre le changement climatique.

Sayeh Javadi : *Quelle a été la réaction des citoyens conservateurs et de droite en Iran ?*

Parandeh : J'ai été agréablement surprise de voir le nombre de conservateurs qui se tiennent aux côtés du peuple. J'ai vu un clip intéressant d'un manifestant conservateur qui disait que le gouvernement devrait compatir avec les manifestants qui demandent du changement, car eux-mêmes avaient vécu la même épreuve dans leur jeunesse. Bien sûr, j'ai également vu les manifestations dites pro-gouvernementales. Ce gouvernement est connu pour faire venir en bus des gens de villes et de villages pauvres pour défiler au nom de la République islamique en échange d'une grosse somme d'argent. Ces manifestations n'existent que pour les personnes susceptibles de soutenir le gouvernement en dehors de l'Iran, pour partager les vidéos en ligne et dire « *Ce que les médias ne veulent pas que vous voyiez* » ou quelque chose de ce genre. Le gouvernement cherche désespérément à se donner un sentiment de légitimité.

Sayeh Javadi : *J'ai vu une vidéo de manifestants scandant « Chah-e Iran, bargard be Iran » (« Chah d'Iran, reviens en Iran »). On ne sait pas s'il s'agit d'une manifestation récente ou d'une vieille vidéo, mais, à votre avis, comment voit-on le Chah dans votre génération, dans votre groupe social et dans les autres ?*

Parandeh : Il y a des groupes de jeunes Iraniens de la diaspora, dans ma tranche d'âge, qui sont davantage pro-Chah que Reza Pahlavi (5) lui-même. Mais je ne les

4. La police secrète du Chah.

5. Le prince Reza Pahlavi, né à Téhéran en 1960, est le fils aîné du dernier chah d'Iran, Mahammad Reza Pahlavi et de Farah Diba. Pour ces partisans, il serait « Reza II ».

Femmes - Iran

trouve pas représentatifs des masses. La nostalgie de l'époque du Chah vient en grande partie de la nostalgie et de la signification culturelle de la monarchie : beaucoup de gens aiment l'illusion de la grandeur, comme dans les contes de fées. Il est très facile de regarder la situation actuelle, les luttes auxquelles nous sommes confrontés, et de se dire : « *Au moins, nous n'avons pas à faire face à X, Y, Z, à cette époque.* » Mais il ne s'agit pas de choisir entre la théocratie et la monarchie – nous avons d'autres options. Les Iraniens qui manifestent ici scandent : « *Pas de mollahs, pas de chah, juste la démocratie !* » Je suis d'accord avec ce sentiment. Le peuple iranien est intelligent : nous savons quand on profite de nous. Ce n'est pas un soulèvement que nous vivons mais une révolution. Les gens tuent des *bassidjis* (6), ils se dressent face à l'armée et disent « *Mort au dictateur, mort à Khamenei, mort à la République islamique* », ils arrachent et brûlent les images de l'imam Khomeini, de *Rahbar* (7) et de Qasem Soleimani (8). Les femmes se rasent la tête, enlèvent leur voile, bravent les Gardiens de la révolution et de la police de la moralité. Elles se tiennent devant des tanks, des lances à incendie, des mitrailleuses et des gaz lacrymogènes.

Nous n'avons que des pierres et nos poings pour nous battre. Nous sommes l'un des groupes de personnes les plus courageuses de la planète, j'en suis vraiment convaincue ! Je dirais que, pour l'instant, l'objectif du manifestant moyen est une révolution qui déboucherait sur une transition vers la démocratie, mais c'est bien sûr susceptible de changer au fur et à mesure de la poursuite des manifestations. Le premier chant que j'ai entendu et qui m'a fait penser que cette manifestation serait différente des autres a eu lieu immédiatement après l'enterrement de Jîna. À Saqqez, ils criaient « *Je vais tuer celui qui a tué ma sœur !* » Bien sûr, il y a aussi les chants que nous entendons toujours – nous aimons déclarer la mort des choses. « *Mort à Khamenei* », « *Mort au régime* », « *À bas le hijab obligatoire* », etc. « *Zan, Zendegi, Azadi* », ce qui veut dire

« *Femme, vie, liberté* », est un excellent slogan. C'est très simple. J'ai vu des gens chanter « *Nous n'avons pas peur* » ou simplement « *Azadi* » (liberté en kurde) à plusieurs reprises.

Les gens chantent des chansons antifascistes ou de gauche depuis les premiers jours de la révolution. Ils ont chanté la chanson de résistance chilienne de l'époque de Salvador Allende, « *El pueblo unido jamás será vencido* » (Le peuple uni ne sera jamais vaincu). Et « *Bella ciao* », qui est évidemment un classique de l'antifascisme. Même s'il ne s'agit pas de chant, je tiens à mentionner le changement d'imagerie révolutionnaire que j'ai pu observer : ce matin, un grand groupe de manifestantes arborait Derafsh Kaviani dit aussi *Kaveh* (le drapeau du forgeron), qui représente dans le folklore iranien un important héros de la classe ouvrière qui a tenu tête à un tyran brutal. C'est la première fois dans l'histoire récente que je vois des Iraniens s'inspirer des héros révolutionnaires de notre folklore et de notre histoire.

La réaction du gouvernement

Sayeh Javadi : *Avez-vous vu les forces gouvernementales envoyer de faux manifestants pour discréditer le mouvement ? Il y a eu des témoignages à ce sujet dans le passé.*

Parandeh : La République islamique est connue pour envoyer de faux manifestants pour provoquer des problèmes. Par le passé, elle a brûlé ses propres banques et le siège du *Sepâh* (9) pour que les manifestants soient perçus comme étant violents. Selon certaines rumeurs, le gouvernement va payer des gens pour brûler des Corans le jour de l'anniversaire de la mort du prophète Mahomet dans le but de faire passer les manifestants pour des païens anti-islamiques. L'autre jour, je me suis souvenue de la comédie britannique *We Are Four Lions*, qui fait la satire du fondamentalisme et des aspirants djihadistes. Dans le film, ils cherchent un endroit où poser une bombe et l'un d'eux suggère de faire exploser la mosquée locale pour faire croire que ce sont des islamophobes qui l'ont fait, afin de « *radicaliser les modérés* ». La scène se termine métaphoriquement : une bagarre où le meneur se frappe lui-même au visage pour être suffisamment énervé pour se défendre. Il est horrible mais ironique de penser que le gouvernement iranien utilise des tactiques inventées par un auteur de comédie, en pensant que ça peut fonctionner. En ce qui concer-

ne les cocktails Molotov et la violence en général, je ne serais pas surprise qu'ils paient les gens pour qu'ils se comportent ainsi. Mais il est également important d'avoir à l'esprit combien le peuple iranien est en colère. Je ne leur reprocherais pas – et je ne les critiquerais pas – de se comporter de manière violente.

Sayeh Javadi : *Le gouvernement iranien a commencé à lancer des frappes de drones et de missiles contre les Kurdes en Irak, les rendant responsables des manifestations. Quel impact aura cette escalade, qui vise maintenant des personnes en dehors des frontières de l'Iran, sur la lutte du peuple iranien ?*

Parandeh : Les récentes frappes contre le Kurdistan constituent une évolution terrifiante pour les Iraniens du monde entier et pour le mouvement. Elles montrent une fois de plus la barbarie de nos dirigeants actuels. Il semble qu'ils punissent une ethnie entière à la suite de leurs propres actes inhumains contre une jeune fille kurde, en disant presque que le crime de Jîna était d'être kurde. Mais je crois que ces frappes se retourneront contre la République islamique et ses forces, car elles vont encore montrer leur vrai visage. Ça démontre à quel point ils ont peur de perdre le pouvoir et à quel point ils ne sont pas sûrs de leur légitimité. Le comportement qu'ils affichent est lâche. Seuls les lâches utilisent des bombes comme moyen de faire taire des innocents. Ces frappes et le meurtre de Jîna ont déjà entraîné des protestations parmi les Kurdes d'autres pays, notamment le rassemblement de femmes kurdes dans le nord de la Syrie la semaine dernière. Je pense que les dirigeants iraniens ont pensé qu'ils pouvaient revenir à leurs anciennes méthodes d'écrasement des mouvements sociaux, en répondant aux pierres par des frappes de drones. Mais le peuple n'a plus peur. Au contraire, ces frappes ont intensifié la colère de la population et son désir de se battre. C'est comme se moquer d'une guêpe – la guêpe finira par vous piquer. C'est une analogie ridicule mais nous, le peuple iranien, sommes la guêpe dans ce scénario. Et nous ne sommes pas seulement des Perses, mais aussi des Kurdes, des Turcs, des Arméniens, des Lors, des Arabes et bien d'autres de nos frères et sœurs. Nos *hamevatan* (compatriotes en azéri).

Quelle solidarité internationale ?

Sayeh Javadi : *Compte tenu de l'agression impérialiste des États-Unis et du régi-*

6. Les membres de l'une des cinq forces du Corps des Gardiens de la révolution.

7. En persan, *Rahbar* signifie Guide de la Révolution, parfois dénommé Guide suprême. Le titulaire actuel est, depuis juin 1989, Ali Khamenei.

8. Qasem Soleimani était le commandant de la division Quds du Corps des gardiens de la révolution, tué par un drone étatsunien en 2020.

9. Le *Sepâh* c'est le Corps des Gardiens de la révolution islamique.

me de sanctions contre l'Iran, quel type de solidarité internationale la gauche mondiale devrait-elle porter ?

Parandeh : C'est vraiment compliqué. Par le passé, j'ai déploré que les Américains expriment leur opinion sur l'Iran parce qu'ils sont souvent mal informés mais insistent malgré tout pour être la voix la plus forte. Je ne veux pas que l'Iran devienne un sujet de discussion chic. Lorsque vous vous lasserez de nous et passerez à la Somalie ou à la Tchétchénie, nous souffrons encore. Mais j'ai été vraiment surprise de voir tant d'Américain-es partager des vidéos, et même des hashtags en farsi, pour faire connaître nos manifestations. Je crois que la mannequin étatsunienne Bella Hadid a même fait un post instagram pour Jina. Je n'ai aucun problème à ce que les Américain-es partagent nos voix et nos histoires, tant qu'ils sont véritablement informés de l'histoire iranienne. Je dis ça aussi bien pour les Américains qui soutiennent les manifestations que pour ceux qui soutiennent le gouvernement iranien (et ils sont beaucoup trop nombreux sur les réseaux). J'ai vu de nombreux Américains qui prétendent être des « anti-impérialistes » critiquer les manifestants en les qualifiant de marionnettes de l'Occident et harceler les Iraniens qui partagent des vidéos des manifestations. À ça, j'aimerais répondre : si vous êtes un Américain « anti-impérialiste » qui dit à un Iranien ce qu'il doit penser de son gouvernement et qui prétend savoir ce qui se passe réellement en Iran par rapport à celles et ceux d'entre nous qui ont vu le vrai visage de notre gouvernement, comment n'êtes-vous pas vous-même un impérialiste ?

Aux Américains qui soutiennent les manifestations, je voudrais dire de se renseigner en profondeur sur les différents groupes iraniens et les revendications du peuple afin de ne pas être victime d'opportunistes. La secte terroriste Mojahedin-e-Khalq (MEK) et sa dirigeante, Maryam Rajavi, se sont récemment rebaptisées Comité des femmes du Conseil national de la résistance iranienne (NCRI) en se présentant comme un groupe militant féministe. J'ai vu de nombreux Américains et Irano-Américains qui ne connaissent pas la politique iranienne en faire la promotion et encourager les personnes qui les suivent sur les réseaux sociaux, à envoyer des dons, pensant naïvement que l'argent ira aux femmes iraniennes, sans savoir qu'ils financent les tentatives de Rajavi,



avide de pouvoir, de diriger l'Iran. J'ai également vu de nombreux Américains partager le contenu de Masih Alinejad : je la tiens personnellement pour une personne malhonnête, qui est opportuniste envers les États-Unis et la République islamique.

J'ai également vu des Américains créer des « scripts » pour appeler et envoyer des courriels aux membres du Congrès, les encourageant à « aider » l'Iran. Ça n'est pas dans l'intérêt de l'Iran et ça favorise l'intervention étrangère – ce qui ne fera que discréditer notre mouvement.

L'organisation Progressive International a fait un excellent travail de solidarité avec les grévistes de la sucrerie Haft Tappeh en publiant leur liste de revendications en sept langues. La revue socialiste *New Politics* a également fait preuve de solidarité avec l'Iran – et continue de le faire – en partageant les revendications des manifestants en 2019, en partageant des mises à jour sur les prisonniers politiques iraniens et en critiquant ceux qui se taisent ou soutiennent le gouvernement iranien.

La solidarité internationale ne devrait jamais aggraver une situation ou punir la population d'un pays qui a besoin d'aide. Tout dirigeant qui impose des sanctions ou envoie des chars au nom de la solidarité a des arrière-pensées et n'a pas l'intention de faire preuve d'une véritable solidarité. En outre, faire preuve de solidarité internationale ne devrait pas impliquer de partager de la propagande. Par exemple, dans

le contexte de l'Iran, et même de l'Afghanistan, le partage de photos de minijupes en opposition aux hijabs n'est pas bénéfique à la cause. Ça réduit la colère de la foule à un simple morceau de tissu, alors que nous savons que les protestations signifient bien plus que ça.

Sayeh Javadi : Certains Occidentaux estiment qu'il ne faut pas critiquer les lois islamiques relatives au voile, car ça ferait d'eux des « islamophobes ». Quelle est votre réponse ?

Parandeh : Oui, je vois souvent cette discussion, en particulier parmi les musulmans des États-Unis et du Royaume-Uni. Je dois dire que ces préoccupations viennent surtout des hommes, même si je déteste utiliser le genre comme un outil de division. De nombreuses femmes portant le hijab et le niqab se sont montrées solidaires des femmes iraniennes, affirmant que la contrainte allait à l'encontre de l'objectif initial du hijab. Elles ont cité la sourate *Al-baqara*, verset 256 du Coran, qui dit : « Nulle contrainte en religion ! Car le bon chemin s'est distingué de l'égarement » – ce que je trouve particulièrement puissant et utile à notre cause. Il n'y a pas d'Iranien-es qui crient à la mort de l'islam et il n'y a pas d'Iranien-es qui veulent débarrasser complètement l'Iran de l'islam. C'est impossible. L'Iran est un pays musulman depuis le VII^e siècle. Certains de nos plus grands chefs-d'œuvre littéraires, les grands poètes soufis, l'ajout du riz à notre régime alimentaire, la culture de la propreté, tout ça est dû à l'islam. Si on est une personne qui a la foi, il est impossible de regarder les crimes de la République islamique d'Iran et de ne pas voir qu'ils sont en contradiction avec l'islam – ou de toute autre croyance.

Avant la révolution, on voyait beaucoup de femmes voilées et non voilées et elles étaient sur un pied d'égalité – à l'exception de la brève interdiction des hijabs par Reza Khan, père du dernier chah d'Iran, en 1936, qui a également entraîné des brutalités policières. Les fêtes religieuses étaient observées ; Reza Chah s'est rendu à La Mecque ; Farah Diba portait un tchador sur la tombe de l'imam Hussein ; de nombreuses personnes fréquentaient la mosquée ; le vendredi était un jour de repos et de prière. Je note ces éléments uniquement pour rappeler que personne n'appelle à la fin de l'islam. Il est également très important de noter que de nombreux manifestants sont eux-mêmes pieux. Dans l'islam, nous disons « Bismillah Rahman Rahim » : « Au nom d'Allah, le miséricordieux, le compatissant ». Dieu, en tant qu'entité miséricordieu-

Femmes - Iran

se et compatissante, ne peut approuver qu'une femme soit battue à mort et qu'un enfant de 10 ans soit abattu dans les bras de son père.

L'avenir de l'Iran

Sayeh Javadi : *C'est la même génération qui protestait contre le prix de l'essence en 2019 et qui a été violemment réprimée. C'est incroyable et inspirant que les gens continuent à se battre. Qu'est-ce qui pousse les gens à sortir et à lutter de nouveau malgré le danger ?*

Parandeh : Nous avons eu une révolution qui a mis ce gouvernement au pouvoir ; maintenant, nous avons le libre arbitre de le destituer. Et si nous ne sommes pas satisfaits de la personne qui succède à la République islamique, je ne doute pas que nous la destituerons également. J'ai l'impression que nous n'avons rien à perdre. Soit nous attendons et nous nous « *comportons bien* », pour être tout de même abattu·es par un garde révolutionnaire, battu·es à mort par la police des mœurs ou mort·es de faim à cause de la mauvaise gestion du gouvernement, soit nous nous battons et courons le même risque de mourir que si nous ne nous battons pas.

Nous n'avons pas encore abordé ici la composante religieuse. Cette révolution a été entièrement alimentée par ce concept de sacrifice. Puis nous avons eu une guerre brutale, dans laquelle chaque soldat est devenu un *chahid* (martyr). Chaque rue est une rue d'un *chahid*. Et les enfants de *chahids* sont récompensés lors de leur *concor*, l'examen d'entrée à l'université, et reçoivent une aide financière du gouvernement. Pendant quarante-trois ans, on nous a encouragés à regarder dans le canon d'un fusil et à voir le Paradis, à mourir le sourire aux lèvres. Pourquoi s'étonnent-ils maintenant que ma génération soit intrépide ? Nous sommes né·es préparé·es au combat et nous n'avons aucun scrupule à mourir.

Sayeh Javadi : *Les Iraniens luttent depuis des décennies contre l'oppression du gouvernement autoritaire iranien. Que pensez-vous qu'il faut faire pour mettre fin au régime ?*

Parandeh : C'est tellement difficile à dire ou à prévoir. Évidemment, étant de gauche je souscris à ce vieux cliché « *le pouvoir au peuple* ». Mais je crois vraiment que c'est juste.

Nous avons vu, au cours des trois dernières années, le peuple se soulever pour mettre au pouvoir Luis Arce en Bolivie, Gabriel Boric au Chili et Gustavo Petro en Colombie, remplaçant ainsi des dirigeants

brutaux et oppressifs. Je trouve que l'Amérique latine et le Moyen-Orient se ressemblent en ce sens que nous avons été exploités, que nous sommes révolutionnaires en tant que peuples, qu'il existe de grands écarts entre les classes riches et les classes pauvres et que nous sommes pieux. Lorsque je pense à l'avenir de l'Iran, je me tourne souvent vers l'Amérique latine pour y trouver espoir et inspiration.

Je pense qu'il est important que les manifestant·es tendent un miroir aux visages du gouvernement. Les promesses faites par Khomeini et les révolutionnaires islamiques n'ont jamais été tenues. Les demandes du peuple ne sont pas très différentes des demandes des masses en 1978, sauf que maintenant les libertés sociales font partie de la liste. La majorité des dirigeants actuels étaient jeunes ou du moins d'âge moyen lors de la révolution iranienne de 1979 et se souviennent certainement des valeurs de la révolution avant que les religieux ne dominent le mouvement.

Toutefois, si l'on compare la chute du chah en 1979 à l'effondrement éventuel de la République islamique, il est important de noter que le chah a été pris de court et n'avait pas conscience de son impopularité. Il a quitté le pays sans trop se battre, vaincu, triste et malade.

Les dirigeants de la République islamique savent qu'ils sont impopulaires. Ils ont même des personnes qui travaillent pour eux et qui, en privé, déclarent détester le système actuel. L'ayatollah Khamenei, le président Ibrahim Raisi et leurs collaborateurs ne partiront pas pacifiquement, comme nous l'avons déjà vu, et tenteront de s'accrocher au pouvoir le plus longtemps possible. Même si je déteste le dire, je pense qu'une guerre entre les masses et les dirigeants n'est pas improbable. Le meilleur scénario serait que les militaires se retournent contre le gouvernement et rejoignent le peuple. Malheureusement, je pressens un bain de sang de plus entre les masses, l'élite religieuse et les dirigeants avant que notre objectif ne soit atteint.

Sayeh Javadi : *Quel type de gouvernance ou de système pourrait naître de la révolution en cours ? Et qu'espérez-vous personnellement ?*

Parandeh : En l'absence d'une force de gauche légitime ou d'une présence de la gauche en Iran, les rêves des gens de gauche comme moi sont voués à l'échec, et nous devons nous contenter de ce que la majorité choisira. Je me suis déjà faite à cette idée. Nous continuerons à défendre les intérêts de la classe ouvrière.

De façon réaliste, il y a peu d'options pour nous. Soit la République islamique parvient à se maintenir au pouvoir avec un peu d'aide de ses amis, soit un référendum est organisé et le peuple vote pour un système véritablement démocratique et représentatif, soit le peuple choisit une monarchie et Reza Chah peut prendre la place de son père, soit les militaires prennent le pouvoir et établissent une dictature militaire comme en Égypte. La meilleure de ces quatre options repose sur l'espoir que le peuple choisisse un gouvernement qui soit réellement représentatif des masses. Les options qui me font le plus peur sont une dictature militaire ou le maintien des choses en l'état.

Il existe des groupes marginaux qui souhaitent prendre le pouvoir en Iran et qui n'ont que peu ou pas de soutien. Celui qui bénéficie du plus grand soutien est le Mojahedin-e-Khalq (MEK), qui a été autorisé à conserver son siège en France et en Albanie et qui organise chaque année un sommet intitulé « *Free Iran* », auquel participent des personnalités comme Rudy Giuliani et Mike Pompeo. Rajavi a trompé l'Occident en lui faisant croire qu'elle serait une leader féministe et juste, malgré les crimes que le MEK a commis contre le peuple iranien pendant la guerre Iran-Irak, lorsqu'il s'est rangé du côté de Saddam Hussein. La perspective de son leadership est vraiment effrayante, surtout à la lumière de ses récentes tentatives de changer la façade de son parti et de tirer profit de ces protestations. Bien que ce soit peu probable, nous devons garder cette perspective à l'esprit pour éviter que ça ne se produise.

Mon espoir pour l'Iran est simple. Je veux que nous ayons enfin notre mot à dire dans notre propre gouvernement. Nous avons été une monarchie dès le premier jour et avons fait face aux invasions de multiples empires. L'Occident a trouvé du pétrole sur nos terres, a financé une nouvelle monarchie et a renversé notre Premier ministre élu à l'occasion d'un coup d'État britannique et américain. Nous avons lancé une révolution qui a été détournée pour empêcher la propagation du communisme et nous sommes maintenant coincés depuis cinquante ans.

Il est temps que nous ayons notre mot à dire sur nos moyens d'existence, sans ingérence de puissances étrangères. Quel que soit le choix des masses iraniennes, je l'accepterai. Le combat des gens de gauche sera le même. Nous continuerons à défendre la classe ouvrière, les droits des travailleur·es, etc. Nous méritons d'être prospères et indépendants. ■

Le féminisme polonais au seuil d'une révolution « Nous sommes à l'aube de quelque chose de complètement nouveau »

Entretien de Kacper Leśniewicz avec
Magdalena Grabowska et Marta Rawluszko*

Depuis 2016, des milliers de femmes apprennent à agir et à nommer leurs problèmes dans le langage des affaires publiques. Cela se passe dans tout le pays, nous pourrions donc être au seuil du changement social. Nous avons des jeunes issus des grèves pour le climat, des manifestations noires, des marches pour l'égalité et des mouvements de travailleurs. Ils et elles pratiquent déjà un engagement en faveur d'une démocratie participative et inclusive comprise de manière radicale, et rejoignent les luttes pour des motifs variés, renforçant la diversité, les alliances horizontales. Cependant, nous devons garder à l'esprit une orientation de classe, sans laquelle nous ne pourrions pas avancer.

Une brèche ouverte par les manifestations noires

Kacper Leśniewicz : Depuis la création du Fonds féministe (FemFund) jusqu'à aujourd'hui, vous avez reçu plus de 1 200 demandes de soutien financier, dont vous avez inclus la moitié dans votre enquête qualitative (1). Il s'agit essentiellement d'initiatives émanant de petites villes et de villages. L'ampleur de ce militantisme est énorme par rapport aux normes polonaises. Qui sont les femmes qui s'adressent à vous ?

Marta Rawluszko : Nous avons été approchées par des femmes précédemment impliquées dans le militantisme, dans des congrès locaux de femmes, par exemple de Slupsk ou de Kalisz. Mais aussi des groupes qui ont émergé des protestations et des grèves locales en 2016. Il y a également des femmes qui sont dans des cercles de ménagères rurales et des femmes qui n'étaient pas impliquées auparavant dans des activités qualifiées de féministes, par exemple des mères soutenant des personnes handicapées.



« La révolution est une femme », octobre 2020 à Siedlce (77 000 habitants)

Magdalena Grabowska : C'est une sorte de kaléidoscope. Si l'on considère l'autonomisation et la résistance des femmes dans une perspective historique plus large, on voit là une marée montante du féminisme polonais.

Il existe des groupes qu'on peut rapprocher du « militantisme pratique » de la Ligue des femmes, ou des cercles de ménagères rurales que nous connaissons depuis les années 1960 et 1970, et du féminisme du début de la transition des années 1990, orienté vers l'aide directe. D'autres sont dans l'esprit du féminisme libéral, centré sur l'autonomie individuelle, l'indépendance et la rupture du contrat de genre patriarcal, basé en grande partie sur le travail non rémunéré des femmes dans la sphère privée. Il y a des groupes qui s'inspirent d'une manière ou d'une autre, comme l'a dit Marta, des congrès locaux de femmes qui sont organisés depuis plusieurs années. À côté de cela, on trouve des collectifs anarchistes et queer, des groupes qui parlent directement de la nécessité d'un féminisme social et d'un féminisme qui inclut les personnes handicapées. Et aussi des sujets tels que la justice climatique, le travail sexuel, les droits des personnes transgenres.

Kacper Leśniewicz : Ce féminisme est visible dans les rues des villes polonaises depuis plus d'une douzaine d'années.

Cependant, le moment décisif semble avoir été l'année 2016 déjà mentionnée et les grandes manifestations noires pour le droit à l'avortement. La réaction des

* **Magdalena Grabowska**, sociologue, membre du conseil consultatif du Fonds féministe, est professeur à l'Institut de philosophie et de sociologie de l'Académie polonaise des sciences (PAN). **Marta Rawluszko**, sociologue, membre de l'équipe d'animation du Fonds féministe, est professeure adjointe à l'Institut des sciences sociales appliquées (ISNS) de l'Université de Varsovie. Elles sont les autrices du rapport du Fonds féministe « *La où il y a oppression, il y a résistance* ». **Kacper Leśniewicz** est journaliste, reconnu en 2019 pour son texte « *Les élites regardent la campagne* ». Il prépare actuellement un doctorat sur les frontières symboliques de la classe populaire dans les villes postindustrielles. Cet entretien a d'abord été publié le 5 octobre 2022 par le quotidien polonais en ligne, *OKO.press* : <https://oko.press/polski-feminizm-na-moment-przed-rewolucja-stoimy-na-skraju-czegos-zupelnie-nowego/> (Traduit du polonais par JM).

1. Rapport du Fonds féministe, « *La où il y a oppression, il y a résistance* » qui vient d'être rendu public en polonais (<https://femfund.pl/raport/> – La traduction Google de la présentation du rapport est assez lisible) et dont un résumé en anglais est disponible (<https://femfund.pl/wp-content/uploads/feminist-fund-report-on-feminism-in-poland-2022-summary.pdf>). « *Le rapport a été préparé sur la base d'informations provenant de plus de 600 groupes et organisations de femmes, féministes et LGBT+ qui ont demandé une subvention au FemFund au cours des 4 dernières années.* » « *Les activités féministes sont profondément enracinées dans les expériences de femmes et d'individus spécifiques : une oppression résultant des conditions sociales et politiques de la vie ici et maintenant en Pologne. En ce sens, le féminisme n'est pas une "importation de l'Occident", mais un phénomène très autochtone.* »

Femmes - Pologne

politiciens et des chroniqueurs de droite a été une indignation morale et une tentative d'enfermer ces femmes dans une cage symbolique de la « honte ».

Marta Rawłuszko : Le militantisme féministe de masse dans les rues a suscité beaucoup d'intérêt depuis le début, mais il n'épuise pas tout le tableau. Beaucoup de bonnes choses se sont produites après les manifestations de 2016. Beaucoup de femmes qui ont coorganisé ou participé aux grèves locales sont toujours actives ; pour un grand nombre de femmes, la participation aux manifestations noires a été une expérience formatrice.

Après tout, il n'était pas rare qu'il s'agisse des premières protestations sociales de ce type dans les petites villes et les villages où ces femmes vivent. Pour certaines de mes étudiantes, c'était la première manifestation à laquelle elles participaient dans leur ville, avant d'entrer à l'université.

Donner un nom à son monde

Kacper Leśniewicz : *À quoi ressemble leur activité actuelle ?*

Marta Rawłuszko : Les besoins de ces femmes, leurs projets et leurs idées d'action couvrent un spectre croissant lié à la reproduction sociale.

L'étincelle de cette mémorable année 2016 a été, bien sûr, l'avortement. Cependant, au sein des groupes qui se sont formés autour de ces protestations, d'autres thèmes ont progressivement commencé à résonner également.

Ce fut le moment où les femmes ont commencé à diagnostiquer ensemble différents types d'oppression, des situations auxquelles elles sont confrontées depuis de nombreuses années, elles ont commencé à partager leurs expériences, à se poser des questions et à se soutenir mutuellement. Cela peut concerner le divorce, la garde des enfants, un abri contre la violence, l'accès à un médecin, l'éducation sexuelle ou la protection contre la pilule du viol. Nous observons donc un processus cognitif et politique authentique et critique, ancré dans des relations et des milliers de conversations entre femmes.

Magdalena Grabowska : Il faut noter que le langage de la contestation féministe a changé en 2016, avec l'émergence de la grève comme stratégie militante et forme de résistance. Julia Kubisa et Katarzyna Rakowska expliquent comment l'utilisation du terme « grève » en relation avec les droits reproductifs a en fait changé la signification du travail, a permis d'attirer l'atten-

tion sur le travail reproductif, le travail de reproduction sociale. Il s'agit de toutes les activités, de la reproduction biologique aux soins, au repos après le travail, qui permettent à la société de durer de manière continue et fiable.

Au fond, ce rapport du Fonds féministe montre l'énormité de ce travail que les militants et les militantes accomplissent chaque jour face à des crises successives auxquelles l'État ne parvient pas à faire face : la crise de la santé publique liée au durcissement de la loi sur l'avortement et au Covid, la crise humanitaire à la frontière entre la Pologne et la Biélorussie et, enfin, la guerre.

Kacper Leśniewicz : *Je me souviens d'une femme, originaire d'une petite ville de la région de Warmia, qui a parlé de ces événements rétrospectivement, en disant que c'était un moment où il était enfin possible de voir et de nommer ce dont on avait parlé surtout en privé, ce que les femmes vivaient depuis de nombreuses années, mais alors il n'y avait pas de circonstances favorables pour en parler publiquement et pas de personnes prêtes à l'écouter.*

Marta Rawłuszko : Oui, c'est le pouvoir des relations et des conversations entre femmes, de la rupture de l'isolement, de la sortie de la sphère privée, parfois littéralement en arrachant du temps à son travail harassant, pour expérimenter et parler avec d'autres femmes ou personnes.

Ces conversations ont toujours été porteuses d'un potentiel de changement : la rébellion et la dissidence contre l'exclusion, qui est répandue, multidimensionnelle et en même temps très dépendante du contexte de vie et des structures spécifiques. Qu'il s'agisse de l'oppression exercée par des hommes ou de la violence de l'État et de ses institutions.

Les affaires des femmes c'est la vraie politique

Kacper Leśniewicz : *Une sorte d'élargissement du champ de bataille ?*

Magdalena Grabowska : Je suis d'accord, c'était un moment très intéressant et on ne pouvait pas voir immédiatement tous ses aspects et ses nuances sociales.

Notre rapport montre que pour voir cette mosaïque de résistance sociale et tous ces efforts pour améliorer sa vie, ainsi que cette colère, il faut la relier à un contexte plus large. Cette résistance ne se limite pas à ce qui se passe lors des manifestations dans les rues des grandes villes,

ni aux débats que les féministes mènent entre elles sur les réseaux sociaux.

En d'autres termes, pour voir ce qu'est le mouvement féministe et queer actuellement et ce qu'il fait, il faut regarder au-delà du centre. Voir des problèmes quotidiens tels que le manque de transports publics, l'éducation sexuelle, l'accès à la culture ou au féminisme lui-même (par exemple, pour les personnes handicapées) – qui apparaissent comme n'ayant pas d'importance pour le débat politique plus large. Sans une telle perspective et une telle discussion socialement approfondie, nous ne voyons qu'un petit fragment du féminisme polonais.

Kacper Leśniewicz : *Nous ne voyons le féminisme approuvé que par le soi-disant centre et le courant dominant.*

Marta Rawłuszko : FemFund atteint les groupes féministes et LGBT+ qui ne font pas « la une » des journaux. En même temps, lorsque nous discutons du féminisme en Pologne, nous ne pouvons pas nous concentrer uniquement sur son petit fragment des grandes villes ou sur les masses visibles dans les médias. D'autant plus que les manifestations de masse sont étroitement liées à la résistance quotidienne, douloureusement pragmatique et locale.

Kacper Leśniewicz : *Considérons donc les demandes qui vous parviennent des femmes des petites villes et des zones rurales comme étant une sorte de zoom. Qu'est-ce qui caractérise ce féminisme ?*

Marta Rawłuszko : Pour avoir une image de ce féminisme et de cet engagement populaire des femmes des petites villes, il faut partir d'un constat essentiel. Pour moi, il est frappant.

Ces femmes nous parlent du défi que représente le fait de sortir de la maison et d'essayer de se ménager du temps et un espace où elles peuvent non seulement rencontrer d'autres femmes, mais aussi s'occuper de leurs propres problèmes, répondre à leurs préoccupations.

Il faut le dire clairement et à voix haute, en 2022, pour certaines femmes vivant en Pologne, quitter la sphère privée dominée par le travail non rémunéré pour la ferme ou la famille est un défi fondamental. Et aussi leur besoin.

Kacper Leśniewicz : *Commençons donc par les questions élémentaires...*

Marta Rawłuszko : ...dont nous sommes très rarement conscient·es.

Les femmes nous écrivent pour nous demander par exemple si nous sommes

conscientes que les femmes des zones rurales ne disposent pas de leur propre argent. Elles travaillent la terre, mais elles n'ont pas de compte, elles n'ont pas de CB, elles n'ont tout simplement pas accès à l'argent liquide.

Lorsque nous parlons du féminisme en tant que vaste projet politique, il est impératif que nous considérions également ces femmes, leur voix et leur position sociale. En même temps, le clivage urbain-rural n'épuise pas le sujet des inégalités économiques et de classe. Pendant l'épidémie de Covid-19, de jeunes étudiantes de Cracovie ont financé des billets mensuels pour des femmes qui avaient soudainement perdu leur emploi et cherchaient un nouveau travail dans la ville. Des boîtes roses pour lutter contre l'exclusion menstruelle sont installées dans les Centres sociaux communaux. Les villes sont aussi le théâtre de luttes de locataires, des luttes pour le raccordement au chauffage central.

Les femmes montrent ce qui ne fonctionne pas dans l'État

Kacper Leśniewicz : *Comment faut-il comprendre le besoin de quitter son foyer, mentionné précédemment ? Est-ce seulement sortir ou est-ce plus vaste ?*

Marta Rawłuszko : Cette sortie du foyer doit être comprise comme une contribution à un changement plus profond, comme le franchissement d'une frontière symbolique, mais aussi très réelle et tangible. Si nous observons les groupes de femmes des petites villes et des villages, nous pouvons voir comment elles agissent systématiquement pour éviter d'être réduites au rôle d'épouse et de soignante – de travailleuses engagées dans un travail de soins non rémunéré. Ce n'est que le sommet de toute la montagne de problèmes, de préoccupations et d'obstacles auxquels elles sont confrontées. Là encore, la charge du travail domestique non rémunéré touche également les femmes vivant dans les zones urbaines.

Kacper Leśniewicz : *Et que se cache-t-il sous ce sommet ?*

Marta Rawłuszko : Les obstacles liés au système, ou plutôt à l'absence de système.

C'est cet État social, délabré ou inexistant, dont les tâches sont assumées par les femmes, qui devient ainsi bien visible.

Nous parlons des transports publics, des soins de santé, des soins institutionnels pour les enfants, du soutien à l'auto-



nomie des personnes handicapées. Outre ces questions des plus fondamentales, il en existe d'autres, liées, par exemple, à l'accès à la culture ou à un minimum de repos.

Les femmes racontent qu'elles ne sont jamais allées au théâtre, à la piscine ou dans la nouvelle salle philharmonique construite dans la capitale provinciale. Elles n'ont pas d'argent pour cela.

Kacper Leśniewicz : *Tout cela sonne comme une contribution à une nouvelle réflexion féministe critique.*

Marta Rawłuszko : Il s'agit d'une réflexion partant du terrain et construite par les femmes elles-mêmes et par d'autres personnes. La reconnaissance que le lieu de résidence et la classe sociale, mais aussi le handicap ou l'identité de genre, sont au cœur de ce que nous voyons et pensons réellement lorsque nous parlons de féminisme et d'émancipation. Il s'agit d'une interprétation « par le bas », ancrée dans l'expérience, de ce qu'est l'intersectionnalité.

Les femmes subissent l'oppression non seulement parce qu'elles sont des femmes, mais aussi en raison de l'endroit où elles vivent et de la classe sociale à laquelle elles appartiennent, ou encore parce qu'elles doivent s'occuper de quelqu'un.

Il s'agit d'une prise de conscience profonde que leurs besoins et leurs préoccupations sont une conséquence des coordonnées économiques et sociales et des aides institutionnelles inaccessibles.

Magdalena Grabowska : D'un point de vue féministe, on peut dire qu'une reconfi-

guration sociale a eu lieu en Pologne, notamment lors des manifestations de 2016 et 2020.

Les crises successives ont renforcé le besoin d'un nouveau « contrat social » basé sur la reconnaissance de l'interpénétration des sphères de production et de reproduction, notamment dans le contexte de la justice reproductive et du travail des femmes pour la reproduction sociale. Le féminisme que décrit le rapport du Fonds féministe se bat pour des choses très basiques, mais il montre également qu'une nouvelle subjectivité et de nouvelles stratégies pour les mouvements émancipateurs et les mouvements en faveur des groupes marginalisés émergent, en dehors des grandes villes et du débat politique dominant.

Il est intéressant d'examiner cette question d'un point de vue horizontal pour voir que les questions de justice sociale et de reproduction sociale devraient être au centre du débat politique et du débat sur la démocratie en général.

On a parfois l'impression que cette perspective et ces expériences sont complètement négligées, conformément à la croyance selon laquelle la sensibilisation et les connaissances féministes, mais aussi les débats sur la forme de la démocratie, sont le domaine des grandes villes et des élites.

Mettre la ruralité dans la perspective

Kacper Leśniewicz : *Une telle perspective correspond aussi, et peut-être surtout, à de grandes disparités dans la distribution de la reconnaissance et de l'estime sociale.*

Magdalena Grabowska : Malheureusement, et il faut aussi le dire, une telle hiérarchisation permet d'opposer les femmes urbaines et rurales entre elles, comme les politiciens de droite tentent de le faire depuis un certain temps.

Nous devrions envisager la question sous un angle complètement différent, afin de voir ce qui se cache derrière ces besoins des personnes vivant dans de petites localités. Comment elles formulent leurs problèmes et leurs demandes, comment elles les décrivent, quelle est la part de leur position de classe, à quoi elles prêtent attention, ce qui caractérise leur perspective économique et culturelle et ce à quoi leurs communautés locales sont confrontées au quotidien.

Femmes - Pologne

Kacper Leśniewicz : *Ont-elles elles-mêmes la perception que leur point de vue a moins de poids que celui, par exemple, des femmes des grandes villes ?*

Magdalena Grabowska : Oui, elles parlent, par exemple, de la façon dont elles sont affectées par les croyances stéréotypées et, en général, par les préjugés à l'encontre de la campagne et de ses femmes, qui les représentent comme celles qui sont, par exemple, moins conscientes ou moins actives.

Ces groupes de militantes ont une très bonne compréhension de la réalité qui nous entoure, une conscience qu'elles sont, en tant que femmes, marginalisées ou discriminées par les hommes de leurs communautés qui ne les traitent que comme des épouses, des cuisinières ou des soignantes. Elles ne veulent pas de cela, elles en ont assez, il y a beaucoup de chagrin et de colère dans tout cela. Elles sont conscientes qu'elles peuvent aussi être considérées comme plus arriérées dans le mouvement féministe, qu'elles ne bénéficient pas de la même estime que les femmes des grandes villes.

Pourtant, leur militantisme est souvent beaucoup plus conscient des liens entre les préoccupations de différents groupes, par exemple les personnes LGBTQ+ et les femmes migrantes, ou impliquant des personnes ayant un statut socioéconomique inférieur. Ce militantisme est également conscient, par exemple, de ses limites en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées. Il ne s'inscrit pas tant dans des débats philosophiques ou dans la littérature féministe, mais simplement dans leurs propres expériences. Ces personnes savent très bien où elles vivent et ce qu'est ce pays et cet État.

Kacper Leśniewicz : *Et comment les femmes des petites villes perçoivent-elles et comprennent-elles le féminisme en tant que tel ?*

Magdalena Grabowska : Ce féminisme, comme nous le décrivons dans notre rapport, est un féminisme pratique, quotidien, lié à des questions spécifiques. Au cours de l'étude des groupes de discussion, il est apparu clairement qu'il s'agit d'un militantisme qui diffère du féminisme professionnel, expert ou pédagogique, où une dame de la capitale vient vous donner des conseils et vous dire comment construire un féminisme de base. Il s'agit plutôt d'un besoin de communication horizontale, entre groupes.

Vous pouvez donc voir qu'ici la clé est de construire non seulement des

connexions entre un centre et la périphérie, mais aussi entre des groupes qui peuvent vivre à proximité les uns des autres, tout en appartenant à une classe sociale ou à une association différente.

Ce féminisme hors du centre est fondé sur le partenariat plutôt que sur la hiérarchie. Dans ce contexte, il arrive souvent que les débats considérés comme cruciaux par les médias grand public, ou même par le féminisme, ne soient pas reconnus comme les plus importants pour l'action au niveau local. On voit ici l'effet de l'absence d'un flux de connaissances à double sens, principalement « vers » le centre, plutôt que « du » centre. En effet, nous sommes incapables de saisir le point de vue de ces femmes si nous nous concentrons sur les réseaux sociaux ou les médias grand public.

Marta Rawłuszko : L'obtention d'une identité féministe ou politique n'est pas une fin en soi pour ces femmes. Dans le cadre de notre étude, nous avons interrogé les femmes sur la nécessité de créer un mouvement social unique. Une inquiétude a été exprimée quant au fait qu'un tel mouvement féministe consolidé basé sur un centre fort pourrait d'une certaine manière invalider ou diminuer la perspective locale, excluant automatiquement les voix minoritaires.

Ce que le prêtre n'apprécie pas

Kacper Leśniewicz : *Et que se passe-t-il lorsque les habitantes des petites villes et des villages commencent à être identifiées au féminisme dans leur communauté locale ?*

Marta Rawłuszko : Il s'agit d'un thème important. L'identité féministe locale peut être considérée, en raison des régimes patriarcaux locaux, comme une sorte de tare.

Dans de nombreux cas, se référer ouvertement au féminisme crée une barrière infranchissable pour fonctionner au sein de la communauté locale. En ville, on peut cacher une telle identité, tandis que dans les agglomérations plus petites, on est immédiatement exposée à l'évaluation sociale, on est montrée du doigt. Il est important de noter que le féminisme est également identifié à juste titre comme un dérivé des relations personnelles et des contacts avec les autres. En d'autres termes, il s'agit également d'une ressource à laquelle nous n'avons pas toutes le même accès, en raison de notre lieu de résidence ou de nos capacités.

Des lycéennes de Wałbrzych nous ont écrit : nous ne connaissons aucune féministe personnellement, nous voulons les rencontrer, nous demandons de l'argent pour des billets et des rencontres avec elles à Varsovie ou Gdansk. Les femmes sourdes utilisant la langue des signes polonaise ont dû inventer elles-mêmes le mot « *féminisme* » dans cette langue.

Kacper Leśniewicz : *Quel est le prix à payer pour le féminisme dans ces villages ?*

Marta Rawłuszko : À la campagne, dans un village d'un millier d'habitants, cela peut exposer à l'ostracisme local, aux attaques des politiciens locaux ou du prêtre. Tout acte de résistance de ce type est ancré dans le contexte local, qui définit les limites du radicalisme.

Si les filles du cercle de ménagères rurales disent que, lors d'une fête locale, elles sont le seul groupe à refuser de cuisiner parce qu'elles en ont assez d'être les seules cuisinières, c'est un acte de résistance.

Sa conséquence peut être une mobilisation de la droite locale ou d'un prêtre. Nous connaissons des cas où des femmes qui voulaient se réunir et faire quelque chose pour elles-mêmes ont été publiquement désignées et calomniées.

Invisibles, négligées

Magdalena Grabowska : Il convient de mentionner ici que cette dévalorisation sociale et politique des questions liées aux droits des femmes, des groupes marginalisés et de la reproduction sociale en général, n'est pas seulement une spécialité des politiciens de droite.

Dans les groupes de discussion, les femmes ont parlé du fait que peu importe qui est au pouvoir dans leur communauté : leur travail et leur militantisme sont de toute façon le plus souvent négligés. Cela confirme ce que nous constatons actuellement dans le débat politique, où les questions relatives aux droits des femmes sont traitées de manière purement instrumentale. Bien que le droit à l'avortement soit devenu une promesse électorale du plus grand parti d'opposition, il est difficile d'y voir une approche faisant de ce droit le sujet central du débat, par exemple en prenant en compte les demandes de décriminalisation, de démedicalisation ou de désigmatisation de l'avortement.

Et la perspective de la reproduction sociale, qui reconnaîtrait le travail reproductif comme socialement et économique-

ment important, est totalement absente. Le courant dominant, qu'il soit libéral ou conservateur, passe complètement à côté de tout ce dont traite le rapport du Fonds féministe.

Kacper Leśniewicz : Vous avez toutes deux souligné précédemment que l'État est un domaine important de la critique des femmes des petites localités. Quelle image de ses faiblesses structurelles se dégage des expériences de ces femmes ?

Magdalena Grabowska : Il s'agit d'une image de communautés diverses et d'une mobilisation non institutionnelle au sens large. Et il s'agit d'une ressource très importante, encore une fois négligée dans diverses analyses, par exemple en sciences politiques, qui partent toujours du principe que la société civile ce sont des institutions : des fondations et des associations.

Le rapport du Fonds féministe montre que les militantes et les militants, souvent au sein de groupes informels ou de collectifs militants, « déchargent » l'État de ses responsabilités face à des crises successives : santé publique, catastrophe humanitaire ou guerre. L'État en profite, mais ne le reconnaît pas, ce qui crée une situation très dangereuse : l'impuissance et la vulnérabilité face à des institutions étatiques qui sont en outre carrément oppressives car elles pratiquent l'homophobie ou le sexisme. Dans le rapport, on parle aussi beaucoup de l'épuisement vécu par les militants et militantes dans cette situation. Et du besoin d'une régénération.

Marta Rawłuszko : Cet État est inefficace, passif ou absent à de nombreux niveaux. Il est également carrément agressif envers certains groupes. Tout cela affecte davantage les zones rurales et les petites villes. Notre rapport montre que les mères constituent un groupe particulièrement exclu et confronté à de nombreux problèmes. C'est



« Vous nous avez tellement fait chier que nous sommes sorties de la cuisine »

assez pervers, puisque la droite a sur ses bannières l'aide aux faibles et la valorisation de la maternité. Pendant ce temps, l'État de droite poursuit la politique antérieure des libéraux : il reste le plus souvent sur la touche et regarde ces femmes résoudre par elles-mêmes les problèmes auxquels elles et leurs familles sont confrontées. « 500 plus » [une allocation pour les enfants] est une bonne solution mais elle est sélective. Ce sont des services publics universellement accessibles et de bonne qualité qui sont essentiels.

La « Mère polonaise » et le travail de reproduction social

Kacper Leśniewicz : Et on retrouve là la figure de la « Mère polonaise » laissée aux oubliettes par ceux qui répètent avec révérence depuis des années le refrain de l'amour qu'ils lui portent.

Marta Rawłuszko : Le symbole de la « Mère polonaise » est principalement un outil pour réduire les femmes au silence et renforcer leur exploitation. Regardez les protestations des parents de personnes handicapées, qui ont montré que toutes les équipes politiques, pendant des décennies, peuvent exclure durablement et sys-

tématiquement un groupe social particulier, le mépriser complètement.

Dans le cas des aidants, ce sont surtout des femmes, livrées à elles-mêmes, qui sont considérées par l'État uniquement comme des infirmières et des soignantes pour leurs enfants – comme elles le disent.

Les personnes handicapées et leurs familles, en particulier les mères, ont été marginalisées de manière systématique pendant des décennies, et leurs voix ont été constamment occultées par toutes les équipes dirigeantes.

Kacper Leśniewicz : En veulent-elles à la classe politique ?

Marta Rawłuszko : Dans nos données, la classe politique n'est pas un point de référence. La subordination et la marginalisation des femmes sont des expériences que le parti Plateforme citoyenne (PO, néolibéral) a accentuées et que le parti Loi/Droit et Justice (PiS, conservateur) a renforcées. Les couleurs politiques, surtout lorsqu'on pense au gouvernement local, ne comptent pas beaucoup.

Il y a donc du regret et de la colère face à des décennies d'exclusion et la conscience parfois très forte que ce qui peut arriver de bien dans la vie des femmes dépend d'elles-mêmes. Leur conscience est la conscience des opprimés, une conscience en opposition à un vaste système d'oppression et de pouvoir.

Il s'agit d'un niveau de conscience politique complètement différent qui transcende les divisions entre les partis et en minimise l'importance. Cette prise de conscience ne vise pas à changer le parti au pouvoir, car pour beaucoup ce genre de changement ne change rien.

Magdalena Grabowska : Sous le capitalisme, aucune force politique ne reconnaît la valeur du travail pour la reproduction sociale : ils sont bien contents de l'utiliser, mais ne se soucient pas de partager les profits qu'ils en tirent. Cela ne changera pas tant que toute cette sphère ne sera pas redéfinie comme étant absolument centrale pour la vie sociale et pour l'État.

Le travail quotidien effectué à la maison et dans la sphère publique, le travail de soins, le travail pour le bien-être de la société, a été en quelque sorte reconnu pendant le Covid – on parlait par exemple de « professions essentielles » et il s'agissait de professions liées aux soins, à la production alimentaire.

Ce fut malheureusement temporaire, bien que des économistes féministes, en Pologne par exemple Zofia Łapniewska, parlent de la nécessité de changer la façon



« Je veux avoir le choix », « femme ≠ mère »

Femmes - Pologne

de penser l'économie, dans l'esprit de reconnaître simplement les soins, ou la reproduction sociale. Il me semble que nous avons besoin d'une nouvelle conception de la société, des valeurs et du rôle de l'État dans tout cela. Aujourd'hui, nous sommes à l'aube de quelque chose de complètement nouveau, une sorte de moment pré-révolutionnaire.

Kacper Leśniewicz : *Qu'est-ce que cela signifie ?*

Magdalena Grabowska : Voyons, par exemple, ce qui s'est passé en 2020. Les personnes se sont comptées, nous avons vu que nous sommes la majorité, nous avons cessé d'avoir peur. La frontière a été redéfinie entre « nous » – les personnes dont les luttes et la subjectivité sont constamment dépréciées et reléguées aux marges du débat politique – et « eux » – c'est-à-dire l'ensemble de la scène politique. À l'exception des politiciens de gauche qui ont fortement soutenu et compris les protestations. Ces événements ont été caractérisés par la colère et des demandes concrètes. Nous avons tous ressenti cette émotion et cette énergie ainsi que le sentiment que cela ne peut plus être inversé.

Marta Rawłuszko : Il faut ajouter à cela le nombre croissant de marches pour l'égalité. Il ressort également de nos recherches qu'une nouvelle génération entre en scène. Elle a commencé son engagement en descendant dans la rue, par la rébellion ouverte et la confrontation. Les nouvelles valeurs mentionnées trouvent également un écho dans un domaine plus large lié à la violence, – y compris la violence sexuelle – concernant les relations sur le lieu de travail, mais aussi dans les universités.

Un certain modèle de relations hiérarchiques, paternalistes, dans lequel les hommes, les politiciens, les riches peuvent tout faire sans aucune conséquence, s'es-souffle tout simplement.

Ce que nous observons actuellement c'est une large transformation de la vie sociale. Cependant – il faut le dire également – on peut aussi sentir la fatigue et le découragement.

Kacper Leśniewicz : *Cela pourrait-il entraîner un changement de l'orientation ou un affaiblissement de cette résistance ?*

Marta Rawłuszko : Sur le long terme, je ne le pense pas. Ce que nous constatons dans nos recherches, c'est la fatigue et l'épuisement, mais aussi une forte conviction qu'on ne peut plus vivre comme ça.



Les femmes se sont comptées

Kacper Leśniewicz : *Quelle forme politique cette colère peut-elle prendre ?*

Magdalena Grabowska : Il s'agit peut-être d'un moment populiste et une nouvelle configuration sociale est en train d'émerger, une nouvelle division entre les élites et la majorité de la société.

Il y a des jeunes issus des grèves pour le climat, des manifestations noires, des marches pour l'égalité et des mouvements de travailleurs. Ils et elles pratiquent déjà un engagement en faveur d'une démocratie participative et inclusive comprise de manière radicale, et rejoignent les luttes pour des motifs variés, renforçant la diversité, les alliances horizontales, n'ayant pas peur du conflit, ne fétichisant pas le compromis. Ils et elles montrent que leurs luttes ne sont pas des guerres culturelles, de vision du monde ou de mœurs, mais simplement politiques. Jusqu'à présent, seule la littérature féministe et queer apprécie le genre comme une catégorie descriptive et analytique importante dans l'étude de la démocratisation et de la nouvelle subjectivité politique.

Kacper Leśniewicz : *Mais qu'en est-il de la perspective de classe, qui trouve encore rarement un écho dans le courant féministe polonais dominant ? La sociologue et féministe britannique bien connue, Beverley Skeggs, qui a étudié les femmes de la classe ouvrière britannique pendant de nombreuses années, répète que sans une perspective de classe un féminisme sérieux est impossible, pas plus qu'un débat honnête sur les relations de pouvoir.*

Magdalena Grabowska : À mon avis, sans une perspective de classe, nous ne pourrons pas avancer. Le travail de soins et de reproduction sociale a lui-même un

caractère de classe : il est non rémunéré ou faiblement rémunéré, précaire ou totalement privatisé. Il est principalement réalisé par des femmes, en grande partie des femmes migrantes.

Pour l'économie capitaliste, il s'agit d'un travail invisible, bien qu'essentiel.

Ce thème est particulièrement crucial aujourd'hui, lorsque nous voyons à quel point l'État et ses structures cherchent à privatiser le travail de protection et de reproduction sociale, comment ils traitent les personnes qui font ce travail, celles qui travaillent dans le domaine de la santé, de l'éducation. Un obstacle pour parler de la dimension de classe de l'inégalité entre les sexes est la crainte toujours présente d'exprimer des revendications dans l'esprit d'un féminisme socialiste ou marxiste – toujours considéré comme étant radical, idéologisé.

Marta Rawłuszko : Une telle perspective est absolument nécessaire. Cependant, il est également important de reconnaître que le domaine de la lutte des classes est aussi celui du travail reproductif. Invisible, non rémunéré, mais nécessaire à la reproduction sociale, à la reproduction de la force de travail et donc du capital. C'est l'une des conclusions les plus importantes de notre recherche. ■



« C'est la guerre », Leszno (65 000 habitants)

« Les femmes en colère peuvent tout faire »

ou comment les féministes agissent contre la guerre

Entretien d'Andreï Serafimov avec Emilia Grigoryan*

Depuis le début de la guerre, de nombreuses initiatives populaires contre la guerre ont vu le jour en Russie. L'une des plus importantes d'entre elles est la Résistance féministe contre la guerre (FAS), une organisation semi-clandestine qui s'oppose systématiquement à la guerre depuis le début de l'invasion de l'Ukraine (1). « *Le féminisme, en tant que force politique, ne peut être du côté d'une guerre d'agression et d'une occupation militaire* », déclare le manifeste de la FAS, son document fondateur.

Certaines membres de la FAS font des déclarations publiques au nom de l'organisation, mais dans la résistance féministe il n'y a pas de « *direction suprême* » centralisée : toute la structure est basée sur des connexions horizontales, les militantes des différentes régions ayant une liberté d'action totale et menant des actions comme elles l'entendent.

Les « *Piquets silencieux* » et les « *Femmes en noir* » se sont fait particulièrement remarquer parmi les manifestations pacifiques nationales organisées par la FAS. Les « *Femmes en noir* » reprennent la tradition du mouvement anti-guerre israélien, née pendant le conflit israélo-palestinien en 1988 : en réponse aux actions israéliennes dans les territoires occupés, des femmes israéliennes vêtues de noir ont commencé à descendre dans les rues de Jérusalem chaque vendredi.

La résistance tente de s'adresser à des groupes différents : par exemple, les militantes produisent un journal intitulé *Genska Pravda* (La vérité des femmes), destiné à la génération plus âgée (2). Ce journal est réalisé dans l'esprit des publications habituelles « *pour le foyer* » mais, en plus des mots croisés et des recettes, il propose des informations provenant de sources et de médias indépendants.

Open Democracy s'est entretenu avec Emilia Grigoryan, militante de la FAS, sur la stratégie publique de l'organisation et



ses méthodes d'organisation de la protestation.

Andreï Serafimov : La FAS essaie de maintenir l'anonymat de ses militantes mais certaines d'entre elles, bien connues, appellent à des protestations contre la guerre en Ukraine. Existe-t-il une forme d'« *appel sécurisé* » ?

Emilia Grigoryan : Je pense qu'il n'existe pas de messages publics sans risque pour les activistes. Mais je peux expliquer pourquoi notre mouvement n'est pas complètement anonyme. Lorsqu'un mouvement n'a pas de visage, il est moins digne de confiance. Et lorsque vous connaissez une militante qui y travaille ou qui est d'une manière ou d'une autre active dans ses rangs, en qui vous avez déjà confiance, dont vous connaissez le parcours, cela renforce la confiance. Il est plus facile d'attirer les gens et les contacts sont plus chaleureux que lorsqu'il s'agit d'un mouvement impersonnel. Nous avons des militantes qui ont quitté la Russie et qui peuvent désormais se permettre de parler ouvertement.

Andreï Serafimov : Parle-nous de celles à qui vous vous adressez en priorité et qu'est-ce qui a changé ?

Emilia Grigoryan : Le cœur de notre public est constitué de féministes et de militantes, qui étaient déjà engagées. Mais

comme nous nous positionnons comme un mouvement dont l'objectif principal est de faire participer les gens à la politique et à la lutte en général, dans toutes les régions de Russie, nous nous adressons à des publics différents. Nous ne visons donc pas seulement les militantes. Afin d'attirer d'autres personnes, nous publions, par exemple, le journal *Genska Pravda*, qui s'adresse aux femmes moins jeunes, qui ne sont pas particulièrement intéressées par les questions sociales ou politiques.

Andreï Serafimov : En caricaturant pour

* **Andreï Serafimov** est un journaliste d'investigation russe indépendant. **Emilia Grigoryan** est une militante féministe. Cet entretien a été d'abord publié le 5 octobre 2022 en russe (<https://www.opendemocracy.net/ru/feministskoe-antivoennoe-soprotivlenie-serafimov/>) et le 4 octobre 2022 en anglais (<https://www.opendemocracy.net/en/odr/russia-feminist-resistance-to-ukraine-war/>) par *Open Democracy*. (Traduit du russe par JM).

1. « *Le mouvement est né dans la clandestinité, le 25 février, au lendemain de l'entrée des troupes russes sur le territoire ukrainien, mais comme le précise aussitôt sa cofondatrice, Daria Serenko, "nous ne partions pas de zéro". Résistance féministe antiguerre (Feministskoïe antivoïennoïe soprotivlenië, FAS) réunit 45 organisations qui existaient déjà dans différents secteurs, auxquelles s'ajoutent des dizaines de militantes anonymes dans soixante villes en Russie, sans compter celles qui ont dû s'exiler.* » (*Le Monde*, 24 octobre 2022).

2. Le site *Entre les lignes entre les mots* a publié début novembre le rapport d'activités de FAS sur les deux derniers mois, et propose en téléchargement les 13 premiers numéros de *Genska Pravda* : <https://entrelignesentrelismots.wordpress.com/2022/11/03/genska-pravda-laverite-des-femmes/>

Femmes - Russie

simplifier : il s'agirait de ménagères à la recherche de recettes ?

Emilia Grigoryan : C'est une grande simplification, mais en général, oui.

Nous ne pouvons pas communiquer avec l'ensemble de notre public par le même canal. Par exemple, le journal n'est pas affilié à notre principale chaîne Telegram. Il s'agit d'un produit média distinct. Parce que ce segment du public doit être abordé par le biais d'outils auxquels il est habitué.

Andreï Serafimov : À quoi ressemble le contenu de ce journal ?

Emilia Grigoryan : Tout d'abord, nous utilisons un langage plus proche et plus compréhensible par les lectrices de ce journal. Par exemple, il n'y a pas là d'écriture inclusive. Nous ne surchargeons pas les textes avec des termes de gauche ou semblables, nous les rendons aussi accessibles que possible. Deuxièmement, nous nous efforçons d'intégrer dans le journal des publications de médias indépendants, que nous considérons comme importantes : nous pouvons, par exemple, publier un extrait d'un texte et indiquer où vous pouvez lire la suite. En même temps, on y trouve tout ce qui est disponible dans les magazines et les journaux vendus dans les kiosques à journaux. Vous pouvez même trouver des anecdotes accompagnées de recettes. Cela inspire la confiance.

En outre, nous avons prévu de lancer des émissions sur YouTube. Pour l'instant, je pense qu'il y aura deux programmes. L'un sera une émission analytique anti-guerre et l'autre sera destiné à un public qui garde le silence sur la guerre.

Andreï Serafimov : La position de la FAS a-t-elle changé au cours de la guerre en Ukraine ? Par exemple, les idées que vous avez présentées dans votre manifeste, les avez-vous révisées de quelque manière que ce soit ?

Emilia Grigoryan : Je dois dire que six mois après le début de la guerre, nous avons mis à jour le manifeste. Parce qu'un document apparu à la hâte le deuxième jour d'une agression ne peut pas être pertinent tout le temps. Il a donc été complété et réécrit par tous nos groupes.

Andreï Serafimov : Quels sont les points particuliers qui ont été modifiés ?

Emilia Grigoryan : Nous avons dû clarifier notre position sur certaines questions spécifiques. Par exemple, il y a eu confusion avec une organisation européenne dont le nom était très similaire au nôtre. Cette organisation prône le désarmement de



l'Ukraine. Nous n'étions pas d'accord, mais ils ont signé leur déclaration publique d'une manière qui donnait l'impression que c'était au nom de la FAS. Nous avons donc dû clarifier qu'en ce qui nous concerne, nous sommes pour l'armement de l'Ukraine.

Andreï Serafimov : Que font les groupes de la FAS ? Comment sont-ils organisés et à quoi vous attendez-vous lorsque vous faites campagne pour créer des groupes dans différents pays ?

Emilia Grigoryan : Les groupes de la FAS sont organisés par de militantes dans différentes villes et pays. Ils sont plus ou moins connectés les uns aux autres. Chacun d'entre eux se réserve le droit de mener les actions et les protestations qu'il juge appropriées. Il n'est pas nécessaire d'obtenir un agrément pour créer un nouveau groupe. On considère que si vous partagez notre objectif et nos valeurs et que vous avez suffisamment de crédibilité, vous pouvez vous associer à d'autres militantes et militants pour former votre propre groupe. Ce faisant, vous pouvez utiliser toute notre expertise, notre identité, etc.

Je dirais que l'objectif principal des groupes dans d'autres pays est d'attirer l'attention de la communauté mondiale sur la guerre. Nous pensions que le monde entier avait compris qu'il y avait une guerre en cours et qu'il en parlait. Il s'est avéré que nous vivons dans une bulle. Tant de gens n'ont pas entendu parler de la guerre ou ne s'y intéressent pas. Des groupes de la FAS sont nécessaires pour la sensibilisation, pour établir des contacts avec les organisations féministes anti-guerre à l'étranger, pour créer un vaste réseau. Cela augmente notre influence.

Andreï Serafimov : Peut-on s'attendre à ce que ces groupes deviennent le cœur de la protestation dans l'avenir ?

Emilia Grigoryan : Je doute que le noyau de la protestation soit constitué de groupes à l'étranger. S'il doit y avoir un noyau, il se trouvera en Russie. Et il a déjà commencé à émerger, d'ailleurs, après le début de la mobilisation. Une protestation à l'extérieur ne peut pas affecter la situation en Russie. Mais le contraire peut se produire : la protestation à l'intérieur de la Russie commencera à dépasser ses frontières. Les Russes à l'extérieur du pays doivent se solidariser avec celles et ceux à l'intérieur.

Andreï Serafimov : Comment les coordinatrices régionales et les groupes en Russie parviennent-elles à rester anonymes – tout en maintenant des liens horizontaux ?

Emilia Grigoryan : Nous avons une personne qui s'occupe de la sécurité. Tout est très bien construit. Nous gardons un anonymat complet, même entre nous, parce que nous comprenons qu'en termes de sécurité, la situation des personnes en Russie est très différente de celle des personnes qui sont maintenant hors du pays. Nous ne connectons pas les groupes entre eux – nous serions alors responsables de leur communication. Nous savons seulement qu'ils se retrouvent, mais comment, ça je ne peux pas le dire pour des raisons de sécurité. Les militantes en Russie ont un contact direct avec nous via un bot informatique, ou via Instagram et d'autres canaux. Ainsi, nous pouvons nous consulter, leur fournir des aides concernant la sécurité.

Andreï Serafimov : Y a-t-il une spécificité régionale dans la façon dont vos militantes travaillent ?

Emilia Grigoryan : Il y a des régions qui sont plus ou moins actives, et certaines qui sont très, très apathiques – il peut y avoir des initiatives en dehors de la FAS, mais nous les soutenons pleinement. Par exemple, des choses incroyables se passent en ce moment en Bouriatie. Les mouvements partisans et de tels actes de se sont intensifiés dans certaines régions. Tout le monde a peur pour sa sécurité, mais ils ressentent le besoin de faire quelque chose. Il y a plus d'actions partisans aujourd'hui que jamais auparavant.

Andreï Serafimov : Les régions à forte population de minorités ethniques pourraient-elles donner naissance à une protestation plus radicale contre la guerre et la mobilisation ?

Emilia Grigoryan : Je l'espère vivement. Ce qui commence par des émotions peut devenir structuré et organisé. L'élan donné

Le poutinisme c'est le fascisme

Pourquoi est-il nécessaire de le dire aujourd'hui ?

Par
Ilya Budraitskis*

par ces régions est très puissant. Les gens sont furieux. Je n'ai rien vu de mieux que la façon dont les femmes du Daghestan, de la Yakoutie et même de la Tchétchénie ont résisté au cours des six derniers mois. Je n'aurais jamais pu imaginer que des femmes sortiraient dans les rues en Tchétchénie. N'importe où ailleurs, mais là, je ne pouvais pas l'imaginer. Compte tenu du caractère extrêmement répressif du régime sous lequel vivent ces femmes, c'est un pas en avant incroyable.

Andreï Serafimov : *Quelles en sont les raisons ? Pourquoi cela se produit-il dans les régions où vivent des populations originaires ?*

Emilia Grigoryan : Je pense que les femmes en colère peuvent tout faire. La mobilisation ressemble désormais à un nettoyage ethnique. Ce n'est pas nouveau et ce n'est pas mon invention. Il y a des villages et des hameaux qui ont été complètement vidés. Il n'y reste plus un seul homme. Les gens dans ces régions voient tout cela parfaitement bien, ils comprennent qu'ils sont devenus une ressource pour Moscou. Et maintenant Moscou commence à pomper les gens hors de là. Dans la partie européenne de la Russie, Moscou créera l'illusion d'une vie normale jusqu'au bout, mais cela ne pourra pas durer longtemps.

Andreï Serafimov : *Comment la FAS réagit-elle à la vague de protestations des femmes qui a débuté au Daghestan ?*

Emilia Grigoryan : Nous leur apportons tout notre soutien : sur le plan médiatique et nous restons en contact avec elles. Il n'y a pas encore eu de demande de soutien juridique de leur part, mais nous sommes ouvertes et pleinement préparés. Dès qu'une aide sera nécessaire, nous partagerons toutes nos expériences.

Andreï Serafimov : *Est-il possible d'appeler à une protestation radicale tout en étant à l'étranger ? Et est-il même utile de le faire ?*

Emilia Grigoryan : Il s'agit d'une question d'éthique très délicate, que je me pose tous les jours. Comme si, pour celles et ceux qui vivent à l'étranger, le seul outil pour radicaliser la protestation était d'appeler les gens à descendre dans la rue. Mais a-t-on le droit de le faire ? C'est complexe. J'ai ma propre opinion, d'autres en ont une différente. Il existe d'autres ressources : soutien juridique, information, soutien financier et physique de personnes partageant les mêmes opinions. Alors, sortez dans la rue, promenez-vous et apprenez à vous connaître. ■

Le 24 février, lorsque la Russie de Poutine a lancé une invasion militaire à grande échelle en Ukraine, le monde s'est trouvé face à plus qu'un simple défi à l'hégémonie géopolitique occidentale. Derrière la politique agressive du Kremlin se cache une logique qui renvoie à l'idéologie impérialiste classique, selon laquelle les relations entre pays sont fondées uniquement sur le droit du plus fort. S'il a critiqué les interventions militaires étatsuniennes en Irak ou en Afghanistan dans ses discours, Vladimir Poutine était surtout en désaccord avec la revendication par Washington du droit exclusif de mener des interventions impériales, d'étendre sa sphère d'influence et de condamner les autres puissances qui osent faire de même.

L'accusation portée contre l'Occident se réduit donc à dénoncer « l'hypocrisie » des États-Unis : pourquoi seraient-ils les seuls autorisés à faire ce que les autres n'ont pas le droit de faire ? Ce qui était auparavant la chasse gardée de l'impérialisme US, selon Poutine, doit désormais devenir la seule loi reconnue de la politique internationale. Dans sa vision du monde, seuls certains États sont déterminés « organiquement » à devenir des empires dotés d'un pouvoir « souverain » de déclencher des guerres, tandis que d'autres sont destinés à être des « colonies », des objets à contrôler et à conquérir. Le droit de ces États « souverains » à exercer un pouvoir arbitraire extérieur correspond à leur droit à exercer un pouvoir arbitraire intérieur : si derrière chaque droit il n'y a finalement que la force nue, alors les droits humains ou le droit à la représentation démocratique dépendent aussi inévitablement de la force, et ne sont donc que des armes brandies pour exercer une influence extérieure.

De cette logique impériale découle inévitablement une logique contre-révolutionnaire et anti-démocratique, qui a toujours

été caractéristique de l'élite russe : toutes les protestations et tous les soulèvements sont toujours contrôlés de l'extérieur, que ce soit les manifestations de l'opposition russe de 2011, le printemps arabe ou la révolution russe de 1917 (que Poutine considère également comme le résultat d'activités de services de renseignements étrangers). Il est facile de voir que dans un tel schéma idéologique, les États sont assimilables à des individus qui, dans une société de marché, sont également engagés dans une lutte mutuelle constante pour le succès, la domination et la reconnaissance. La même loi naturelle régit les États, les communautés nationales et les vies humaines individuelles : soit vous affirmez votre droit existentiel au détriment d'un autre, soit vous devenez la victime de l'affirmation de ce droit par d'autres puissances.

Pour la Russie de Poutine, cette idéologie est désormais définitivement passée du stade de la rhétorique à celui de la pratique, avec un pouvoir qui repose non seulement sur les perceptions chauvines de certaines parties de la société russe, mais aussi sur la rationalité du marché néolibéral qui y prévaut. Divisée en individus isolés et opposés, une telle société devient un instrument soumis aux élites et accepte sa propre impuissance et son incapacité à agir de manière solidaire comme la conséquence d'un destin historique supposé immuable et des lois quasi organiques qui

* Ilya Budraitskis, professeur de théorie politique à l'École des sciences sociales et économiques de Moscou, enseigne également à l'Institut d'art contemporain de Moscou. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire de la Russie et sur la tradition de la gauche critique et dissidente en Russie, tant pendant les années soviétiques que dans la période actuelle, dont le récent ouvrage *Dissidents between Dissidents : Ideology, Politics and the Left in Post-Soviet Russia* (Verso Books, 2022). Ce texte est une version abrégée d'un article qui sera publié en anglais dans le n° 6 (2022) de *Spectre : A Marxist Journal*. Il a été publié en russe par la plateforme médiatique syg.ma : <https://syg.ma/@ilia-budraitskis/putinizm-kak-fashizm-pochiemu-i-dliachiegho-nieobkhodimo-skazat-eto-sieghodnia> (traduit du russe par JM).

régissent la vie sociale. L'invasion de l'Ukraine a fermement établi dans la Russie de Poutine ce lien inextricable entre politique étrangère et politique intérieure, où l'une est la continuation inévitable de l'autre. La guerre a initié la transformation du régime russe en une forme qualitativement nouvelle : une dictature ouverte, où toute expression publique qui diffère de la politique officielle est un crime et où toute tentative d'action collective équivaut à une trahison de l'État-nation.

Ce lien entre, d'une part, une atmosphère de peur et de subordination, et, d'autre part, le chauvinisme et l'agression impérialiste, ainsi que l'identification complète de la volonté de la nation avec les décisions d'un leader autoritaire, ont ces derniers mois conduit beaucoup de gens à comparer la Russie de Poutine au fascisme – à juste titre, à mon avis. Cependant, en amenant ce redoutable concept dans l'analyse de l'actualité, il convient de comprendre pourquoi il est nécessaire de le faire. Tout d'abord, certainement pas pour utiliser le terme « *fascisme* » comme un synonyme de mal absolu, contre lequel « *le monde libre* » devrait s'unir. Une telle moralisation du fascisme ne signifierait rien d'autre qu'un retour, dans une nouvelle phase, aux oppositions binaires de la guerre froide (où « *le communisme* » soviétique se verrait désormais mécaniquement remplacé comme ennemi extérieur de l'Occident par le « *fascisme de Poutine* »). Deuxièmement, une analyse du fascisme contemporain en Russie (ainsi que des tendances fascistes au-delà de ses frontières) ne devrait pas être remplacée par des analogies historiques spéculatives. Il faut se rappeler que la montée du fascisme dans la première moitié du vingtième siècle a été déterminée par une combinaison de circonstances historiques uniques, et que sa doctrine était controversée et éclectique. Troisièmement, et c'est peut-être le plus important, aborder la notion de fascisme dans le contexte du régime russe contemporain ne doit pas conduire à le considérer comme la preuve

de son particularisme, à l'idée que la fascisation de la Russie post-soviétique est un cas unique prétendument prédéterminé par l'histoire particulière du pays. Au contraire, la caractérisation du régime de Poutine comme fasciste devrait aider à discerner les caractéristiques communes de la crise actuelle de l'ordre capitaliste néolibéral, qui est à l'origine de son évolution. De plus, je suis convaincu que parler de fascisme aujourd'hui pour la Russie ne se justifie que si nous le percevons comme un signe alarmant de tendances mondiales susceptibles de se concrétiser sous la forme de régimes similaires, y compris dans le monde occidental. Tout cela nous ramène inévitablement à la fois à une nouvelle réflexion sur le phénomène du fascisme et à une compréhension de l'évolution spécifique du régime de Poutine en tant que partie intégrante du système capitaliste mondial.

Définir le fascisme : doctrine, mouvement ou régime ?

Dans la vaste littérature historique et politico-philosophique sur le fascisme, on peut distinguer trois approches : la première qui le considère avant tout comme une idéologie (ou plutôt un ensemble de caractéristiques idéologiques), la deuxième comme un mouvement de masse radical, tandis que la troisième le voit comme un type particulier de domination, une forme fondamentalement nouvelle de régime politique et, plus généralement, de pouvoir social. Ainsi, la célèbre définition du fascisme par l'historien Roger Griffin comme une « *renaissance de l'ultra-nationalisme* » (« *Palingenetic ultranationalism* »), cherche à définir le fascisme de manière normative, à en déduire son « *type idéal* », ce qui permet de le séparer clairement de toute autre forme autoritaire. Le fascisme, selon Griffin, est toujours lié à l'idée de faire revivre la grandeur perdue de la nation, à un rejet révolutionnaire des formes précédentes de légitimité, à la mobilisation des masses et à une vision organique de la communauté nationale (1).

Les limites de cette approche apparaissent clairement dans les récents débats sur le caractère fasciste ou non du régime de Poutine. Timothy Snyder (2), par exemple, tente de découvrir les fondements idéologiques du régime de Poutine en exagérant l'influence sur Poutine des livres d'Ivan Ilyin, l'idéologue de l'émigration blanche des années 1920 et 1930, ou en reconstruisant à partir de la rhétorique militariste du président russe un « *culte de la mort* » simi-

laire aux discours de Codreanu, le leader fasciste roumain de l'entre-deux-guerres. Les critiques de Snyder, pour leur part, soulignent que l'État de Poutine ne s'appuie pas, comme le « *fascisme classique* », sur une mobilisation de masse motivée idéologiquement (3).

Il est clair qu'une telle définition normative du fascisme, reposant sur la présence ou l'absence d'un ensemble de caractéristiques spécifiques, détourne l'analyse de la réalité du régime et de son évolution historique.

Certes, l'invasion actuelle de l'Ukraine s'est accompagnée d'un certain nombre de discours programmatiques de Poutine, et a été encadrée de manière très réactionnaire par la propagande russe. Toutefois, lorsque Poutine est arrivé au pouvoir il y a vingt ans, il n'était clairement pas un « *homme d'idées* » et ses politiques pratiques n'étaient pas guidées par l'allégeance à une quelconque doctrine. Au contraire, on peut dire que ses opinions ont été façonnées comme une synthèse des réalités pratiques apprises à travers les fonctions qu'il a occupées tout au long de sa carrière. Ainsi, ses premières années dans les services de sécurité soviétiques l'ont habitué à la pensée conspirationniste ; diriger la privatisation à la mairie de Saint-Pétersbourg dans les années 1990 l'a formé à la violence et à la domination brutale, caractéristiques du business semi-criminel et de la mafia avec lesquels il était étroitement associé. Enfin, ses longues années au pouvoir en tant que leader autoritaire incontesté lui ont insufflé une vision de son propre destin messianique en tant que restaurateur de la puissance géopolitique perdue de la Russie.

Ce n'est pas l'idéologie qui définit la pratique de Poutine, mais plutôt la pratique qui l'oblige à intérioriser un ensemble de diverses « *vérités* » idéologiques qu'il considère comme évidentes.

Les citations de penseurs réactionnaires, soigneusement insérées dans les discours de Poutine, n'ont fait que confirmer les conclusions apprises par le dirigeant russe au fil de son « *expérience* ». Les contradictions et les discontinuités d'une telle idéologie sont définies par son caractère, selon les mots de Louis Althusser, « *d'activité pratique matérielle* ». Cette notion d'une idéologie qui n'est déterminée que par la pratique du pouvoir vaut également pour le fascisme en tant que phénomène historique.

Par exemple, l'historien Robert Paxton (4) a démontré que les déclarations des mouvements fascistes ont toujours été très différentes des pratiques des diri-

1. Roger Griffin, « Studying Fascism in a Postfascist Age. From New Consensus to New Wave ? », *Fascism – Journal of Comparative Fascist Studies*, Brill, 1^{er} janvier 2012 : https://brill.com/view/journals/fasc/1/1/article-p1_1.xml?language=en

2. Timothy Snyder, « We should say it. Russia is fascist », *New York Times* du 17 mai 2022 : <https://www.nytimes.com/2022/05/19/opinion/russia-fascism-ukraine-putin.html>

3. Grigory Golosov, « Fascist Russia ? », *Riddle* du 30 mai 2022 : <https://ridl.io/fasc>

4. Robert O. Paxton, *The Anatomy of Fascism*, Knopf, New York 2004.

geants fascistes après leur arrivée au pouvoir. Ces déclarations ne formaient pas un ensemble cohérent, mais consistaient plutôt en un ensemble arbitraire de slogans, variant en fonction des groupes sociaux auxquels ils s'adressaient et en fonction des conditions de la lutte politique. De plus, l'éclectisme idéologique du fascisme était élevé au rang de principe idéologique par les dirigeants fascistes eux-mêmes, qui ne se lassaient pas de répéter qu'ils s'appuyaient sur « *la vie elle-même* » plutôt que sur des doctrines arides (« *la théorie est une prison* », selon la célèbre maxime de Mussolini). Le programme réel du fascisme se révèle avant tout dans sa pratique en tant que régime qui, en fait, n'a jamais été la continuation d'un mouvement visant à prendre le pouvoir. Comme l'affirme Paxton, les régimes fascistes en Allemagne et en Italie étaient une synthèse complexe de partis totalitaires, de l'ancien appareil d'État et de la rationalité des élites dirigeantes traditionnelles (armée, bureaucratie, église, etc.), formant une sorte de *dual states* (États doubles). Cette synthèse n'a jamais acquis un caractère monolithique et la crise des régimes fascistes a activé ses contradictions internes : par exemple, le complot de 1944 contre Hitler impliquait des membres éminents de l'élite militaire, tandis que l'éviction de Mussolini en 1943 a été menée par l'entourage du roi Victor Emmanuel, qui avait auparavant été un élément clé du régime fasciste.

Les chercheurs spécialisés dans le domaine du fascisme, pour qui il s'agissait avant tout d'un mouvement de masse (Ernst Nolte, par exemple), le considéraient comme une force capable de contrer la menace révolutionnaire que pouvaient représenter le mouvement ouvrier organisé et les partis socialistes. Ainsi, c'est comme s'ils remplaçaient le vieil État bourgeois, incapable de se défendre. Bien sûr, il est difficile de nier cette orientation contre-révolutionnaire, par exemple dans le cas du fascisme italien au début des années 1920, lorsqu'il était une réaction violente directe à un mouvement de grève à grande échelle et à la création spontanée de conseils ouvriers. Cependant, l'accession au pouvoir de Mussolini et d'Hitler n'aurait pas été possible si les élites traditionnelles n'avaient pas pris une décision collective en ce sens. Là où les classes dirigeantes ne voyaient pas la nécessité d'une transformation fasciste – par exemple en France, en Grande-Bretagne ou en Roumanie –, les mouvements fascistes, malgré les perspectives très nettes de leur influence croissante dans les années



1930, ont finalement été vaincus.

Si, comme l'écrivait Merleau-Ponty, « *la révolution est toujours vraie en tant que mouvement et fausse en tant que régime* », on peut dire le contraire du fascisme : sa signification et ses objectifs véritables se révèlent précisément en tant que régime de pouvoir étatique, tandis que sous la forme d'une idéologie ou d'un mouvement, ses caractéristiques apparaissent incomplètes et trompeuses.

Le fascisme d'en haut ?

La définition du fascisme comme un régime pour lequel les caractéristiques idéologiques ou un mouvement de masse préalable sont des caractéristiques secondaires et facultatives permet d'universaliser ce phénomène. Pour une telle approche universaliste, le fascisme ne représente pas une déviation irrationnelle de la voie rationnelle de la civilisation occidentale (comme tendent à le croire les chercheurs appartenant au courant intellectuel libéral), mais un phénomène directement dérivé de la nature même de la société de marché.

Cette position a été le plus clairement exprimée par Karl Polanyi qui, dans son ouvrage *la Grande Transformation* (5), voyait dans le fascisme l'expression de la victoire de la logique du marché sur toute forme d'auto-organisation et de solidarité dans la société. La tâche du fascisme, selon Polanyi, était d'achever l'atomisation sociale et de dissoudre la personnalité humaine dans la machine de la production capitaliste. Le fascisme était donc plus qu'une réaction à la montée des mouvements révolutionnaires dans les années 1920, et il cherchait à détruire non seulement les partis ouvriers mais aussi tout élément de participation démocratique. Polanyi a caractérisé le fascisme non pas comme un mouvement (*movement*) mais comme un revirement (*move*) – c'est-à-

dire un consensus des élites dans leur réponse au défi de la crise économique et des alternatives anticapitalistes. Le fascisme a donc représenté une solution radicale à la marchandisation intrinsèque de la « *civilisation du XIX^e siècle* », à la contradiction entre la démocratie et la logique du marché (le « *double mouvement* », selon Polanyi) par une redéfinition de la « *nature humaine* » fondée sur la négation de principe de l'humanité en tant que communauté universelle.

Hannah Arendt est parvenue à des conclusions similaires, bien que partant d'une perspective théorique différente, dans son ouvrage *les Origines du totalitarisme* (6). Selon Arendt, le fascisme n'a aucun lien direct avec une quelconque tradition intellectuelle et représente non pas un phénomène politique mais un phénomène social qui exprime la réalisation extrême des tendances clés des temps modernes : l'atomisation de la société et la destruction de toute forme de transparence. Pour Arendt, l'essence d'une société totalitaire fasciste n'est pas la pénétration de la politique à tous les niveaux de la vie sociale, mais plutôt l'ultime dépolitisation, la disparition de toute notion d'« *intérêt commun* ».

Cette signification passive et démobilisatrice du fascisme a été saisie très précisément par Walter Benjamin. Dans la conclusion de son ouvrage *l'Œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique* (7), Benjamin écrit que le fascisme

5. Karl Polanyi, *la Grande Transformation*, Gallimard, Paris 1983.

6. Hannah Arendt, *les Origines du totalitarisme*, publié en français en trois volumes : 1. *Sur l'antisémitisme*, Le Seuil (collection « Points/Essais », n° 360) ; 2. *L'Impérialisme*, Le Seuil (collection « Points/Essais », n° 356) ; 3. *Le Système totalitaire*, Le Seuil (collection « Points/Essais », n° 307).

7. Walter Benjamin, *l'Œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique*, Payot, Paris 2013.

Russie

« *esthétise la politique* », c'est-à-dire qu'il transforme les gens en spectateurs captivés, en consommateurs aliénés de la politique en tant que spectacle, tandis que le communisme, au contraire, « *politise l'esthétique* », en transformant le spectacle culturel en un lieu de participation créative directe des masses. Il est clair que ce spectacle fasciste est strictement hiérarchique – c'est une pièce de théâtre dans laquelle chacun doit jouer rigoureusement le rôle qui lui est attribué.

Ce spectacle de la politique est le contraire direct de la mobilisation d'en bas sous toutes ses formes. Par exemple, il est révélateur que les tentatives de groupes d'extrême droite d'organiser des manifestations anti-ukrainiennes indépendantes en mars de cette année aient été brutalement réprimées dans l'œuf par les autorités russes. Les expressions de soutien massif à la guerre ne peuvent et ne doivent avoir lieu que sous des formes strictes approuvées par le haut : concerts patriotiques et « *flash mobs* » organisés par les autorités. Ces « *ornements de la masse* » ont la même signification qu'il y a un siècle, lorsque Siegfried Kracauer les a décrits dans son célèbre essai (8) : la désintégration de l'individu en fragments corporels, chacun d'entre eux étant intégré au processus de production (ainsi qu'à la reproduction idéologique). La rationalité du marché, qui divise (ou réifie, selon la définition de Georg Lukacs) la personne humaine en fragments, atteint son expression la plus radicale sous le fascisme.

Le fascisme représente donc une nouvelle forme d'État bourgeois qui fusionne directement avec le capital – on pourrait même dire que sous le fascisme, le capital parvient enfin à prendre la forme de l'État.

L'appareil d'État ne domine plus la société, équilibrant les intérêts des classes et agissant comme un arbitre (ce qui est typique, par exemple, du « *bonapartisme* » classique). Sous le fascisme, le capital, pour citer Léon Trotsky, « *saisit directement dans ses tenailles d'acier tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation* ». L'essence du

fascisme, poursuit Trotsky, consiste à « *réduire le prolétariat à un état d'apathie complète et créer un réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat* » (9).

Une compréhension similaire de l'État fasciste a été proposée par le social-démocrate allemand Franz Neumann dans son célèbre livre *Béhémoth* (10). Pour Neumann, le fascisme est le pouvoir direct du capital, qui n'a plus besoin de l'État comme force médiatrice. S'appuyant sur les théories marxistes de l'impérialisme, Neumann montre que le passage au nazisme a été prédéterminé par la place du capitalisme allemand, privé de marchés étrangers dans un contexte de redécoupage impérialiste du monde. La tendance principale dans le pays est alors la monopolisation de l'industrie et la transformation d'une majorité de la population en prolétaires qui peuvent être utilisés à la fois comme soldats et comme ouvriers. Selon Neumann, le capital, dans son ultime expression, a fusionné avec l'État et n'a plus besoin ni de la libre concurrence ni d'un marché du travail libre. Les entreprises faibles ne sont pas dans une relation d'égalité formelle avec les grandes – elles sont judiciairement déclarées inefficaces et leurs biens sont redistribués aux cartels (les confiscations de biens juifs s'inscrivent dans la même logique). La propriété n'est plus garantie par la loi mais par un acte administratif – en d'autres termes, la propriété privée n'est pas déterminée par une règle générale mais par une décision spécifique du souverain. La distinction entre le pouvoir politique (l'État) et le pouvoir économique (le capital) disparaît ainsi, et l'inégalité des droits qui caractérise le capitalisme n'est plus masquée par une façade d'égalité juridique formelle garantie par l'État. Le plein-emploi proclamé par Hitler, comme le montre Neumann, a permis de priver le travailleur de toute liberté de choix – il n'avait aucun droit collectif ou individuel, et était obligé de se fondre avec son entreprise dans un tout organique. C'est ainsi que le slogan nazi de la suprématie de la « *politique sur l'économie* » est mis en pratique, dans le sens où le capital surmonte toute nécessité de marchés libres et de concurrence en transformant l'État en instrument de son expansion.

Il est frappant de constater à quel point cette description est similaire à la construction du « *capitalisme autoritaire* » proposée par des idoles intellectuelles de l'*alt-right* [extrême droite] américaine comme Nick Land ou Curtis Yarvin (11). L'« *accéléra-*

tion » du capitalisme, selon ces auteurs, conduira inévitablement les États à abandonner toute autonomie de droit et toute légitimité démocratique. L'État démocratique, avec sa fausse égalité formelle entre les forts et les faibles, sera remplacé par la *Gov-corp*, une entreprise dirigée hiérarchiquement par des managers qui ont acquis un pouvoir absolu par sélection naturelle. Fondamentalement, pour Land, ce stade de l'État est atteint non pas par la lutte politique et la création d'un mouvement de masse vénérant un chef, mais plutôt par l'« *accélération* » de l'économie capitaliste, dont le développement surmonte et détruit toutes les formes politiques. Cette utopie autoritaire-libertaire ressemble paradoxalement à une inversion du capitalisme d'État de Poutine, avec son lien inextricable entre droits de propriété et pouvoir politique, et la notion profondément ancrée de la nature « *aristocratique* » et de classe de la domination de la bureaucratie étatique (avec les services spéciaux au sommet de la pyramide hiérarchique). L'étrange affinité entre les visions du monde des *siloviki* de Poutine et des adeptes de Land dans la Silicon Valley peut difficilement s'expliquer par une éducation idéologique commune ou un même club de lecture. Pour arriver à des modèles similaires, Land utilise des citations de Hobbes et de Deleuze, tandis que Poutine utilise des citations d'Ilyin ou de Gumilev. Les références intellectuelles sont ici de second ordre, alors que la rationalité, intériorisée à partir des pratiques idéologiques inconscientes du capitalisme néolibéral et caractéristique du type de subjectivité qu'il produit, est primordiale.

Le fascisme d'aujourd'hui n'a plus besoin de mouvements réactionnaires de masse. Il n'a pas besoin d'utiliser les méthodes de la guerre civile pour pulvériser la classe ouvrière organisée et la réduire à un « *état d'apathie* » par la violence – ces tâches ont été largement accomplies au cours de décennies de réorientation néolibérale dans les pays occidentaux (et de réformes marchandes de la « *thérapie de choc* » dans les années 1990 dans les pays « *post-socialistes* »).

Il ne manque plus qu'un revirement d'en haut, qui enterrera définitivement toute forme de participation démocratique et donnera définitivement au capital la forme d'un État.

Tout comme l'ancien fascisme, le fascisme du XXI^e siècle est une tendance qui a émergé pendant la crise du capitalisme mondial.

À cet égard, il est frappant de constater à quel point le poutinisme, né des condi-

8. Siegfried Kracauer, *L'ornement de la masse – Essais sur la modernité weimarienne*, La Découverte, Paris 2008.

9. L. Trotsky, *La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne* : <https://www.marxists.org/francais/trotsky/oeuvres/1932/01/320127c.htm>

10. Franz Neumann, *Béhémoth. Structure et pratique du national-socialisme – 1933-1945*, Payot, Paris 1987.

11. Nick Land, « The Dark Enlightenment » : <https://www.thedarkenlightenment.com/the-darkenlightenment-by-nick-land/>



tions de la transformation post-soviétique de la Russie, correspond idéologiquement à ces tendances mondiales et à quel point il a peu de spécificité nationale. En termes de rhétorique, il est difficile de trouver quoi que ce soit de différent de ce que connaissent tous les électeurs de Le Pen, les partisans de Victor Orban ou les fans de l'émission de Tucker Carlson sur Fox : c'est le même anti-universalisme agressif, les menaces des « minorités », la défense de la « famille traditionnelle » et des « valeurs » contre le libéralisme et le marxisme culturel, l'exploitation de la haine envers des « élites » abstraites. Sa seule différence fondamentale semble être que le poutinisme a déjà acquis la qualité d'un régime fasciste du XXI^e siècle, et en ce sens il ne sert pas de rappel du passé, mais d'avertissement pour l'avenir. Mais pourquoi la Russie post-soviétique a-t-elle eu le destin de devenir cet exemple effrayant ?

Poutinisme : la plus brève histoire du fascisme

Au milieu des années 2000, alors que Vladimir Poutine venait d'être triomphalement réélu pour son deuxième mandat présidentiel, l'auteur de ces lignes était déjà un participant actif de la scène politique de gauche à Moscou. Lors des nombreuses manifestations que, à cette époque lointaine, les autorités autorisaient encore dans le centre même de la capitale russe, l'un des slogans les plus populaires était « Russie Unie – pays fasciste ! » Les jeunes socialistes et anarchistes qui ont répété ce slogan ont certainement considéré cette caractérisation comme une exagération nécessaire. Au cours des premières années du règne de Poutine, il existait encore des libertés civiques relatives et des médias indépendants, les candidats de l'opposition pouvaient se présenter aux

élections et les syndicats pouvaient, bien que rarement, faire grève. Néanmoins, la combinaison dangereuse de la consolidation du pouvoir personnel, de la dépolitisation de masse et des opinions chauvines et racistes répandues était tout à fait évidente. La carrière politique de Poutine et la nature de sa popularité ont été liées à la guerre dès le début. À la fin de 1999, lorsque Boris Eltsine a déclaré que Poutine était son successeur, les troupes russes menaient déjà une « opération antiterroriste » de grande envergure en Tchétchénie.

La victoire écrasante de Poutine à l'élection présidentielle de mars 2000 a constitué ce que les analystes politiques proches du gouvernement ont pour la première fois appelé la « majorité poutinienne ». Les émotions fédératrices de cette majorité électorale étaient la frustration, la lassitude et la peur : la désillusion vis-à-vis de la démocratie, associée à l'instabilité politique et sociale, la lassitude vis-à-vis de la pauvreté et de l'imprévisibilité économique, et la crainte, alimentée par les médias, d'une menace terroriste émanant des « islamistes radicaux » à laquelle se mêlait une aversion pour les « Caucasiens » qui « inondent nos villes ».

Il est révélateur que ce « rassemblement autour du drapeau », caractéristique de toute l'évolution ultérieure du poutinisme, n'était pas du tout dirigé contre l'Occident. Au contraire, Poutine a toujours présenté l'opération punitive en Tchétchénie comme faisant partie de la croisade contre le « terrorisme international » lancée après le 11 septembre par George W. Bush.

La politique intérieure, dans ses caractéristiques essentielles, était d'un caractère remarquablement similaire au projet néo-conservateur occidental : la privatisation active du secteur public et les réformes néolibérales de la législation étaient accompagnées d'un renforcement du

contrôle policier et d'une rhétorique patriotique d'« unité nationale » face aux défis extérieurs. Ainsi, dès les premières années du pouvoir de Poutine, ont été adoptés : un nouveau code du travail, restreignant fortement les droits des travailleurs ; un nouveau code du logement, permettant la privatisation de l'espace urbain ; et un barème d'imposition forfaitaire de 13 %, qui a fait de la Russie un véritable paradis pour les grandes entreprises. Parallèlement, la montée en flèche des prix du pétrole a permis d'augmenter les salaires et les pensions tout en maintenant un budget sans déficit. C'est alors qu'ont été construites les bases de la combinaison paradoxale de néolibéralisme et de capitalisme d'État, qui a caractérisé l'ensemble du projet Poutine : les entreprises rentables liées aux ressources naturelles sont progressivement passées sous le contrôle direct ou indirect de l'État, tandis que le secteur public (principalement l'éducation et la médecine) a fait l'objet d'une constante « optimisation » et de l'introduction du principe d'« autosuffisance ».

Sous Poutine, les dits « oligarques » – c'est-à-dire les propriétaires d'énormes entreprises construites pendant l'ère soviétique – ont perdu l'influence politique directe qu'ils avaient sous Eltsine. Mais ils ont bénéficié d'énormes possibilités de participer à de nouvelles privatisations et à un enrichissement illimité (y compris par la distribution de contrats publics). Fait tout aussi important, le régime, reposant sur une « majorité poutinienne » fantomatique, a effectivement partagé sa légitimité avec le grand capital, né de l'accumulation initiale des années 1990. Si, à l'époque d'Eltsine, la perception dominante parmi les Russes était que la privatisation des entreprises soviétiques était injuste et criminelle, Poutine a réussi à la présenter comme une « page qui se tourne » alors que toute tentative de la réviser ne pourrait que conduire au chaos social et à l'effondrement du pays.

Jusqu'au début des années 2010, le poutinisme reposait sur une dépolitisation de masse, associée à une consommation accrue, à la jouissance de la « stabilité » et à une focalisation sur la vie privée. Durant cette période, il se présente moins comme conservateur que comme « post-politique » (selon la terminologie de Jacques Rancière) – c'est-à-dire comme un pur gestionnaire, dont le travail efficace est contrarié par les intrusions de passions politiques et les slogans des démagogues de la rue. C'est dans cette atmosphère qu'en 2008, après la fin des deux premiers



mandats de Poutine, à l'initiative de ce dernier, le terme Dmitry Medvedev a été élu président par la même « *majorité poutinienne* ». Qui se soucierait du nom du président tant que le style de gestion reste le même ?

Tout a changé fin 2011, lorsque Poutine a annoncé son désir de revenir à la présidence, marquant ainsi le tournant du régime vers un pouvoir explicitement personnaliste. Fin 2011 et début 2012, Moscou et d'autres grandes villes du pays ont été secouées par des manifestations de masse contre la fraude aux élections parlementaires en faveur du parti Russie Unie de Poutine, et en fait contre le régime autoritaire dans son ensemble. Ces protestations traduisaient une politisation, qui ne laissait plus de place à la reproduction d'un modèle « *post-politique* » et technocratique du régime. La campagne électorale de Poutine au début de 2012 avait un ton très différent : les manifestations de l'opposition étaient présentées comme des machinations d'ennemis extérieurs et intérieurs cherchant à saper l'unité du pays et à imposer de fausses valeurs. Poutine est apparu comme le défenseur de la « famille traditionnelle », l'homophobie et le patriarcat étant élevés au rang d'idéologie d'État. La « *majorité poutinienne* » a été reconstruite en tant que « *majorité silencieuse conservatrice* », rassemblée par la commune foi chrétienne et par l'allégeance à la voie historique suivie par la Russie.

Néanmoins, une fois sa réélection assurée et les protestations écrasées, Poutine a continué à perdre le soutien de la population. Les revendications démocratiques de l'opposition libérale concer-

nant l'égalité de participation aux élections et les libertés civiques fondamentales pouvaient se connecter potentiellement à l'expérience de la pauvreté et de l'inégalité sociale croissantes. Au début des années 2010, la croissance économique russe, minée par la crise mondiale de 2008, a fait place à la stagnation et à une baisse constante du niveau de vie. Dans ces conditions, la réponse agressive de Poutine au Maïdan de Kiev n'avait pas seulement des objectifs externes, mais aussi des objectifs internes. Le renversement du régime en Ukraine par des manifestations de rue a créé un dangereux précédent qui, en raison de la proximité des pays, a attiré l'attention d'une grande partie de la société russe.

L'annexion de la Crimée et l'intervention militaire dans l'est de l'Ukraine ont marqué un tournant dans la transformation du régime. La légitimité chancelante du poutinisme a été restaurée par la guerre et par le passage progressif à une politique de « *forteresse assiégée* ».

Dans la construction idéologique du poutinisme, la « *majorité silencieuse conservatrice* » a cédé la place au prétexte du « *consensus de Crimée* » – l'acceptation passive des aventures géopolitiques du régime alors que tout questionnement de ces dernières est qualifié de « *trahison nationale* ». La politique intérieure a été remplacée par la politique étrangère, dont le guide national et commandant en chef devient l'unique acteur, tandis que le devoir civique de tous les autres c'est de le soutenir passivement.

Cependant, le « *consensus de Crimée* » ne fit pas long feu pour autant :

dès 2017, une nouvelle vague de politisation commença en Russie, se manifestant sous diverses formes : manifestations de rue contre la corruption initiées par Navalny, mécontentement de masse face à la réforme néolibérale des retraites, mouvements pour les droits environnementaux et pour la défense du pouvoir du gouvernement local dans les régions russes. Ces formes de politisation, malgré toute leur diversité, abordaient désormais la question des inégalités sociales dans une bien plus large mesure qu'en 2011. La répression et la rhétorique géopolitique ne suffisaient plus au régime pour contrôler totalement la société, il lui fallait une véritable guerre.

Dans les semaines qui ont suivi l'invasion, le régime a instauré un nouvel ordre politique : les manifestations anti-guerre mal organisées ont été écrasées avec une brutalité sans précédent (plus de 16 000 personnes ont été détenues et condamnées pour y avoir participé au printemps) et la censure militaire a été introduite, avec des peines de prison pouvant aller jusqu'à 12 ans en cas de transgression. Toute opposition publique à l'invasion de l'Ukraine – que ce soit sous la forme d'une protestation ouverte, ou seulement une déclaration sur les réseaux sociaux ou bien une conversation imprudente avec des collègues sur le lieu de travail – constitue désormais un crime. Maintenant, après le début de la soi-disant « *mobilisation partielle* », la répression et l'utilisation des « *corps* » des citoyens, considérés comme une ressource maniable et muette, vont manifestement atteindre un nouveau niveau.

Le régime de Poutine, en vingt ans, a évolué progressivement d'un autoritarisme néolibéral dépolitisant vers un régime dictatorial brutal pour lequel les conquêtes impériales et la guerre meurtrière visant à détruire un pays entier sont devenues le seul mode d'existence possible. Ce n'est pas une tragique déviation de la « *normalité* » de la société capitaliste. En outre, ce qui est le plus frappant dans sa transformation, c'est la « *normalité* » et le caractère reconnaissable de tous ses éléments : la passivité et l'atomisation de la société, l'anti-universalisme réactionnaire de sa rhétorique, multiplié par la rationalité la plus cynique de ses élites. Et ce régime devrait être qualifié explicitement de fasciste, non seulement parce qu'il correspond à cette définition, mais aussi pour que les mouvements de libération actuels puissent prendre conscience de l'ampleur de la menace globale qui pèse sur l'avenir. ■

30 septembre 2022

Une contre-révolution rampante

Par
Stéfanie Prezioso*

Fratelli d'Italia (FdI) plonge ses racines dans le néofascisme d'après-guerre, héritier direct, en termes de personnel militant, de traditions et de cultures politiques, de l'expérience fasciste, comme celle de Giorgio Almirante, fasciste enthousiaste, rédacteur dans les années 1930 de la revue antisémite *La Difesa della razza*, qui rejoignit les rangs de la République de Salò en 1943, et fonda après la guerre le Mouvement social italien (MSI), dont Giorgia Meloni revendique fièrement l'héritage. L'audience de FdI n'a cessé d'augmenter, passant de 1,96 % des voix en 2013 à 4,35 % en 2018 (1) ; en 2022, 25,99 % des électeurs ont voté pour lui. 3 000 personnes se sont réunies à Predappio pour commémorer cette année le centenaire de la Marche sur Rome de Mussolini et le « retour » du fascisme n'a jamais semblé aussi proche en Italie. Une contre-révolution sans processus révolutionnaire concomitant, un phénomène décrit en son temps par Antonio Gramsci comme une « révolution passive ».

Or, au-delà de l'instantané offert chaque jour par un large éventail de politologues, philosophes, militants, sociologues, il importe d'essayer de comprendre comment nous en sommes arrivés à ce désastre, afin de saisir les contours d'un « changement d'époque », à la source possible du drame. Là où commence la (ir)résistible ascension du pire, incarnée par une droite nationaliste, raciste, réactionnaire, patriarcale.

Plus de trente ans de marée noire

La crainte d'un « retour du fascisme » se manifeste à intervalles réguliers dans le pays qui l'a vu naître il y a un siècle. La presse internationale se focalise depuis quelques semaines sur Giorgia Meloni et son mouvement, oubliant au passage qu'elle n'est pas une nouvelle venue dans la coalition de Silvio Berlusconi, qui l'a



Giorgia Meloni

nommée ministre de la Jeunesse en 2008, et renforçant l'idée qu'elle est la seule nouveauté dans le champ relativement large des partis qui se disent « antisystème » ; omettant également de souligner les liens durables de la Lega de Matteo Salvini avec les néofascistes, leur « capitaine » pour les élections de 2018 (2).

À cette période, la présence de Matteo Salvini dans les rangs de la coalition de droite, aux côtés du parti de Silvio Berlusconi, Forza Italia, et de Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, avait réactivé les mêmes craintes ; d'autant que 80 % des Italiens interrogés affirmaient alors la nécessité d'un « homme fort » pour sortir de la crise et que ceux qui pensaient que la démocratie est la meilleure forme de gouvernement possible atteignaient leur plus bas niveau depuis 2008 (62 %, soit moins 10 points en dix ans) (3). Cette proportion a légèrement augmenté aujourd'hui pour atteindre environ 70 %, même si la demande d'un leader fort reste majoritaire (environ 59 % des Italiens interrogés) (4).

De fait, la question semble s'arrêter à la lente disparition du parti de Silvio Berlusconi qui avait été la force motrice de la coalition de droite avant 2018 (5). Mais le changement du rapport de force en son sein est un changement de degré, et non de nature, de la coalition inventée par Silvio Berlusconi il y a plus d'un quart de

siècle, unissant la droite conservatrice et réactionnaire, la « nouvelle » extrême droite et les organisations néo et/ou post-fascistes. Après tout, Berlusconi n'avait-il pas lui-même été « comparé » à Benito Mussolini lors de ses différents mandats de Président du Conseil italien (1994, 2001, 2008) ? L'arrivée dans son premier

* Stéfanie Prezioso, historienne, professeure à l'Université de Lausanne, militante féministe et anticapitaliste élue députée au Conseil national suisse en octobre 2019 pour Ensemble à Gauche. Elle a publié en français notamment : *Contre la guerre. 14-18 : résistances mondiales et révolution sociale*, La Dispute, Paris 2017 ; *L'heure des brasiers : violence et révolution au XX^e siècle*, En bas, Lausanne 2011 (avec D. Chevolet) ; *Le Totalitarisme en question*, L'Harmattan, Paris 2008 (avec J.-F. Fayet, G. Haver et E. Traverso). Nous reproduisons ici une large partie de son article publié par *New Politics* (en anglais) le 12 septembre 2022 [https://new-pol.org/on-the-eve-of-national-elections-looking-backward-italys-rising-black-tide-a-creeping-counter-revolution/] et, en français, le 19 septembre 2022 par *AOC* [https://aoc.media/analyse/2022/09/18/italie-une-contre-revolution-rampante/].

1. Pour les résultats de 2018, *Il Sole 24 ore*, 23 mars 2018 ; pour les résultats de 2013 : <http://elezionistorico.interno.gov.it/>

2. Stéfanie Prezioso, « La Lega, Salvini et le spectre du fascisme. Leçons d'Italie pour la France », *Contretemps*, 5 septembre 2022 (contretemps.eu).

3. Ilvo Diamanti, *Gli Italiani e lo Stato. Rapporto 2017* (demos.it).

4. Ilvo Diamanti, *Rapporto gli Italiani e lo Stato 2021* (demos.it).

5. Pour les résultats de 2018, *Il Sole 24 ore*, 23 mars 2018 ; pour les résultats de 2013, voir <http://elezionistorico.interno.gov.it/>

Italie

gouvernement en 1994 de cinq ministres issus du Mouvement social italien n'était qu'une des étapes conduisant à un élargissement de l'horizon de légitimité politique d'un parti héritier direct du fascisme.

Silvio Berlusconi a été le paladin victorieux d'une marée noire dans un pays où le fascisme n'a jamais disparu, parce qu'il s'est inscrit peu à peu sur le territoire social, politique, culturel, mental de l'Italie, de sorte qu'il s'est « *inséré dans les entrailles brutalement égoïstes* » de sa société. Un fascisme miasmatique, en quelque sorte, qui exhale l'air vicié (la *mal aria*) d'une culture qui a survécu au régime instauré par Mussolini (6). Le Dr. Frankenstein-Berlusconi a réussi à réunir en 1994 le MSI de Gianfranco Fini, la plus ancienne organisation néofasciste d'Europe, et la Lega Nord d'Umberto Bossi, un mouvement au régionalisme identitaire exacerbé dont l'influence ne cessait de croître depuis le début des années 1980 ; en 2000, il réunissait tous les partis de droite dans la *Casa delle Libertà* (Maison des libertés), puis un temps, en 2009, il était parvenu à fusionner les héritiers du MSI et de la droite conservatrice dans un seul *Popolo della libertà* (Peuple de la liberté).

Le berlusconisme s'est affiché comme une forme réussie d'« *hybridation* » qui combinait « *les anciennes traditions avec les nouvelles poussées modernisatrices de la décennie précédente* » (7). Fondé à la fois sur la recherche d'un « *consente-*

ment populaire actif » et sur la coercition (la restriction et la répression subséquente des libertés collectives), le berlusconisme a mobilisé un puissant appareil culturel de légitimation idéologique qui a réussi à imposer son hégémonie politique. Il s'est appuyé sur un réseau particulièrement efficace de chaînes de télévision publiques (les trois chaînes de la RAI) et privées (les trois chaînes appartenant à Silvio Berlusconi, *Canale 5*, *Rete 4*, *Italia Uno*), de quotidiens (comme *Il Giornale*, *Il Foglio*, *Libero*) et de magazines. Ces instruments à l'importance grandissante se conjugaient alors à la crise de légitimité des organisations politiques traditionnelles prises dans la tourmente de *Tangentopoli* – le scandale de corruption généralisée ayant donné naissance à l'opération « *Mains propres* » (Mani pulite). Un processus qui allait accélérer des phénomènes de distanciation des traditions sociales et culturelles auxquelles la population se rattachait jusque-là, mais aussi des liens sociaux auxquels elle pouvait s'adosser et se référer.

Le révisionnisme historique a accompagné toujours plus sûrement le regroupement de Berlusconi. À tel point qu'en 2003, Fabrizio Cicchitto, ancien député du Parti socialiste, affirmait que *La Casa delle libertà* se « *plaçait dans le courant du révisionnisme historique* » (8). L'anticommunisme et avec lui l'anti-antifascisme en constituaient le ciment idéologique mais aussi ce que Francesco Biscione définissait à la même époque comme le « *sommerso della Repubblica* », c'est-à-dire la persistance d'une culture réactionnaire antidémocratique, vrai terrain culturel de la coalition berlusconienne (9). À cette offensive historiographique s'ajoutent les répertoires d'action politique mobilisés par la droite pour effacer de la mémoire et de l'histoire « *les méfaits et les infamies du fascisme* » (10). Dans le pays de Silvio Berlusconi, l'usage public et politique de l'histoire n'a jamais été aussi « *sans scrupules* », cherchant constamment à opposer antifascisme et démocratie, où la démocratie devient synonyme de libéralisme et où les frontières de l'antidémocratie s'étendent à tout ce qui ne peut être associé à la vision libérale du monde. Ainsi, comme l'a souligné l'historien Pier Paolo Poggi, le « *point de soudure entre le révisionnisme et les cultures politiques dominantes (...) se situe précisément dans le jugement sur le capitalisme* » et la dépolitisation nécessaire à « *l'asservissement de milliards d'êtres humains* » (11).

Le discours de cette droite était et reste pauvre, mais efficace. Il valorise la société

civile dans son ensemble, comme le seul filtre pour « *protéger la communauté nationale* », qu'il place au-dessus et au-delà des divisions de classe et, surtout, des « *tares* » imputées à la démocratie représentative (12). Cette culture politique est cohérente par rapport aux objectifs qu'elle se fixe : venir à bout de l'héritage du *Welfare State*, imposer des politiques anti-sociales, mais aussi rendre infiniment plus difficile toute perspective d'émancipation sociale (13). L'apparente « *victoire* » de cette nouvelle droite ne peut se comprendre sans la brèche ouverte par la crise de la gauche et le soutien effectif d'une partie de celle-ci à Berlusconi (14). La recomposition du champ politique à gauche s'est traduite essentiellement par la présentation d'une « *alternative* » gouvernementale, social-démocrate d'abord (du Parti démocrate de la gauche, dès 1991, des Démocrates de gauche, dès 1998), puis démocrate tout court (du Parti démocrate, PD, dès 2007, né de la fusion des anciens membres des Démocrates de gauche et des catholiques de Romano Prodi). Le PD de Matteo Renzi, dès 2014, clôt le cycle ; le démolisseur incarne alors en Italie le « *réalisme capitaliste* » dont parlait Mark Fisher, ce réalisme qui présente le capitalisme néolibéral comme la seule option possible (15).

Prétendant se débarrasser des « *sco-ries* » des totalitarismes du XX^e siècle, les intellectuels post-communistes ont abandonné à la vindicte générale ce qu'ils considéraient désormais, au mieux comme « *le passé d'une illusion* » (François Furet), au pire comme un héritage trop encombrant. Ce processus s'est accompagné de la mise à l'index des historiens marxistes. La gauche parlementaire s'est ainsi montrée perméable à une relecture du passé, notamment de la période de résistance et d'antifascisme, appelant à la création d'une « *mémoire partagée* », qui a fondé la légitimité de l'alternance des gouvernements des deux pôles politiques qui se sont disputé le pouvoir entre 1994 et 2018.

Mais la gauche dite radicale a elle aussi, au moins en partie, emboîté le pas à ces interprétations. Fausto Bertinotti, leader de Rifondazione comunista (Refondation communiste), le seul parti de la gauche radicale à avoir une audience nationale au début des années 2000, a lui aussi cédé à sa manière à cette idéologie « *post-antifasciste* », valorisant, dans une lettre au rédacteur en chef du *Corriere della Sera*, la « *non-violence* » comme « *une condition essentielle pour faire vivre jusqu'au bout toute la radicalité de ce pro-*

6. Giovanni Valenti, « Un "Cavaliere nero" per gli orfani del regime », *La Repubblica*, 24 novembre 1993.

7. Rino Genovese, *Che cos'è il berlusconismo*, Manifestolibri, Rome 2011.

8. Fabrizio Cicchitto, « Forza Italia, da movimento a partito di governo », présenté lors du séminaire « La Casa delle libertà. Radici e valori di un'alleanza nuova », Todi 31 janvier-1er février 2003, cité in Gabriele Turi, *La cultura delle destre. Alla ricerca dell'egemonia culturale*, Bollati Boringhieri, Turin 2013, p. 140.

9. Francesco Biscione, *Il sommerso della Repubblica. La democrazia italiana e la crisi dell'antifascismo*, Bollati-Boringhieri, Turin 2003.

10. Chiara Colombini, *Anche i partigiani però*, Laterza, Bari 2021.

11. Pier Paolo Poggi, *Nazismo e revisionismo storico*, Manifesto libri, Rome 1997, p. 112.

12. Carlo Ruzza, « Italy : the political right and concepts of civil society », *Journal of Political Ideologies* n° 15, 2010, p. 264.

13. Geoff, Eley, « Legacies of Antifascism : constructing democracy in Postwar Europe », *New German Critique* n° 67, hiver 1996, pp. 73-100.

14. Perry Anderson, « An invertebrate left. Italy's Squandered Heritage », *London Review of Books* vol. 13, n° 5, mars 2009.

15. Mark Fisher, « How to kill a Zombie : strategizing the end of neoliberalism », *Opendemocracy.net*, 18 juillet 2013.

cessus de transformation sociale que nous appelons communisme » (16). La Résistance comme la révolution étaient ainsi renvoyées à une « *expérience utile pour ne pas répéter les erreurs du passé* » (17). La grande révision culturelle de la droite plurielle s'est profondément inscrite dans le sous-sol italien, d'autant plus sûrement qu'elle s'est accompagnée, au moins en partie, du renoncement de la gauche à son histoire. Le berlusconisme a intégré toutes les sphères de la société, allant jusqu'à se passer de Berlusconi lui-même et de son parti. « *Je n'ai pas peur de Berlusconi en soi, mais de Berlusconi en moi* », résumait à sa manière le chanteur, compositeur, acteur et dramaturge Giorgio Gaber peu avant sa mort.

Le suicide de la République, une pratique quotidienne ?

Ce sentiment de crise de la politique italienne n'est pas nouveau. Il se répète à intervalles réguliers depuis le début des années 1990 et l'effondrement du système politique italien, pris dans la tourmente de la machine judiciaire « *Mains propres* », sur fond de crise économique et sociale. Ce tsunami a donné naissance à plusieurs forces nouvelles, ou présentées comme telles, qui ont toutes collaboré, chacune à leur manière, à l'aggravation des inégalités et à la destruction des droits sociaux fondamentaux.

Leur légitimité s'est érodée au fil de gestions politiques alternées, marquées par une incapacité à répondre aux besoins les plus pressants et par une corruption presque assumée qui, comme l'écrivait en son temps Antonio Gramsci, est « *caractéristique de certaines situations où l'exercice de la fonction hégémonique [l'équilibre nécessaire à trouver entre le consentement et la force] est difficile, l'emploi de la force présentant trop de dangers* » (18); c'est notamment le cas de Forza Italia et du PD, les deux forces que l'ex-communiste et ancien président du Conseil démocrate Massimo D'Alema désignait, le 10 avril 2018, comme les « *piliers du bipolarisme italien, expression des deux grandes familles politiques européennes* » (19).

Cette irrésistible érosion de la nouvelle donne du début des années 1990, le temps d'une génération, s'est doublée d'un échec plus général de la politique, qui a pris en Italie des formes radicales inconnues ailleurs (20). Il suffit de penser que depuis le début du XXI^e siècle, l'exécutif a été par cinq fois le fait du Prince, en l'occurrence des deux présidents de la République suc-

cessifs (Giorgio Napolitano et Sergio Mattarella) : c'est le cas du gouvernement « *technique* » de Mario Monti en novembre 2011, remplaçant un Silvio Berlusconi démissionnaire ; de celui d'Enrico Letta, en avril 2013, après les élections de février où aucune claire majorité n'était sortie des urnes ; de Matteo Renzi, en février 2014, après que ce dernier, devenu secrétaire du Parti démocrate, a poussé dehors Enrico Letta ; de Paolo Gentiloni, substituant Matteo Renzi, le soir du 4 décembre 2016, après l'échec retentissant du référendum pour la révision de la Constitution italienne pour laquelle il s'était fortement dépensé ; et enfin de Mario Draghi en février 2021. Ce sont surtout les gouvernements « *techniques* » de Mario Monti et Mario Draghi qui ont substitué à la fonction délibérative du parlement celle des choix de leur exécutif, présenté comme « *au-dessus* » des partis. Des parlements en état de guerre qui, sous couvert d'urgence « *financière* » et/ou « *sanitaire* », ont accepté d'abandonner la plupart de leurs prérogatives et d'imposer de véritables chocs structurels à la population.

Comme le note le journaliste Carlo Formenti, la crise économique et sociale qui avait débuté en 2008 devenait un « *instrument du capital visant à désarticuler les classes subalternes et à détruire leur capacité de résistance* » (21). En 2012, l'équilibre budgétaire est inscrit dans la Constitution italienne (art. 81) avec le soutien du PD ; l'Espagne avait fait de même quelques mois plus tôt. Stefano Rodotà, professeur émérite de droit, ironisait alors sur le fait que cette décision sanctionnait « *l'inconstitutionnalité de Keynes* » (22).

Les classes populaires vont subir de plein fouet les programmes d'austérité, des coupes qui touchent les retraites, la prévoyance, la santé, la culture, la formation, etc. Sans parler de la qualité de la vie liée aux changements climatiques et à l'incapacité démontrée d'y faire face avec de véritables politiques publiques (incendies, inondations, séismes...) alors que plus de 40 millions de personnes vivent aujourd'hui dans des zones dangereuses.

Le « *retrait des classes populaires de l'échange politique* » est devenu un objectif afin d'imposer un « *bloc bourgeois réagré-gé* » (23). Et l'abstention croissante en est l'indice le plus probant. Le nombre d'électeurs a diminué de 3,7 millions en dix ans. L'abstention est passée de 19,5 % en 2008 à 24,8 % en 2013 et 27,1 % en 2018, plus élevée dans le Sud que dans le Nord (à Naples, 60,51 % ne votent pas) (24). En septembre 2022, la participation aux élec-

tions a enregistré son taux le plus bas depuis la naissance de la République soit 63,9 % (25).

L'enchaînement des crises économiques a aggravé implacablement les conditions de vie et de travail des salariés, transformant petit à petit, mais non moins sûrement, l'horizon politique et la légitimité sociale de la lutte. Le *backlash* contre la simple idée que l'on peut s'organiser pour combattre l'injustice apparaît d'autant plus essentiel qu'il s'est accompagné d'une « *dynamique d'adaptation constante au pire* », liée autant à une sorte de « *banalisation de l'injustice* » qu'à une forme de détérioration du rapport des Italiens à l'État. À la merci de l'aliénation et de l'exploitation, les travailleurs sont passés d'une classe capable de se penser comme le moteur du changement social à une « *classe fantôme* », montrée du doigt par la sphère politique italienne (26). Pour paraphraser Wendy Brown, le néolibéralisme a masqué et dépolitisé la reproduction des inégalités, la « *déprolétarianisation* » des salariés pour « *les amener à embrasser les modes de pensées et de comportement des entrepreneurs* » ; la stigmatisation concomitante des « *étrangers* » et des chômeurs servant de diversion à la colère qui montait (27).

Ce cadre sombre a produit ressentiment et colère. Le rapport de confiance de

16. Fausto Bertinotti, « Rigettiamo il determinismo, pensiamo ad un processo aperto », *Corriere della Sera*, 1^{er} décembre 2003.

17. Sophie Wanhich, « Après 1789, 2009 », *Le Monde*, 4 avril 2009.

18. Antonio Gramsci, « Note sulla vita nazionale francese », *Cahiers n° 13*, § 37 (traduction française : Antonio Gramsci, *Cahiers de prison. Cahiers 10, 11, 12 et 13*, Gallimard, Paris 1978, p. 434).

19. Massimo D'Alema, « Il voto italiano è il punto di rottura della crisi europea », *Il Manifesto*, 10 avril 2018.

20. Marco Revelli, *Finale di partito*, Einaudi, Turin 2013, p. IX.

21. Carlo Formenti, *La variante populista. La lotta di classe nel neoliberalismo*, DeriveApprodi, Rome 2016, p. 7.

22. Stefano Rodotà, « Lo scippo della Costituzione », *La Repubblica*, 20 juin 2012 ; Adam Tooze, *Crashed. Comment une décennie de crise financière a changé le monde*, Belles Lettres, Paris 2018 (ebook).

23. Bruno Amable, Stefano Palombarini, *L'illusion du bloc bourgeois. Alliances sociales et avenir du modèle français*, Raison d'Agir, Paris 2017, p. 13.

24. *Il Manifesto*, 5 mars 2018.

25. <https://www.lentepubblica.it/cittadini-empresas/panoramica-elezioni-2022/>

26. Loris Campetti, *Ma come fanno gli operai. Precarietà, solitudine, sfruttamento. Reportage da una classe fantasma*, Manni, San Cesario 2018.

27. Wendy Brown, « "Rien n'est jamais achevé". Un entretien avec Wendy Brown sur la subjectivité néolibérale », *Terrains/Théories n° 6*, 2017, p. 1 ; Michel Feher, *Le temps des investis. La nouvelle question sociale*, La Découverte, Paris 2017 (ebook).

Italie

la population italienne avec ses propres institutions politiques (État, parlement, partis) a été fortement ébranlé. La méfiance envers la politique s'est doublée d'une crise de confiance envers l'État et les instruments de médiation. Rappelons que, selon une enquête publiée dans *La Repubblica* en décembre 2011, la confiance dans l'État s'élevait à 29,6 %, dans les partis à environ 3,9 % et dans le Parlement à 8,5 % (28). Aujourd'hui, après deux ans de pandémie, ces chiffres ont sensiblement augmenté mais restent relativement bas (État, + 7 % ; partis + 9 % ; parlement + 14 %) (29). L'intolérance face à la « classe politique » est certes liée à l'impuissance de cette dernière à affronter la crise. Mais elle doit aussi et peut-être surtout être rattachée au sentiment croissant « d'un "disempowerment", d'une perte de contrôle » de la population par rapport à des décisions sur lesquelles elle ne semble plus pouvoir agir, alors que les partis représentés au parlement semblent s'être contentés de hisser le drapeau blanc en avouant leur totale incompétence (30).

Que se vayan todos !

Beppe Grillo et son Mouvement 5 étoiles (M5S) vont pour un temps chevaucher ce cheval de Troie et combler le vide de représentation en Italie en asséchant définitivement les potentialités d'une gauche à reconstruire. Le mouvement, qui a pris forme en 2009, s'est d'abord construit sur l'extraordinaire popularité de l'humoriste génois. Ce fils d'un petit entrepreneur a été découvert à la fin des années 1970 par le présentateur vedette Pippo Baudo, sorte de Michel Drucker italien, qui lui a ouvert les portes du programme phare de la RAI, *Fantastico*.

Mais c'est la collaboration avec Antonio Ricci qui rend Grillo populaire avec l'émission *Te la dò io l'America* (Je vais t'en donner moi de l'Amérique), diffusée sur la RAI en 1983. Le même Ricci fré-

quentera bientôt la cour de Silvio Berlusconi et créera, en 1988, l'émission berlusconienne par excellence *Striscia la notizia* (toujours à l'antenne), un journal télévisé comique avec des femmes dénudées et un *deus ex machina* incarné par une grosse peluche rouge nommée Gabibbo, porte-drapeau de ce qu'il appelle les « *sentiments populaires* » et qu'il compare en décembre 2018 à Matteo Salvini (31). Antonio Ricci invente le langage télévisuel du berlusconisme. Son objectif : conquérir le public, ce qu'il atteint depuis plus de trente ans à coups de signifiants vides : « *Je me fous, disait-il, de la satire, qu'elle plaise ou non à des gens comme moi, intelligents et cultivés. Ce qui m'intéresse, c'est de capter l'attention de Mme Pina à 20h30* » (32).

Beppe Grillo a su s'entourer de personnalités au fort capital culturel de sympathie, de Michele Serra (journaliste et chroniqueur de *La Repubblica*) à Giorgio Gaber, en passant par Antonio Ricci et Dario Fo ; il a récupéré des fragments d'identité collective qu'il a réarrangés selon les besoins. Le comique génois a fait de sa satire un levier politique majeur. En 2005, le *Time* le définit comme « *sérieusement drôle* », et le classe parmi les 37 « héros européens » qui « *changent le monde pour le meilleur* ». Le *Time* note en particulier son rôle dans la dénonciation du géant italien de l'agroalimentaire Parmalat, la plus grande faillite d'Europe avant le tremblement de terre de 2008. Grillo entre alors dans des centaines de milliers de foyers italiens par le biais de *Striscia la notizia*. Il incarne d'autant plus facilement le rôle de « comique justicier » qu'il avait construit et diffusé une narration trompeuse de sa propre vie évoquant une prétendue mise au ban par les médias après avoir, en novembre 1986, dénoncé sur *Fantastico* la corruption du Parti socialiste et de Bettino Craxi à la tête du gouvernement. En 1988, il était d'ailleurs de retour sur la RAI et en 1993, il avait son propre show en deux parties, le *Beppe Grillo show*. Face à un public désorienté par *Tangentopoli*, il allait prononcer sa punchline : « *je ne sais pas ce qui est en train de se produire, la réalité dépasse la fiction* » ; son public était le même que celui qui, quelques mois plus tard, allait voter pour la première fois pour Silvio Berlusconi.

Beppe Grillo peut être considéré comme un parfait produit du berlusconisme. Au début des années 2000, il devient le porte-parole de la contestation antipolitique que Silvio Berlusconi avait incarnée une décennie plus tôt. Ce qui change c'est

son incarnation de la rupture, d'une nouveauté qui se pense ici et maintenant, sans horizon de référence futur ou lointain. Et tout comme son meilleur ennemi, le discours qu'il porte associe désarticulation du lien social et absolue nouveauté dans le champ politique italien. Il appelle à en finir avec les politiciens professionnels et toutes les formes de médiation sociale (comme les syndicats), au moment où Sergio Rizzo et Gian Antonio Stella, deux journalistes du *Corriere della sera*, c'est-à-dire le quotidien par excellence de l'entrepreneuriat italien, renvoyaient à l'Italie entière l'image d'une classe politique qui n'était plus au service de la communauté nationale et du bien commun, mais de ses propres intérêts. Leur livre, intitulé *La Casta*, fera date ; le sous-titre est assez parlant : « *Voici comment la classe politique est devenue intouchable* » (33).

Le livre est publié le 2 mai 2007 ; quatre mois plus tard, le 8 septembre, Beppe Grillo lance le premier *V[affanculo] Day* (la journée va te faire ...), où il annonce la mort des partis politiques. Exacerbant l'image du rapport sublimé du leader avec son peuple, il se propose comme « *l'unique possibilité du réel* », dans une période où le PD achève sa transformation, au service de politiques économiques « *vertueuses* » de réduction de la dette publique, devenant le parti de la « *droite* », l'autre droite, le parti de la bourgeoisie moderniste. L'abandon de sa base électorale, notamment les salariés du secteur public et les étudiants, s'est doublé d'un renoncement plus profond aux idées mêmes de justice et d'égalité. Cette adaptation à l'ordre existant a fini par brouiller définitivement les catégorisations politiques classiques dans lesquelles les nouvelles générations ne se reconnaissent plus. La gauche s'est réduite de plus en plus au groupe de ceux qui pensaient lui appartenir, mais sans nécessairement partager ses valeurs fondamentales. Certes, à peu près au même moment, la métamorphose qui touche le PD est à l'œuvre à peu près partout en Europe. Mais son statut précurseur s'accompagne ici d'un jusqu'au-boutisme sans égal, dont l'impact est particulièrement dévastateur y compris pour la gauche de gauche, qui s'est elle aussi disjointe, effilochée, décomposée, « *évanouie* », emportée par le reflux.

Face au désastre d'une gauche incapable de dessiner un horizon à la colère, Beppe Grillo et son mouvement vont s'imposer comme le seul « *sujet alternatif* ». De fait, l'apparition sur la scène politique italienne du comédien génois a, en même

28. Demos, « XIV Rapporto. Gli Italiani e lo Stato », 9 janvier 2012 (demos.it).

29. Demos, « XXIV Rapporto. Gli Italiani e lo Stato », décembre 2021 (demos.it).

30. Gilles Ivaldi, « Euroscepticisme, populisme, droites radicales : état des forces et enjeux européens », *L'Europe en Formation* n° 373/3, 2014, p. 8.

31. Aldo Cazzullo, « Antonio Ricci : "Salvini mi ricorda Gabibbo, Masterchef rovina le cene" », *Corriere della Sera*, 2 décembre 2018.

32. Cité dans Giuliano Santoro, *Breaking Beppe. Dal Grillo qualunque alla Guerra civile simulata*, Castelvecchi, Rome 2014.

33. Sergio Rizzo, Gian Antonio Stella, *La Casta. Così i politici italiani sono diventati intoccabili*, Rizzoli, Milan 2007.

temps, capté à son avantage la sphère sociale de l'indignation dans l'immense vide laissé par la gauche et bloqué les expériences du type de celles qui allaient se répandre dans le monde entier (Indigné-es, Occupy, Fearless Cities, etc.) et leurs incarnations politiques (Podemos, Syriza, etc.) (34). Les crises politiques, sociales, économiques et morales que la Péninsule a traversées dans les années 2000 ont donné au mouvement l'oxygène dont il avait besoin. En Italie, la formule des manifestants argentins « que se vayan todos » (« qu'ils s'en aillent tous ») a été dépouillée de sa force insurrectionnelle.

Le calice de la mort

La Lega d'Umberto Bossi avait réussi à désarticuler la Démocratie chrétienne, en difficulté dans ses principaux bastions, en s'implantant durablement dans ce qu'on appelle la « zone blanche », les zones catholiques et conservatrices de la péninsule, où le vote pour la Démocratie chrétienne était, jusque dans les années 1980, un vote « pour l'Église et contre le communisme » (35). En ce sens, elle a joué un rôle clé dans la consolidation de la constellation de droite qui a émergé au début des années 1990. C'est ce même chemin qu'ont emprunté Beppe Grillo et son mouvement. Après tout, n'était-ce pas précisément le parti d'Umberto Bossi que Gianroberto Casaleggio, mentor de Grillo et créateur du blog *BeppeGrillo.it* en 2005, avait décidé d'émuler ? Mais cette fois, ce sont les zones dites rouges, les anciens bastions du parti communiste, qui sont leur terrain de prédilection, disloquant, dépossédant et finalement rejetant ce qui restait des valeurs, de l'histoire et de la mémoire de la gauche, en particulier de l'antifascisme.

Ainsi Beppe Grillo choisit-il le 8 septembre 2007 pour lancer son premier « *Vaffanculo-Day* » (V-Day), une date à haute valeur symbolique dans l'histoire italienne du XX^e siècle et en particulier dans l'histoire du fascisme. En effet, le 8 septembre 1943, le maréchal Pietro Badoglio annonce la signature de l'armistice avec les Alliés. À cette date, le roi et le gouvernement fuient la capitale, laissant derrière eux une population désorientée à la merci des troupes allemandes qui ont déferlé sur le pays depuis la destitution de Benito Mussolini 45 jours plus tôt. « *Tutti a casa* » (tout le monde à la maison) semble être la devise confuse de cette journée, bien rendue par le film éponyme de Luigi Comencini. Ce V-Day est le point culminant des milliers de « *Vaffanculo* » que



Beppe Grillo

Grillo avait criés sur toutes les scènes, grandes et petites, d'Italie. Comme celle du théâtre Smeraldo de Milan, où, en 1992, il annonçait la naissance de la « *gentocratie* », invoquant la prise du pouvoir par l'humeur des gens et leur colère ; des gens qui « *n'ont plus peur de dire ce qu'ils pensent* » (36). « *La gente* », sujet singulier en italien, dont la déclinaison plurielle en français rend bien l'idée d'une entité qui se désintègre en une multitude d'individus « *égo-grégaire* » (37). « *Le gentisme* », pensé comme « *l'évolution ultime de la vieille notion de peuple* », renvoyait au public indistinct et interchangeable qui, dans le langage du futur Mouvement 5 étoiles (M5S) de Beppe Grillo, deviendra « *un vaut un* », une horizontalité qui aboutit précisément à l'inverse des objectifs déclarés de la démocratie directe, c'est-à-dire à la négation du collectif par la fragmentation des opinions et à la place finalement laissée aux larges prérogatives du « *chef* ».

Alors que les mobilisations du V-Day ont lieu dans plus de 180 villes, y compris à l'extérieur du pays, c'est à Bologne, au cœur de la zone dite rouge, que Beppe Grillo choisit de prendre la parole, défiant la gauche. Devant des dizaines de milliers de personnes, il allait intimer aux politiciens de rentrer chez eux en poussant un cri unique : « *Vaffa...* » à « *la caste* » : « *Italiens, le 8 septembre est arrivé, le jour de notre défaite ; ce 8 septembre sera le jour de leur défaite. Le V-Day, comme dans Vaffanculo Day* ». En faisant du 8 septembre, jour de la défaite de la guerre de Mussolini, le jour de la défaite du public auquel il s'adresse, Beppe Grillo se réapproprie les relectures révisionnistes du fascisme italien des années 1990, y compris le concept de « *mort de la nation* », appliqué précisément au 8 septembre 1943, qui rendait illégitimes les partis issus de la guerre de résistance.

À cette occasion, le comédien annonce qu'il veut « *reprenre le pays* » en organisant un mouvement des « *bourgeois* » et des « *conservateurs* » (38). Un an plus tard, Beppe Grillo s'empare du 25 avril, haut lieu de mémoire de la Résistance italienne, en organisant de nouveaux rassemblements dans plus de 400 villes, au cri de « *nous sommes les vrais partisans* ». Et c'est à Turin, la ville phare du mouvement ouvrier, la « *Petrograd italienne* », la ville d'Antonio Gramsci et des Conseils d'usine, l'épicentre de l'insurrection de 1917 et de 1945, qu'il décide de prendre la parole. Cette fois, c'est pour promouvoir un référendum sur la suppression du financement public de la presse ; un coup dur notamment pour les médias non alignés, ceux de la gauche radicale, et un coup de pouce bienvenu pour ceux qui, comme Gianroberto Casaleggio, font leur beurre sur le Web.

Beppe Grillo a activement cherché à effacer la mémoire des luttes des opprimés en confisquant l'espace à la gauche, une gauche qu'il définit comme « *bien pire* » que la droite, tout en affirmant n'être « *ni de gauche ni de droite, mais du côté des citoyens* » (39). Le mouvement mis en branle à l'époque, qui va s'organiser deux ans plus tard en M5S, ne se configure pas comme un mouvement favorisant la cons-

34. Benedetta Tobagi, « Queste nostre democrazie fragili », *La Repubblica*, 14 février 2017.

35. Martina Avanza, *Les « Purs et durs de Padanie ». Ethnographie du militantisme nationaliste de la Ligue du Nord (Italie), 1999-2002*, thèse de doctorat, École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, décembre 2007.

36. Camillo Arcuri, « Voglio un pubblico col cartellino », *Corriere della Sera*, 13 février 1992.

37. Dany-Robert Dufour, « Vivre en troupeau en se pensant libres », *le Monde diplomatique* n° 646, janvier 2008.

38. Giuliano Santoro, *Breaking Beppe*, op. cit.

39. « Questa sinistra peggio della destra », *La Stampa*, 10 septembre 2007.

ciencia de soi, des autres et du groupe formé avec les autres par des combats menés collectivement. En effet, pendant les V-Days, ce n'est pas la place « *lieu de protestation et de conflit* » qui est au centre, mais Beppe Grillo, et à Bologne comme à Turin et dans d'autres villes italiennes, ce ne sont pas des manifestants qui se rassemblent, mais des spectateurs. La participation se limite aux « *Vaffa...* » répétés en chœur accompagnés des gestes d'une « *multitude* » qui, au lieu du poing levé, symbole des luttes collectives pour l'émancipation humaine, lève le majeur. Un pied de nez insupportable à cette idée, au cœur des mobilisations des années 1968, chantée en 1972 par Giorgio Gaber : « *La liberté, ce n'est pas rester sur un arbre, ce n'est pas non plus le vol d'une mouche, la liberté ce n'est pas un espace vide, la liberté c'est la participation.* » (40)

Le « *Vaffa* » fonctionnera comme un connecteur qui cherche à la fois à susciter l'émotion et à jouer sur un ensemble de sentiments confus, un lien tangible entre des « *éléments divers* » à l'instar du graphisme du V de *MoVimento*, emprunté au film de James McTeigue, *V pour Vendetta*, au caractère culturel composite, ou du « *courage* » du M5S à choisir la couleur jaune « *soigneusement évitée dans le monde politique* » car elle est celle du « *mensonge, de l'hypocrisie, de la trahison* » (41). Avec la crise de 2008, Grillo

devient le porte-parole d'une nouvelle forme d'organisation politique, « *légère et puissante* » (42). Un mouvement qui combine l'énergie mobilisatrice du Web, qui peut être comparé aux partis politiques des Trente Glorieuses, et le canal de diffusion du petit écran, instrument privilégié par Silvio Berlusconi et sur lequel Grillo a fait ses débuts. Le Web est la carte maîtresse de ce dispositif (43). En 2009, le blog *BeppeGrillo.it* est classé septième parmi les vingt-cinq plus populaires du monde par *Forbes* et, à la même période, il figure parmi les dix plus influents de la planète selon *The Guardian*.

À cette époque, 53 % des foyers italiens ont accès à l'internet (contre 66 % au niveau européen), un taux qui ne fera qu'augmenter avec le temps pour atteindre 84 % dix ans plus tard. Le succès du blog et son suivi sont liés à la monopolisation quasi totale des chaînes de télévision par Silvio Berlusconi, alors au pouvoir. Le blog se voulait être « *une alternative à l'information* » classique (44). « *Beppe fait un vrai travail journalistique de synthèse* », déclare l'un de ses *followers*, « *ce serait tellement fatigant d'aller chercher toutes les informations qu'il nous donne.* » (45)

Le blog devient le vecteur de ce que Robert Proctor appelle une « *ignorance culturellement produite* », utilisant le doute comme arme privilégiée de son « *agnotologie* » et permettant la construction de réalités parallèles (46). Grillo a par exemple affirmé que le sida était la « *plus grande intoxic du siècle* » ou que les campagnes de prévention du cancer étaient dangereuses. En 2019, il a même annoncé sa participation au congrès de ceux qui croient que la terre est plate (47). Le blog fait appel à des *fakes* (utilisateurs avec de fausses identités qui dirigent la discussion), des *trolls* (utilisateurs qui interviennent pour provoquer les interlocuteurs) et des influenceurs (utilisateurs qui influencent les autres) (48). Une pratique adoptée par des groupes du M5S ou proches du M5S, dont certains ont promu des campagnes de « *lynchage médiatique* » et de menaces. Le blog de Grillo a également diffusé les thèmes chers aux Verts, dans la vague de la grande mobilisation contre la privatisation de l'eau en 2011, en « *plaçant les questions environnementales au cœur du réquisitoire contre les entreprises capitalistes* », tout en promouvant, par exemple, l'utilisation de la Biowashball, une balle produite en Suisse qui rendrait soignant les détergents superflus (49).

Très vite, les journalistes, tous les journalistes, deviennent l'objet d'invectives,

allant jusqu'à les bannir des meetings du mouvement, dont celui de la Piazza San Giovanni à Rome, à l'issue du « *Tsunami tour* » pour les élections nationales de février 2013. En 2017, Beppe Grillo va même jusqu'à demander la mise en place d'un « *jury populaire* » contre la presse et les journaux télévisés qui publient des fake news, dans un pays qui occupait alors la 77^e place en termes de liberté de la presse (50).

Refusant le clivage gauche-droite, de la même manière qu'Umberto Bossi avant lui, Beppe Grillo a su constituer une sorte d'**appel** pour une frange croissante de la population. Il a d'abord puisé dans la large opposition à Berlusconi, captant, réagençant, désarticulant et vidant un vocabulaire propre à la gauche, attirant à lui une partie des figures phares de ses intellectuels (Erri de Luca, Dario Fo...), pour ensuite agrandir sa base de masse profitant de la décomposition du champ politique italien et se nourrissant de la lympe du berlusconisme, « *une forme inédite de destruction de la démocratie* » (51). Beppe Grillo le soulignera, mi-ironique mi-victorieux, lors du meeting de clôture des élections nationales de mars 2018 : « *Nous avons réussi, à accélérer et à annihiler tous les partis, qui se sont dissous dans une sorte de surface nauséabonde (...) le seul vrai parti qui existe aujourd'hui en Italie est le nôtre* ». Des partis qu'il qualifie de « *zombies* », de « *morts vivants* » et de « *cercueils ambulants* », dont le M5S devait devenir, selon Gianroberto Casaleggio, « *l'amanite phalloïde* ».

Winter is coming

Le M5S a longtemps couvé dans les entrailles du pays comme le démontrent ses victoires électorales rapides, s'insérant dans les territoires et s'organisant au niveau local. Il plonge ses racines dans les profondeurs du sous-sol italien, dans le « *sovversivismo* » dont parlait Antonio Gramsci dans ses carnets de prison : « *Le caractère "subversif" [sovversivismo] de ces couches a deux faces : l'une tournée vers la gauche, l'autre vers la droite, mais la figure de gauche est un moyen de chantage ; ils vont toujours à droite dans les moments décisifs et leur "courage" désespéré préfère toujours avoir les carabinieri comme alliés.* » (52) Et c'est bien la droite et l'extrême droite (la Lega, CasaPound, l'extrême droite méridionale) qui apparaît comme la rive à laquelle cette idéologie de la non-idéologie s'est attachée durablement, tout en alimentant activement l'idée qu'il s'agissait d'une formation alternative à la/de « *gauche* ». Ainsi le M5S s'est à l'occasion présenté comme

40. Chanson tirée de l'album *Dialogo tra un impegnato e uno non so* (1972).

41. Catherine Calvet, « Michel Pastoureaux : "Le jaune est la couleur des trompeurs mais aussi des trompés" », *Libération*, 5 décembre 2018.

42. Paolo Gerbaudo, *Il Partito piattaforma. La trasformazione dell'era politica nell'era digitale*, Feltrinelli, Milan 2018.

43. John Hooper, « Italy's web guru tastes power as new political movement goes viral », *The Guardian*, 3 janvier 2013.

44. Eurostat, « Ménages : niveau d'accès à Internet », 31 janvier 2019 : <https://ec.europa.eu/eurostat/web/digital-economy-and-society/data/database>

45. Federica de Maria, Edoardo Fleischner, Emilio Targia, Chi ha paura di Beppe Grillo, Selene, Milan 2008, p. 38.

46. Robert Proctor, Londa Schiebinger (eds.), *Agnology. The Making and Unmaking of Ignorance*, Stanford University Press, 2008.

47. Francesco Merlo, « C'era una volta Beppe Grillo », *La Repubblica*, 1^{er} mai 2019.

48. Carlo Vulpio, « La Rete è un trucco », *Corriere della Sera*, 1^{er} juillet 2012.

49. Nadia Urbini, « Mobilisations en réseaux, activisme numérique : les nouvelles attentes participatives », *Esprit* n° 8, août-septembre 2013, p. 89.

50. Classement de Reporters sans frontières pour l'année 2016 (rsf.org).

51. Paolo Flores d'Arcais, « Fascisme et berlusconisme », *Le Débat* n° 164, 2011, p. 10.

52. Antonio Gramsci, *Cahiers de prison. Cahiers 1, 2, 3, 4, 5*, Gallimard, Paris 1996, pp. 289-292.

un rempart contre l'extrême droite. Le 10 juillet 2013, après avoir été reçu par le Président de la République Giorgio Napolitano, Beppe Grillo le laissait entendre aussi à sa manière : « *Je suis allé dans les territoires, et je suis en colère parce que j'ai recueilli la colère de ceux que j'ai rencontrés. (...) J'essaie toujours de modérer les esprits, je l'ai dit au président de la République, ce que je dis c'est quelque chose que j'ai vécu (...); il faut modérer les esprits, l'esprit des gens qui veulent s'armer de fusils, de bâtons et qui disent que la révolution ne se fait que comme ça et je leur dis, calmez-vous, essayons à nouveau avec les méthodes démocratiques* » (53). Mais derrière la révolution invoquée, l'évresion suggérée et l'écho lointain des « *fusils bergamasque* » que la Lega Nord brandissait dans les années 1990 avec la même rhétorique qu'un Umberto Bossi qui prétendait alors aussi maîtriser les ardeurs de la base (54). Le M5S va également participer de la culture commune de la droite, basée sur le « *culte du leader, la désarticulation des organisations intermédiaires et un éclectisme idéologique* » que l'historien Paul Ginsborg a défini comme un mélange d'éléments charismatiques, plébiscitaires et traditionalistes.

Le M5S s'est montré habile à « *intercepter et interpréter tout type de protestation et de mal-être* » et à les maintenir ensemble. Il s'est présenté comme un mégaphone qui a donné force et voix au « *sentiment* » (ou ressentiment), à la « *colère* » d'une population qui, pendant plus de trente ans, a subi à la fois les conséquences des crises économiques, sociales et politiques vécues par toute l'Europe et l'*inversisme* (inversion radicale des valeurs) auquel a conduit la grande révision culturelle du berlusconisme et de la droite plurielle. Un *inversisme* que l'on retrouve, par exemple, dans le positionnement des porte-parole du M5S sur le fascisme : une « *idéologie du passé* » selon Beppe Grillo, qui s'est limité à dire qu'il n'était pas fasciste ; Luigi di Maio a affirmé qu'au sein du M5S, « *il y a ceux qui se réfèrent à [Enrico] Berlinguer [leader communiste italien des années 1970], au Parti démocrate-chrétien ou à Almirante* ». Il défend l'idée que « *les catégories de fascisme et d'antifascisme n'ont été utilisées que pour "instrumentaliser" [les débats], car personne ne mérite d'être diabolisé, et il est possible que des erreurs aient été commises de part et d'autre, mais aussi que des choix aient été faits de bonne foi* ». Un autre jeune leader du M5S, Alessandro di Battista, annonçait senten-

ciusement qu'« *il est plus important d'être honnête qu'antifasciste* ». Une position qui résonne avec celle d'une partie croissante de la population. Beppe Grillo a ouvert un dialogue avec le mouvement néo-fasciste CasaPound, ou du moins avec ses militants, et a attiré à lui des hommes socialisés dans le Mouvement social italien, comme Luigi di Maio et Alessandro Di Battista, tous deux fils de militants du MSI. Le père de Luigi di Maio, aujourd'hui hors du M5S, reconnaissait fièrement avoir travaillé avec Giorgio Almirante et Gianfranco Fini et disait retrouver dans le M5S les « *valeurs de la vieille droite* » (55).

La rhétorique utilisée par Beppe Grillo, sous couvert d'humour, est celle de l'extrême droite. Le déplacement de la base électorale du mouvement vers les positions de la Lega, en dialogue avec les orientations générales du M5S incarné par Beppe Grillo, semble le confirmer. En 2008, ne déclarait-il pas : « *Je ne suis pas un homme politique... Je ne pourrais le faire que dans une petite dictature où j'aurais la possibilité d'utiliser un stade pour mettre les 80 000-100 000 personnes qui font mal à l'Italie* ». Et en 2013, après les élections de février, n'a-t-il pas dit : « *Que ceux qui ne veulent pas adhérer à nos règles le disent immédiatement. Ensuite, nous pourrions les lapider.* » (56) En janvier 2017, alors que l'extrême droite européenne, sur le rebond de l'arrivée de Donald Trump à la présidence des États-Unis, se réunissait à Coblenz, et annonçait « *l'aube d'un nouveau monde* » (Marine Le Pen) et le rêve d'une « *nouvelle Europe* » (Geert Wilders) hégémonisée par leurs partis, Beppe Grillo déclarait dans le *Journal du Dimanche* : « *La politique internationale a besoin d'hommes d'État forts comme eux [Vladimir Poutine et Donald Trump]. Je les vois comme un avantage pour l'humanité.* » (57) Le site de droite alternative de Steve Bannon, *Breitbart*, ne manquait pas de saluer ces propos. Entre 2012 et 2016, la propension des électeurs du M5S à voter pour la droite a progressivement augmenté. Ainsi, selon Delia Baldassari et Paolo Segatti, lors des sondages de sortie des urnes en mars 2018, le parti préféré des électeurs du M5S après le leur était celui de Matteo Salvini. (58)

Les attaques répétées de Beppe Grillo à l'égard de la « *gauche bien-pensante et angélique* » (*buonista*) concernant la politique d'immigration ou l'antiracisme n'étaient que l'une des déclinaisons d'un nouveau syncrétisme mêlant indifféremment la lutte contre les migrants et la lutte contre la corruption et les mafias – « *l'immigré clan-*

destin est utile, écrit-il, à la *criminalité* » (59). Grillo et son M5S sont devenus les porte-drapeaux de la lutte contre une inexistante invasion étrangère, censée mettre en péril la sécurité et les salaires des Italiens, chevauchant sans hésiter le cheval de Troie raciste.

Le « *gentisme* » dont Grillo s'est fait le héraut depuis les lointaines années 1990 fait référence à un peuple « *ethnique* », comme l'a très bien souligné l'un des leaders de Podemos, Íñigo Errejón (60), et les électeurs du M5S ne s'y sont pas trompés. Pensons au fait que parmi ceux qui votent pour le M5S, la majorité voit dans « *l'immigration* » une « *menace pour l'identité culturelle italienne* » (61). Grillo n'a-t-il pas dit que les Roms étaient une « *bombe à retardement* » ? Tout en ajoutant : « *avant, les frontières de la patrie étaient sacrées, les politiciens les ont profanées* »... La Nation, l'Italie, la défense de la Patrie et des Italiens contre les migrants, les puissances occultes ou l'Europe, sont à l'ordre du jour depuis la structuration du mouvement et cette rhétorique n'a pas changé depuis, tout au plus a-t-elle subi des adaptations tactiques.

Le gouvernement M5S-Lega de juin 2018 à août 2019 en atteste. Un gouvernement que le sociologue Domenico de Masi a défini comme le plus à droite de l'histoire de l'Italie républicaine, que l'analyste Ezio Mauro a qualifié de « *droite réalisée* », et que le journaliste Claudio Tito a décrit comme un « *laboratoire pratique d'une nouvelle droite basée sur un nouveau bloc social* » (62). Cet exécutif a adopté une

53. « Beppe Grillo al Quirinale : conferenza stampa, 10/07/2013 » (www.youtube.com) ; voir aussi Rinaldo Vignati, « Dai comuni al Parlamento : il Movimento entra nelle istituzioni », in Piergiorgio Corbetta (ed.), *M5S. Come cambia il partito di Grillo*, Il Mulino, Bologne 2017.

54. Stefano Marroni, « Avevo 300 mila ribelli », *La Repubblica*, 30 août 1994.

55. *Corriere della Sera*, 13 février 2018.

56. Giuliano Santoro, *Breaking Beppe*, op. cit.

57. « Beppe Grillo : "Le bilan de l'Europe est un échec total" », *le Journal du Dimanche*, 22 janvier 2017.

58. Delia Baldassari, Paolo Segatti, « Ancora Sinistra-Destra », in Itanes, *Vox populi. Il voto ad alta voce del 2018*, Il Mulino, Bologne 2018.

59. Beppe Grillo, « Un clandestino è per sempre », *beppegrillo.it*, 1^{er} mai 2011.

60. Ludovic Lamant, « Errejón : "Le plus grand perdant des élections italiennes c'est Bruxelles" », *Mediapart*, 12 mars 2018.

61. Luca Comodo, Mattia Forni, « Gli elettori del Movimento : atteggiamenti e opinioni », in Piergiorgio Corbetta (ed.), *M5S. Come cambia il partito di Grillo*, Il Mulino, Bologne 2017.

62. Ezio Mauro, « La destra realizzata », *La Repubblica*, 3 juin 2018 ; Marco Travaglio, « Senza parole », *il Fatto Quotidiano*, 5 juin 2018 ; Claudio Tito, « La alleanza giallo-verde e la nuova destra al potere », *La Repubblica*, 31 mai 2018.

série de mesures, dont le revenu de citoyenneté, aujourd'hui fleuron « *social* » du M5S, attaqué de toutes parts. C'est dire où les politiques sociales italiennes en sont arrivées. En effet ce revenu est en réalité un *workfare*, mettant au travail les personnes les plus précaires avec l'interdiction de refuser plus de trois emplois proposés en deux ans. Le revenu de citoyenneté a en outre été limité aux Italiens et aux immigrés titulaires d'un permis de séjour de longue durée qui vivent en Italie depuis plus de dix ans, laissant sur le bord de la route tous ceux qui sont arrivés en Italie après 2012, alors que le nombre d'immigrés en Italie a augmenté de plus de 43 % par rapport à 2008, et qu'ils constituent le segment le plus vulnérable, précaire et pauvre de la population (63).

Le même gouvernement a adopté le « *décret sur la sécurité et l'immigration* », défini aujourd'hui comme une erreur par Giuseppe Conte, le nouveau leader du M5S et à l'époque néanmoins Président du Conseil, l'une des dispositions les plus autoritaires et réactionnaires de toute l'histoire de l'Italie républicaine. Elle prévoyait l'abolition du permis de séjour pour raisons humanitaires, le doublement du nombre de jours de détention dans les centres administratifs prévus à cet effet (Centre permanent de retour, CPR), l'impossibilité pour les demandeurs d'asile d'être inscrits dans les registres d'état civil et donc d'accéder au droit de résidence.

En matière de « *sécurité* », le décret autorisait l'utilisation de tasers dans les communes de plus de 100 000 habitants et des peines plus lourdes, jusqu'à deux ans de prison, pour ceux qui promouvaient l'oc-

cupation de terrains ou de bâtiments. Le gouvernement dirigé par Matteo Salvini et Luigi di Maio a fait de la lutte contre les pauvres et les migrants sa priorité politique. Alors que la violence à caractère raciste n'a cessé d'augmenter dans toute la péninsule (une augmentation par ailleurs niée à grands cris par Luigi di Maio), le gouvernement Lega-M5S a choisi de criminaliser la solidarité et de faciliter la possession légale d'armes à feu, notamment de kalachnikovs.

Cette expérience gouvernementale a duré 14 mois. En août 2019, Matteo Salvini a ouvert une crise au sein du gouvernement appelant à des élections immédiates ; effrayés par cette perspective après la victoire de la Lega aux élections européennes de mai, le Mouvement 5 étoiles et le Parti démocrate ont établi une nouvelle alliance, chapeauté par... le même Giuseppe Conte. Il n'y a par ailleurs pas, sur la précarisation de l'emploi et les restrictions à la migration, de différences de nature avec les politiques néolibérales portées jusque-là par le PD et la droite alliée à l'extrême droite, seul le degré change. La mise en place du gouvernement M5S-PD en septembre 2019 et le soutien du M5S au gouvernement dirigé par Mario Draghi en février 2021, en pleine crise sanitaire, en est la confirmation magistrale.

Le sociologue français Éric Fassin a proposé d'interpréter ce qu'il appelle le « *moment populiste* » non pas comme une réaction au néolibéralisme, mais comme un moyen de garantir son succès populaire (64). Produit du néolibéralisme, le M5S l'est aussi par la subjectivité néolibérale intériorisée que sa pratique suppose. Des « *utilisateurs* » font valoir leur « *capital humain* » individuel par une « *auto-communication de masse* » numérisée qui semble pouvoir se passer des médiations traditionnelles, tout en brouillant l'asymétrie des acteurs (65). Là où le Web et ses outils ne sont pas considérés comme des moyens pour atteindre une démocratie directe digitale à construire et penser en fonction des potentialités qu'ouvre effectivement Internet, mais en tant que forme politique déjà achevée. Cette techno-utopie s'appuie sur les déterminants économiques et culturels d'un néolibéralisme intégré par la subjectivité des sujets où l'horizontalité et la participation revendiquée entrent en contradiction avec la nécessaire extrême centralisation d'un mouvement composite, sous peine d'implosion, comme les derniers départs du mouvement et les pertes vertigineuses dans les intentions de votes pour le M5S semblent

le montrer (66).

Le slogan « *ni de droite ni de gauche* » a fonctionné comme un *mantra* qui a empêché toute réflexion sérieuse sur un phénomène politique inédit qui a servi de courroie de transmission au lexique politique de l'ultra-droite. Grillo et son M5S ont joué sur ce que Wendy Brown appelle « *le ressentiment de classe sans conscience de classe* » (67). Ce ressentiment s'est nourri en retour des modalités d'action et du discours du M5S, qui a brouillé les mécanismes reproduisant, intensifiant et dépolitisant les inégalités et donc éloignant d'autant la capacité de réagir. Grillo et son M5S ont prôné la disparition des instances qui existaient auparavant pour combattre les formes de haine, d'humiliation et de subordination auxquelles les opprimés sont confrontés, sans en proposer d'autres. En utilisant une *novlangue* calquée sur le *npov* (point de vue neutre) wikipédien, en vidant les mots de leur contenu, en inventant d'autres, en inversant ou en « *oblitérant leur sens (...)* empêchant de penser en termes différents » et en minimisant les attaques contre les subalternes (les coupes austéritaires se limitant dans le langage de Grillo à des *frattaglie* – abats/déchets), réduisant à néant toutes possibilités d'élever le niveau de conscience de classe, seul moyen de les contrer (68). Le M5S serait, dans cette perspective, une droite (post)moderne issue de la guerre contre les élites, de la polémique permanente contre l'État, du refus du politiquement correct (69).

Bien sûr, me rétorquera-t-on, les tentatives de définition du M5S butent constamment sur la revendication assumée de cette « *idéologie de la non-idéologie* », apte à fournir aux Italiens, selon Giuliano Santoro, à la fois « *l'ivresse du changement et la tranquillité de la conservation* » (70). Elles s'enlisent d'autant plus volontiers lorsqu'elles considèrent non les orientations politiques du mouvement, celles de ses activistes, base et inscrits (qui peuvent diverger avec les premières et également entre elles, si l'on examine les diverses régions où le M5S est présent), mais les perceptions qu'en ont ses électeurs, ou disons plutôt celles qu'analysent les instituts de sondage.

Ainsi, à la sortie des urnes en mars 2018, Demos et LaPolis soulignaient que les électeurs du M5S se pensaient beaucoup plus proches de la Lega que des autres organisations. La consultation nationale de 2013, où une proportion majeure de votants de la Lega de Salvini avait choisi le M5S, l'avait démontré ; une nouveauté par

63. Ufficio centrale di statistica, « *Dati statistici sull'immigrazione in Italia dal 2008 al 2013 e aggiornamento al 2014* », Ministero dell'Interno, Dipartimento per le politiche del personale dell'amministrazione civile e per le politiche del personale, 2014 : http://ucs.interno.gov.it/files/allegatipag/1263/immigrazione_in_italia.pdf

64. Éric Fassin, *Populisme, le grand ressentiment*, Textuel, Paris 2017,

65. Manuel Castells, *Communication et pouvoir*, Éditions des Sciences de l'Homme, Paris 2013 (ebook 2017).

66. Gianluca Passarelli, Filippo Tronconi, Dario Tuorto, « *“Chi dice organizzazione, dice oligarchia”* », in Piergiorgio Corbetta (dir.), *M5S. Come cambia il partito di Grillo*, op. cit.

67. Wendy Brown, *Défaire le Démon. Le néolibéralisme, une révolution furtive*, Éd. Amsterdam, Paris 2018 ; Owen Jones, *The Demonization of the Working Class*, Verso, Londres 2011.

68. Beppe Grillo, « *Tagli, ritagli e frattaglie* », beppegrillo.it, 1^{er} mai 2012.

69. Ezio Mauro, « *L'anno zero della politica* », *La Repubblica*, 10 mai 2018.

70. Giuliano Santoro, *Breaking Beppe*, op. cit.



rapport au début du mouvement. Et Ilvo Diamanti titrait : « *Les électeurs des Cinq étoiles veulent un gouvernement avec la Lega* » (71). Une recherche menée par Itanes (Italian National Elections Study) révélait à la sortie des urnes que ceux qui refusaient de se situer sur une ligne droite-gauche avaient majoritairement soutenu le M5S (72). Selon les données de l'Institut Cattaneo de mai 2018, 45 % de sa base sociale serait de gauche, 25 % de droite et les 30 % restant oscilleraient entre l'un et l'autre (73). Le sociologue du travail Domenico de Masi, initialement proche du M5S, insistait même dans une interview de mai 2018 sur le fait que ce mouvement avait une base sociale identique à celle du Parti communiste des années 1970. Il relevait que 37 % des enseignants, 37 % des ouvriers, 38 % des chômeurs et 41 % des employés de l'administration publique l'avaient choisi. Selon l'Institut SWG, 35 % de ceux qui avaient voté pour le PCI en 1987 avaient opté pour le M5S (74). Un autre sympathisant du M5S, le sociologue Fabrizio Li Vigny, interrogé par *Mediapart*, indiquait en outre que c'était une erreur de vouloir le classer à droite, en soulignant notamment qu'un membre de la Confédération générale du travail (CGIL) sur trois et deux millions d'anciens électeurs du PD avaient voté pour le M5S en mars 2018 (75).

Base sociale et électoralat « *de gauche* » dans un pays où celle-ci s'est évaporée ?

Mais qu'en est-il des gestionnaires du M5S ? Non seulement le M5S et ses dirigeants ont agité des signifiants aujourd'hui creux (démocratie directe, liberté...), mais aussi ce que l'historien Furio Jesi, s'inspirant d'Oswald Spengler, a appelé les « *idées sans paroles* » caractéristiques de

la culture de droite, ou pour être plus précise, des « *mots spiritualisés* », « *qui prétendent pouvoir dire réellement et donc dire et à la fois cacher dans la sphère secrète du symbole* » ; des termes censés dissimuler un « *secret* » partagé, mais qui n'ont pas besoin d'être expliqués et qui, par leur usage, deviennent un vecteur d'idées sans paroles et fondent ainsi la solidarité présente et future de la communauté à laquelle ils entendent s'adresser (76). La base du M5S se rapproche de ce que Luigi Salvatorelli, libéral antifasciste, appelait en 1922 le « *cinquième état* », indiquant une nouvelle catégorie qui « *ne coïncide pas avec le prolétariat socialement et politiquement défini* », fourrier d'une forme inédite de révolte qui cherche des issues (77).

Le M5S pourrait être identifié à un catalyseur chimique. Beppe Grillo s'est porté garant de la nature biodégradable de son mouvement, indiquant qu'il pourrait être converti en une simple molécule qui pourrait être utilisée par la nouvelle politique qu'il aurait contribué à créer en produisant la décomposition de l'ancienne (78).

L'éternel « *retour* » du fascisme

Ces dernières semaines, il n'est pas rare de voir des références à un discours prononcé par Umberto Eco à Columbia le 25 avril 1995. Intitulé « *Le fascisme éternel* », il avait été tenu au lendemain de l'attentat d'extrême droite qui avait frappé Oklahoma City, faisant plusieurs centaines de blessés et quelques dizaines de morts. Réfléchir à nouveau à la persistance du fascisme, à ses formes et à ses évolutions dans le temps semblait, au-delà de la célébration du cinquantième anniversaire de la

libération italienne, être à nouveau une nécessité impérieuse. Le texte mettait en exergue les risques toujours bien réels que faisait courir au monde la (re)naissance du fascisme : « *Ce serait tellement plus confortable*, écrivait Umberto Eco, *s'il apparaissait sur la scène mondiale quelqu'un qui dise : "Je veux rouvrir Auschwitz, je veux que les chemises noires défilent à nouveau sur les places italiennes". Mais la vie n'est pas aussi simple. L'Ur-fascisme peut toujours revenir sous l'apparence la plus innocente. Notre devoir est de le démasquer et de pointer du doigt chacune de ses nouvelles formes – chaque jour, dans chaque partie du monde.* » (79) Cette même conférence a été republiée quel-

71. Ilvo Diamanti, « Gli elettori dei Cinque Stelle vogliono un governo con la Lega », *La Repubblica*, 8 avril 2018.

72. Roberto Biorcio, Luigi Ceccarini, « Il Movimento 5 stelle un movimento che si candida al governo », in Itanes, *Vox Populi. Il voto ad alta voce del 2018*, Il Mulino, Bologne 2018 (ebook).

73. Daniela Preziosi, « De Masi : "È il giorno più nero per la sinistra italiana. Dal '46, Italia mai così a destra" », *Il Manifesto*, 11 mai 2018.

74. Matteo Pucciarelli, Giacomo Russo Spena, « Sinistra anno zero (una lunga storia di tradimenti e divisioni) », *MicroMega*, 6 avril 2019.

75. Amélie Poinsot, « Sur le point de gouverner avec l'extrême droite, les Cinq Etoiles en plein trouble », *Mediapart*, 17 mai 2018.

76. Furio Jesi, *Cultura di destra, Figure nottetempo*, Milan 2011 (1979) (ebook).

77. Luigi Salvatorelli, « La vittoria del Quinto Stato », *La Stampa*, 1^{er} novembre 1922 ; dans Luigi Salvatorelli *Nazionalfascismo*, Einaudi, Turin 1977 [1923].

78. Entretien avec Beppe Grillo par Iann Bremmer, *US GZeroWorld*, 27 juillet 2018 (<https://www.youtube.com/watch?v=PLLGPcQsyKg>) ; Annalisa Cuzzocrea, « M5S, Grillo avverte Di Maio Guai a diventare un partito », *La Repubblica*, 3 mars 2018.

79. Umberto Eco, « Ur-Fascism. Freedom and Liberation are an unending task », *New York Review of Books*, 22 juin 1995.

Italie

ques mois avant les élections de mars 2018, lorsque la présence menaçante de Matteo Salvini dans les rangs de la coalition de droite a réactivé les craintes d'un retour du fascisme. Giorgia Meloni et son parti semblent aujourd'hui refermer le cycle de cette contre-révolution rampante entamée il y a une trentaine d'années et dans l'accélération politique et culturelle de laquelle le M5S a joué un rôle important. Entretemps, l'Italie a été aux premières loges d'une crise sanitaire planétaire, comptant ses dizaines de milliers de morts ; une Italie exsangue, politiquement instable, socialement déchirée. L'une des économies les plus fragiles de la zone euro, frappée au cœur, prise dans la tourmente des mesures liées au confinement qui ont généré une récession mondiale, sans précédent par son ampleur et sa propagation historiques.

Fasciste ? De nombreux termes sont utilisés pour décrire la droite qui se présente aujourd'hui aux portes du pouvoir, hypnotisant le débat public, à la recherche de mots « pour désigner la famille des démagogues dangereux » (80). Leur surabondance même renvoie à la difficulté de déterminer ses nouveaux contours : fasciste ou post-fasciste, pour souligner la continuité de sa transformation ; populiste, pour marquer la nouveauté d'un phénomène né dans la seconde partie du XX^e siècle, désignant (ou non) un lien de continuité avec le fascisme de l'entre-deux-guerres (81). Il ne fait aucun doute que Fdl est ce qui se rapproche le plus de cette réalité (*the real thing*), quoi qu'ait pu penser la presse

internationale après la diffusion d'une vidéo en trois langues où Giorgia Meloni aurait « *abjuré* » le fascisme, mais où de fait elle aborde le problème de l'héritage fasciste en une seule phrase et vise principalement l'antifascisme, le communisme et la gauche. Et pourtant, ceux qui agitent le danger du fascisme aujourd'hui ne parviennent pas à se faire entendre par la majorité des Italiens, parce qu'il a trop souvent été utilisé pour pousser la population à voter pour le « *moindre mal* », même en se bouchant le nez, selon la formule utilisée par Matteo Renzi pendant la campagne électorale de 2018. Mais également parce que la destruction du passé, c'est-à-dire des liens qui unissent les contemporains aux générations précédentes a été ici, plus qu'ailleurs, mise en avant avec une diligence particulière au cours des trente dernières années. De graves erreurs ont été commises aussi par certains antifascistes, ceux qui pensaient qu'agiter constamment le « danger du fascisme » suffisait pour éloigner presque mécaniquement l'électorat de ceux qui étaient identifiés comme tel (celui de Bossi, Salvini, Berlusconi, Grillo lui-même, etc.). Mais le mot n'a pas vraiment aidé à penser la chose et a finalement permis de faire l'économie de l'analyse d'une conjoncture inédite. Il est devenu une abstraction incapable de rendre compte de phénomènes concrets. Ceux qui ont agité le fascisme comme injonction à agir n'en ont souvent pas saisi les dimensions nouvelles et la nécessité de le combattre en tant que tel.

Un pays qui a récemment vu un journaliste du quotidien *La Stampa* menacé à cause d'un reportage consacré à la nostalgie du fascisme. Un pays où, le 9 octobre 2021, le siège national du plus grand syndicat italien a été attaqué et dévasté par des groupes dits « *No Vax* ». Un pays où un quotidien comme *Il Giornale* a pu distribuer *Mein Kampf* dans la traduction italienne de 1938 comme « *cadeau à ses lecteurs* » (82). Un pays qui, pendant des décennies, a criminalisé l'antifascisme, cet éternel « *fauteur de trouble* » d'un ordre politique et social répressif, montré du doigt comme le seul « *véritable danger pour la démocratie italienne* ». Ernesto Galli della Loggia, éditorialiste du quotidien *Corriere della Sera*, qui commence souvent ses éditoriaux par l'expression « ceux qui ont lu quelques livres », censée lui donner une légitimité incontestable, résume cette position politique en une phrase : « *Si le fascisme est violence, illégalité et suppression de la liberté, son antithèse n'est pas l'antifas-*

cisme, mais la démocratie » (83). Et pourtant, « *là où les digues de l'antifascisme ont cédé, la haine raciale se répand* » (84). Comme le 3 février 2018 à Macerata (Marche), Luca Traini, ancien candidat malheureux de la Lega et ancien membre du service d'ordre de son leader, tirait sur six personnes originaires d'Afrique subsaharienne ; lorsque, deux heures plus tard, la police l'arrête, Luca Traini est enveloppé dans le drapeau italien et crie « *Vive l'Italie !* » en faisant le salut fasciste. Après cet attentat, tout le monde, de Fdl au PD, a accusé les migrants d'être responsables de cette violence.

« L'Italie est un pays circulaire », écrivait Pier Paolo Pasolini dans ses *Écrits corsaires*, « à l'image du Guépard de Lampedusa, dans lequel tout change pour rester comme avant », car, poursuivait-il, « *c'est un pays sans mémoire qui, s'il avait cure de son histoire, saurait que les régimes sont porteurs de poisons anciens, de métastases invincibles.* » (85) Ce pays englué dans un complexe de crises économiques, politiques, sociales, écologiques et morales, qui s'additionnent et se combinent, semble vivre au moment du retour d'un de ces interrègnes durant lesquels « *surgissent les phénomènes morbides les plus variés* » (Gramsci). D'autant plus qu'il a oublié le sens de l'histoire, des opprimés et de leurs luttes, qu'il s'enfoncé dans une ignorance culturellement produite depuis des décennies et qu'il semble avoir épuisé toute forme de discernement. L'irrationalité du capitalisme a fini par miner ses formations traditionnelles ; les principes démocratiques élémentaires se sont érodés et la **fuite de la liberté** (Erich Fromm) semble s'imposer. L'éclatement de l'être social est alors masqué par l'appel au « *peuple* » – ou aux « *gens* » c'est selon – contre les « *puissants* », tendant à neutraliser la capacité à prendre conscience de soi, des autres et des multiples dimensions collectives de notre humanité, et à rejeter les phénomènes de contestation dans un univers pré-politique à la manière de ce que Gramsci a défini comme l'apolitisme, qui s'exprime par des « *phrases de rébellion [ribellismo], de subversivisme [sovversivismo], d'anti-étatisme primitif et élémentaire* » (86). Un peu comme le « *fascisme tardif* » pointé par le philosophe Alberto Toscano (87). Un changement d'époque est en cours. Italie, année zéro... ■

80. Maurice Agulhon, « Le peuple à l'inconditionnel », *Vingtième siècle. Revue d'histoire* n° 56, 1997, p. 225.

81. Federico Finchelstein, « Retourner le populisme dans l'histoire », *Constellations* n° 4, 2014.

82. Simonetta Fiori, « Bocciatura degli storici : Iniziativa inopportuna fanno solo marketing », *La Repubblica*, 12 juin 2016.

83. Ernesto Galli della Loggia, « I violenti e le parole ambigue », *Corriere della Sera*, 24 février 2018.

84. Alessandro Portelli, « Aperta la diga dell'antifascismo, dilaga l'odio razziale », *Il Manifesto*, 6 février 2018.

85. Pier Paolo Pasolini, *Scritti corsari*, Garzanti, Milan 1975, p. 87.

86. Antonio Gramsci, *Quaderni del carcere*, edizione critica dell'Istituto Gramsci a cura di V. Gerratana, Einaudi, Torino 1975, pp. 2108-2109.

87. Alberto Toscano, « Notes on Late Fascism », *Historical Materialism*, 2 avril 2017 ; Jairus Banaji, « Trajectoires du fascisme : Extreme-Right Movements in India and Elsewhere », *The Fifth Walter Sisulu Memorial Lecture, Jamia Millia Islamia*, New Delhi, 18 mars 2013 ; David Riesman, *The Lonely Crowd : a study of the changing of American Character*, Garden City, New York 1953 (traduction française : *La foule solitaire, anatomie de la société moderne*, Arthaud, Paris 1965) ; Dany-Robert Dufour, « Vivre en troupeau en se pensant libre », *le Monde diplomatique*, janvier 2008.

Soutenir la résistance ukrainienne et combattre le capital fossile

Par Ilya Budraitskis, Oksana Dutchak, Harald Etzbach, Bernd Gehrke, Eva Gelinsky, Renate Hürtgen, Zbigniew Marcin Kowalewski, Natalia Lomonosova, Hanna Perekhoda, Denys Pilash, Zakhar Popovych, Philipp Schmid, Christoph Wälz, Przemysław Wielgosz, Christian Zeller*

Heino Berg, Thies Gleiss, Jakob Schäfer, Matthias Schindler et Winfried Wolf ont publié le 9 juin 2022 dans *Junge Welt*, une opinion approfondie dans laquelle ils se prononcent pour un « défaitisme antimilitariste » et pour l'abandon de la résistance militaire de l'Ukraine à la guerre d'occupation russe (1). Nous saisissons l'occasion de leur article pour apporter une réponse de fond sur la nécessité d'une perspective écosocialiste anti-impérialiste investie dans la solidarité mondiale.

Nous sommes consterné-es par la façon dont ils déforment la réalité de la guerre dans cet article et plaident finalement en faveur du régime oligarchique de Poutine. De manière paternaliste, ils recommandent à la population ukrainienne de se soumettre à l'occupation russe afin de mettre fin à la guerre. Les auteurs ne font pas la moindre référence aux forces socialistes, féministes et anarchistes en Ukraine et en Russie. Ils argumentent dans une perspective nettement allemande et ils ne sont pas les seuls à le faire.

De nombreuses prises de position de l'ancien mouvement pacifiste se dressent contre « l'escalade de l'Occident » et « oublient » que la Russie a depuis longtemps déjà procédé à une escalade et veut anéantir de manière systématique la société ukrainienne. La prise de position des cinq auteurs ignore à un tel point la solidarité anti-impérialiste que nous estimons qu'il est approprié d'y opposer nos arguments.

Cette prise de position se lit comme de nombreuses contributions de l'ancien mouvement pacifiste et d'une certaine

gauche qui n'est anti-impérialiste qu'en apparence. Bien entendu, au début du texte, ils condamnent l'invasion de l'Ukraine « sans aucune restriction ni relativisation ». Mais c'est exactement ce qu'ils font ensuite : ils relativisent l'agression de l'oligarchie poutinienne. Sous le titre « *Aucun intérêt pour le cessez-le-feu* », ils expliquent en détail pourquoi l'OTAN est bien pire que la Russie, et que l'Occident, en premier lieu les États-Unis, ne souhaite pas un cessez-le-feu rapide, mais utilise avant tout le champ de bataille ukrainien pour affaiblir la Russie.

Inversion de la responsabilité

Les cinq auteurs renversent la responsabilité de la guerre. Ce n'est pas Poutine,

qui a ouvertement rejeté à plusieurs reprises tout cessez-le-feu hormis une capitulation de l'Ukraine, qui est responsable de la guerre en cours, mais le « régime » de Kiev qui, une semaine avant le début de l'attaque russe, avait proposé de négocier une neutralité.

Ils écrivent que « le régime de Kiev a choisi d'emblée la réponse militaire à l'invasion et n'a pas fait preuve d'efforts pour un cessez-le-feu, même début juin ». Selon eux, c'est l'Ukraine, qui demande désespérément des armes pour se défendre, qui est responsable de la poursuite de la destruction de son propre pays ; le responsable, ce n'est pas le régime de Poutine qui a déclaré à plusieurs reprises qu'il poursuivrait la guerre de destruction et d'usure jusqu'à la capitulation de l'Ukraine.

* Les auteurs sont un collectif de militants socialistes d'Ukraine, de Russie, de Pologne, d'Allemagne, d'Autriche et de Suisse. **Ilya Budraitskis** est historien. En janvier dernier, il a publié *Dissidents among Dissidents* (Verso Books). Avec d'autres, il a fondé en exil le projet médiatique russe de gauche *После* (*Après* en russe, prononcer *poslié*). **Oksana Dutchak**, sociologue spécialisée dans les relations de travail et de genre, est rédactrice de la revue ukrainienne de gauche *Спільне-Commons*. **Harald Etzbach** est historien et politologue, rédacteur au département Asie de l'Ouest de la Fondation Rosa Luxemburg et membre du comité de rédaction de *Emanzipation – Zeitschrift für ökosozialistische Strategie*. **Bernd Gehrke** est historien contemporain et participe à l'*AK Geschichte sozialer Bewegungen Ost-West* (Groupe de travail Histoire des mouvements sociaux Est-Ouest). Il a été actif dans l'opposition de gauche au régime du SED en RDA. **Eva Gelinsky** est géographe, activiste agricole et membre du comité de rédaction de *Emanzipation – Zeitschrift für ökosozialistische Strategie*. **Renate Hürtgen** est une historienne dont les recherches portent notamment sur le travail de la *Staatssicherheit* (service de sécurité de l'État) dans la vie quotidienne, en particulier dans les entreprises de RDA. Elle a été active dans l'opposi-

tion de gauche au régime du SED en RDA. **Zbigniew Marcin Kowalewski** est rédacteur en chef adjoint de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*. Il a été membre de la direction régionale du syndicat *Solidarność* à Łódź dans les années 1980-81. **Natalia Lomonosova** est sociologue et mène des recherches dans les domaines de la politique sociale, de l'emploi et de la migration. Elle est coéditrice de la revue ukrainienne *Політична критика* (Critique politique) et membre de l'organisation socialiste démocratique *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social) en Ukraine. **Hanna Perekhoda** est chercheuse à la Faculté des sciences politiques de l'Université de Lausanne et active dans le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine. Elle est originaire de Donetsk. **Denys Pilash** est politologue, rédacteur du magazine ukrainien de gauche *Спільне-Commons* et membre de l'organisation socialiste démocratique *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social) en Ukraine. **Zakhar Popovych** est spécialiste de la science des données et membre de l'organisation socialiste démocratique *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social) en Ukraine. **Philipp Schmid** est enseignant et actif au sein du *Bewegung für den Sozialismus* (Mouvement pour le socialisme) en Suisse. **Christoph Wälz** est enseignant et actif au sein du *Gewerkschaft*

Erziehung und Wissenschaft (Syndicat de l'éducation et des sciences). Il a traduit de nombreux textes de la gauche russe pendant les premières semaines de la guerre et a fait des reportages sur le mouvement anti-guerre russe. **Przemysław Wielgosz** est écrivain et journaliste. Il est rédacteur en chef de l'édition polonaise du *Monde diplomatique*. **Christian Zeller** est professeur de géographie économique. En 2020, il a publié *Revolution für das Klima – Warum wir eine ökosozialistische Alternative brauchen* (Une révolution pour le climat – Pourquoi nous avons besoin d'une alternative écosocialiste). Il est membre de la rédaction de *Emanzipation – Zeitschrift für ökosozialistische Strategie*. Cette polémique a été publiée en allemand par *Emanzipation – Zeitschrift für ökosozialistische Strategie* (https://emanzipation.org/2022/08/ukrainischen-widerstand-unterstuetzen-und-fossiles-kapital-entmachten/#_ftn-ref1) et en anglais par *New Politics* (<https://newpol.org/support-ukrainian-resistance-and-disempower-fossil-capital/>). Traduit en français par JM.

1. Heino Berg, Thies Gleiss, Jakob Schäfer, Matthias Schindler, Winfried Wolf, « Antimilitaristischer Defätismus », *Junge Welt*, 9 juin 2022, p. 12 (disponible sur abonnement : <https://www.jungewelt.de/artikel/428135.krieg-in-der-ukraine-antimilitaristischer-defatismus.html>)

Anti-impérialisme en débat

Les auteurs critiquent le prétendu surarmement de l'Ukraine par l'Occident, mais ne mentionnent pas le fait que la Russie n'a commencé sa conquête qu'après une longue préparation politique, économique, logistique et militaire.

Derrière ce renversement de responsabilité se cache une erreur fondamentale d'appréciation du régime de Poutine, dont les cinq auteurs ne tentent pas de définir le caractère, même de façon rudimentaire. Au contraire, ils assimilent la dictature proto-fasciste de Poutine à la démocratie parlementaire bourgeoise corrompue d'Ukraine. Pour les auteurs, il s'agit tout simplement de « deux États bourgeois, tous deux déterminés par un système oligarchique ».

Bizarrement, les auteurs s'appuient sur l'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger comme témoin clé. Parce que Kissinger a explicitement demandé à l'Ukraine de faire des concessions et de céder certaines parties de son territoire à la Russie, ils lui attribuent une position plus responsable que celle des dirigeants américains actuels.

Pourtant, Kissinger est tout à fait dans la continuité de ses propres positions. Après avoir tenté d'écraser la résistance du peuple vietnamien sous des bombardements massifs à partir de 1969 en tant que conseiller à la sécurité du président, il orchestra en 1973 le coup d'État contre le président Allende au Chili et la dictature de Pinochet. Et de la même manière, maintenant à un âge avancé, il fait fi de la souveraineté du peuple ukrainien et lui recommande de renoncer de manière « réaliste ». Ce n'est donc pas un hasard si Vladimir Poutine, alors qu'il était encore adjoint au maire de Saint-Pétersbourg en 1993, a choisi la dic-

tature de Pinochet comme modèle, révélant ainsi, tout comme Kissinger, ce qu'il pense des acquis démocratiques (2). Kissinger et Poutine sont frères d'esprit. Lorsque des socialistes font appel à Kissinger en tant que représentant d'une position raisonnable, cela indique un certain changement de leurs références politiques et un niveau de raisonnement douteux.

Le régime de Poutine dénie l'existence d'une nation ukrainienne

Le Kremlin veut empêcher tout développement indépendant de l'Ukraine. Le pouvoir poutinien considère que l'Ukraine, ainsi que la Biélorussie, fait partie de la Russie (3). L'indépendance de l'Ukraine est en contradiction avec les prétendues revendications historiques de la Russie.

Les dirigeants russes n'ont pas réagi à une manœuvre de l'OTAN ; avec la guerre, ils poursuivent plutôt leurs objectifs fondamentaux qu'ils justifient par leur idéologie grand-russe. Poutine et les représentants de son régime se sont placés à plusieurs reprises dans la continuité historique de l'empire tsariste, excluant ainsi l'existence d'une culture et d'une identité nationale ukrainiennes indépendantes. En juin, Poutine a mis la guerre de conquête contre l'Ukraine sur le même plan que la Grande Guerre du Nord menée par le tsar Pierre Ier de Russie et a tout simplement parlé d'une action de récupération des terres russes (4).

Ainsi, les objectifs des dirigeants russes sont fondamentaux, d'une grande portée et vont bien au-delà d'une intention de repousser l'OTAN : détruire l'Ukraine en tant que pays indépendant et l'incorporer en tant que « Petite Russie ». La pratique de la guerre coïncide avec l'objectif de la guerre. Les villes et les villages sont systématiquement détruits, la population terrorisée et expulsée. Dans les territoires occupés, l'État russe instaure un régime de terreur, incorpore les écoles au système scolaire russe, n'autorise que les médias russes et impose le rouble comme moyen de paiement. Le 20 juin, la Russie a fait venir en Russie plus de 1,9 million d'Ukrainien·es, dont 300 000 enfants. Des milliers d'Ukrainien·es se trouvent dans des camps en Sibérie orientale, loin de l'Ukraine (5).

La résistance de l'Ukraine aux forces russes d'invasion, surprenante tant pour les gouvernements américain et européens que pour le régime de Poutine, a empêché une occupation rapide du pays et l'installa-

tion d'un gouvernement prorusse fantoche. C'est cette résistance populaire en Ukraine qui a placé tous les acteurs devant une nouvelle situation. Les oligarques ukrainiens ont dû se ranger derrière la résistance et contre la Russie. Les gouvernements européens et étatsunien ont dû corriger leur estimation selon laquelle l'Ukraine allait rapidement s'effondrer. Poutine s'est vu contraint d'adapter sa stratégie de guerre à la nouvelle situation.

Dans le même temps, le régime de Poutine associe la guerre à une « lutte pour les valeurs » contre l'Occident décadent. Il veut faire reculer les droits démocratiques, les acquis des mouvements des travailleur·es, des femmes et des LGBTIQ, non seulement en Russie mais aussi dans les zones sous son influence. La Russie finance et promeut les partis d'extrême droite en Europe et dans le monde. Le régime de Poutine est le fer de lance admiré d'un mouvement réactionnaire et même fasciste avec Jair Bolsonaro au Brésil, Marine Le Pen en France, et l'AfD en Allemagne.

La résistance ukrainienne inscrit à l'ordre du jour les livraisons d'armes

Ce n'est que lorsque la population ukrainienne a résisté avec détermination et abnégation aux troupes d'occupation que les pays de l'OTAN ont été confrontés à la question de la livraison d'armes à grande échelle. Immédiatement après le début de la guerre, les gouvernements des États-Unis et de la Grande-Bretagne ont conseillé au président ukrainien Zelensky de quitter le pays et lui ont offert leur protection. Comme les dirigeants du Kremlin, ils s'attendaient à une défaite rapide de l'Ukraine. Ils se sont tous trompés sur la volonté de résistance du peuple ukrainien. Ils croyaient qu'après une vague d'indignation et de sanctions économiques, les entreprises européennes et étatsuniennes normaliseraient à nouveau leurs affaires avec la Russie.

C'est la résistance acharnée de l'Ukraine et les difficultés militaires des forces d'occupation russes qui ont donné la possibilité aux gouvernements des pays de l'OTAN d'affaiblir la position militaire et géopolitique de la Russie en livrant massivement des armes à l'Ukraine. Les combattant·es ukrainiens ne sont donc pas les exécutants d'un plan impérialiste, ils luttent pour leurs objectifs et leurs droits légitimes dans la société ukrainienne, ils luttent pour leur existence en tant qu'Ukrainien·es.

Jusqu'au déclenchement de la guerre, on ne peut pas parler d'un réarmement de

2. « St. Petersburger Politiker [Wladimir Putin] will Diktatur – Pinochet als Vorbild », *Neues Deutschland*, 31.12.1993 (<https://twitter.com/ndaktuell/status/1496486724570161156>).

3. Discours du Président de la Fédération de Russie du 21 février 2022 : <http://en.kremlin.ru/events/president/news/67828>.

4. « Putin vergleicht sich mit Peter dem Großen », *Die Zeit*, 10 juin 2022 : <https://www.zeit.de/politik/ausland/2022-06/wladimir-putin-krieg-ukraine-russland-vergleich-peter-der-grosse>

5. « Berichte über Verschleppungen häufen sich », *ORF (Österreichischer Rundfunk – Radiodiffusion autrichienne)*, 6 mai 2022 (<https://orf.at/stories/3263832/>) ; « Moskau: 230.000 ukrainische Kinder nach Russland gebracht », *ORF*, 19 mai 2022 (<https://orf.at/stories/3266884/>) ; « Moskau: Fast zwei Millionen Ukrainer nach Russland gebracht », *ORF*, 18 juin 2022 (<https://orf.at/stories/3271870/>) ; « Krieg in der Ukraine: So ist die Lage », *Süddeutsche Zeitung*, 19 juin 2022 (<https://www.sueddeutsche.de/politik/international-krieg-in-der-ukraine-so-ist-die-lage-dpa.urn-newsml-dpa-com-20090101-220618-99-708810>).

l'Ukraine par l'OTAN. L'Ukraine a reçu 4 milliards de dollars d'aide militaire de la part des États-Unis entre 2014 et 2022. Depuis au moins 2015, l'armée américaine a également formé des troupes ukrainiennes, mais dans une mesure relativement limitée (6).

Mais une grande partie de l'aide militaire n'a été fournie qu'après le début de la guerre (7). De 2014 à 2021, l'aide militaire directe s'est élevée à 2,4 milliards de dollars américains. Les exportations d'armes allemandes vers l'Ukraine ont été relativement faibles jusqu'à présent ; elles ont été incomparablement plus importantes vers la Russie, malgré l'embargo, depuis 2014, et même jusqu'à la période précédant immédiatement le début de la guerre (8).

Sans les livraisons par l'industrie allemande (ainsi que suisse, italienne, japonaise et américaine) de composants utilisables à des fins militaires, l'industrie de défense russe n'aurait pas été en mesure d'intégrer des dispositifs complexes dans ses armes. La voie technologique de l'Union soviétique était épuisée et la Russie a dû importer des machines-outils essentielles depuis lors. Le boom pétrolier des années 2000 a fourni l'argent nécessaire. Sans ces machines-outils importées, la Russie ne pourrait pas exploiter une industrie de la défense (9).

À la mi-avril, le président Biden a annoncé un nouveau programme d'aide militaire à l'Ukraine d'une valeur de 750 millions de dollars (10). Et le 19 mai le Sénat a adopté un programme de 40 milliards de dollars pour soutenir l'Ukraine sur le plan militaire et humanitaire, ce qui en fait le plus important programme d'aide à l'étranger depuis au moins deux décennies. Une grande partie de cette somme sera toutefois consacrée à des mesures d'infrastructure et à des investissements de remplacement aux États-Unis mêmes (11). L'engagement des États-Unis et de l'OTAN a ainsi pris une dimension globale. Le gouvernement américain déclare ouvertement vouloir affaiblir substantiellement les capacités militaires russes. Le gouvernement ukrainien poursuit bien évidemment le même objectif.

Les intérêts des États-Unis et de l'Europe occidentale

Les gouvernements d'Europe et des États-Unis partagent la responsabilité de l'escalade des tensions géopolitiques, mais pas à cause du prétendu encerclement de la Russie par l'OTAN que la propagande russe a brandi et que beaucoup de gens de gauche en Europe ont adopté

à bon compte. On oublie que l'expansion de l'OTAN avec l'adhésion des pays voisins de la Russie a été essentiellement achevée en 2004, et surtout que de nombreux pays d'Europe de l'Est ont cherché à adhérer à l'OTAN non pas par désir de réarmement militaire, mais par crainte d'un renforcement du revanchisme russe (12).

La véritable coresponsabilité des pays de l'OTAN dans l'aggravation des contradictions réside dans leur intérêt économique pour les anciennes républiques soviétiques. Le capital des pays impérialistes d'Europe et d'Amérique du Nord n'était pas seulement à la recherche de nouveaux membres de l'OTAN, mais voulait avant tout ouvrir de nouveaux marchés et obtenir des matières premières bon marché. Pour cela, il avait besoin de gouvernements capables d'organiser le processus de transformation sociale de manière ordonnée et, si nécessaire, par la force.

Avec les débuts des succès de la résistance de l'Ukraine aux forces d'occupation russes, les puissances impérialistes occidentales, en premier lieu les États-Unis et la Grande-Bretagne, ont vu l'occasion d'affaiblir considérablement la position géopolitique de la Russie en renforçant les capacités militaires de l'Ukraine. La direction de l'OTAN ne semble toutefois pas intéressée par une longue guerre ni par son escalade. Le 12 juin, lors d'une réunion en Finlande, le secrétaire général de l'OTAN Stoltenberg a expliqué le processus du compromis : à un moment donné, l'Ukraine devra annoncer à quelles pertes territoriales elle est prête à consentir et à quels droits démocratiques la population est prête à renoncer (13).

Dans le même temps, il est évident que les principaux pays d'Europe, dont l'Allemagne et la France, mais aussi l'Autriche et la Suisse, n'apportent qu'un soutien limité à l'Ukraine. Ils cherchent à s'entendre avec l'oligarchie russe. Ils ne fournissent pas vraiment les armes nécessaires, ni ne soulagent la société ukrainienne exsangue en annulant leur dette. Des fractions essentielles du capital en Europe, notamment celles liées aux industries fossiles (Allemagne, Autriche) et au commerce international des matières premières (Suisse), ont réalisé pendant des années des affaires extrêmement rentables avec les oligarques de Poutine. Ils aimeraient revenir rapidement à la normale et les reprendre. Pour les capitaux d'Europe occidentale, la Russie est un marché incomparablement plus important que l'Ukraine.

Les déclarations publiques d'importants représentants du capital en faveur de

la fin de la guerre se multiplient. Selon eux, les gouvernements occidentaux devraient faire comprendre au gouvernement Zelensky que la solidarité et la patience sont limitées. Après tout, on dépend du gaz russe. Une réduction encore plus importante, voire un arrêt des livraisons, conduirait inévitablement à une catastrophe économique.

Le patron de Volkswagen, Herbert Diess, a exigé que l'UE négocie un règlement de la guerre. Il faut faire le maximum « pour rouvrir le monde » (14). La direction

6. « USA weiten Ausbildung des ukrainischen Militärs aus », *Deutsche Welle*, 25 juillet 2015 (<https://www.dw.com/de/usa-weiten-ausbildung-des-ukrainischen-militaers-aus/a-18606785>).

7. Denys Shmyhal, « Ukrainian PM: We need heavy weapons and budget support from the west », *Financial Times*, 21 avril 2022 (<https://www.ft.com/content/8b6a2b9d-8dad-450d-b830-550ed8f080d1>).

8. « EU-Mitgliedsstaaten haben auch nach dem Embargo von 2014 Waffen nach Russland exportiert », *Investigate Europe*, 17 mars 2022 (<https://www.investigate-europe.eu/de/2022/eu-staaten-exportierten-waffen-nach-russland/>).

9. Tomas Malmlöf, « The Russian machine tool industry. Prospects for a turnaround? », février 2019, *FOI, l'Agence de recherche de la défense suédoise* (<https://foi.se/report-summary?reportNo=FOI-R-4635-SE>) ; Ben Aris, « Russia's sanctions soft underbelly: precision machine tools », *BNE-Intellinews* (<https://www.intellinews.com/long-read-russia-s-sanctions-soft-underbelly-precision-machine-tools-213024/>) ; Kamil Galeev, <https://twitter.com/kamilkazani/status/1539642021035487235> (22 juin 2022).

10. Anthony Capaccio, Jordan Fabian, « U.S: Prepares Massive New Surge of Military Aid to Ukraine », *Bloomberg News* 13 avril 2022 (<https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-04-13/u-s-prepares-massive-new-surge-of-military-aid-to-ukraine>)

11. Catie Edmondson, Emily Cochrane, « The Senate overwhelmingly approves \$40 billion in aid to Ukraine, sending it to Biden », *The New York Times*, 19 mai 2022 (<https://www.nytimes.com/2022/05/19/us/politics/senate-passes-ukraine-aid.html>).

12. Simon Pirani, « Ukraine, Les origines de la menace d'une guerre généralisée », *Inprecor* n° 695/696 de mars-avril 2022.

13. En s'adressant lors des pourparlers de Kultaranta en Finlande, le 12 juin 2022, au président Sauli Niinistö, le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, a dit : « Venons-en donc d'abord à la question de savoir si la paix est possible. (...) Nous savons qu'il existe un lien très étroit entre ce que vous pouvez obtenir à la table des négociations et votre position sur le champ de bataille. Le soutien militaire que nous leur apportons est donc un moyen de renforcer leur position à la table des négociations lorsque, bientôt, espérons-le, ils s'y assieront pour négocier l'accord de paix. "La paix est-elle possible" ce n'est pas la question, la question est : quel prix êtes-vous prêt à payer pour la paix ? Combien de territoires ? Combien d'indépendance ? Combien de souveraineté ? Combien de liberté ? Combien de démocratie êtes-vous prêts à sacrifier pour la paix ? Et c'est un dilemme moral très difficile ». (https://www.nato.int/cps/fr/natohq/opinions_196300.htm).

14. Hans-Jürgen Jacobs, « VW-Chef als Kundschafter des Friedens », *Handelsblatt*, 10 mai 2022 (<https://www.handelsblatt.com/meinung/morningbriefing/morning-briefing-vw-chef-als-kundschafter-des-friedens/28319740.html>).

Anti-impérialisme en débat

du groupe BASF a mis en garde à plusieurs reprises contre un embargo sur le pétrole et le gaz russes et considère la formation de blocs géopolitiques comme un grand danger pour les affaires (15). Magdalena Martullo-Blocher, patronne d'EMS-Chemie en Suisse, demande une solution négociée rapide avec Poutine. Ces représentants du capital sont naturellement indifférents à la souveraineté de l'Ukraine et aux préoccupations sociales de sa population (16). Lors d'une enquête menée par KPMG auprès de 280 entreprises, seules 10 % d'entre elles ont déclaré avoir complètement quitté le marché russe. Les 37 % restants mettent leurs activités en « *stand by* » pour les reprendre plus tard (17). Ces déclarations montrent qu'une grande partie du capital n'a aucun intérêt à une guerre prolongée. Tôt ou tard, les gouvernements essaieront de s'entendre avec Poutine sur la manière de rouvrir les marchés mondiaux.

La nature de la guerre

Les cinq auteurs de l'article paru dans *Junge Welt* veulent appliquer la position défaitiste de Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht et Vladimir Lénine, pendant la Première Guerre mondiale, à l'actuelle guerre d'occupation russe contre la population ukrainienne. Cette analogie avec les débats au sein du mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale déforme l'histoire. Il serait plus approprié de réfléchir à ce qui fonde les luttes anticoloniales. Car l'Ukraine n'est pas un pays impérialiste et ne menace pas d'attaquer d'autres pays. L'Ukraine est plutôt un jeune pays dont la Russie n'accepte pas l'indépendance ni la construction nationale – raison pour laquelle elle l'attaque militairement

depuis 2014. Le régime de Poutine veut une fois de plus intégrer l'Ukraine en tant que colonie interne dans un empire grand-russe, comme c'était le cas sous les tsars.

La population ukrainienne ne mène donc pas une « *guerre par procuration* » de l'OTAN contre la Russie, mais se bat pour sa propre indépendance et pour des droits démocratiques et sociaux qu'elle perdrait tous sous l'occupation russe. La situation dans les soi-disant républiques populaires du Donbass est une menace suffisante en tant que perspective probable sous un régime d'occupation.

Bien entendu, la guerre ne peut être comprise que dans le contexte de la rivalité internationale entre les grandes puissances impérialistes. Avec leur offensive de réarmement lancée avant même l'attaque russe contre l'Ukraine, les États-Unis et les pays de l'OTAN se préparent à d'éventuels conflits militaires avec la Chine et à une lutte accrue pour les matières premières et les paradis écologiques. Il est donc évident que les États-Unis et les puissances européennes veulent utiliser la guerre en Ukraine de manière stratégique pour atteindre leurs objectifs. Tant que la résistance de l'Ukraine correspond à leurs objectifs, ils s'engagent, mais bien entendu pas sans conditions. Différentes fractions du capital des impérialismes occidentaux se voient même empêchées par la guerre de servir les marchés en Russie. En outre, ni les États-Unis ni les pays européens ne sont belligérants. Si c'était le cas, nous aurions effectivement une guerre mondiale.

Etienne Balibar a récemment analysé cette guerre dans une contribution inspirante à un débat (18). Il argumente de manière convaincante que cette guerre présente quatre dimensions interdépendantes : **premièrement**, une guerre d'indépendance nationale similaire à celle de l'Algérie ou du Vietnam ; **deuxièmement**, une nouvelle guerre à la suite de l'effondrement de l'Union soviétique et des pays sous bureaucratisme d'État ; **troisièmement**, une guerre mondialisée, étant donné que les pays belligérants sont intégrés dans des alliances et des réseaux mondiaux et que la guerre a des conséquences catastrophiques sur l'approvisionnement alimentaire dans de nombreux pays pauvres ; et **quatrièmement**, enfin, la menace d'une guerre nucléaire, étant donné que Poutine utilise sciemment ce potentiel de chantage. Le facteur déterminant de la dynamique de guerre est toutefois la guerre d'indépendance contre l'occupation russe, largement soutenue par la société. Balibar en conclut que la défaite

de l'Ukraine est une perspective totalement inacceptable.

Ce qui caractérise la phase actuelle de la guerre, c'est qu'il existe une convergence d'intérêts temporaire et partielle entre l'Ukraine et les puissances impérialistes. Dans une situation similaire d'alignement temporaire des intérêts, les forces de défense populaire et les forces démocratiques syriennes dans le nord de la Syrie ont reçu un soutien massif de l'armée de l'air américaine dans leur lutte contre l'État islamique, sans lequel elles auraient perdu la bataille. Nous constatons actuellement que cette protection ne dure pas face à l'intensification des attaques turques. Ces jours-ci, les dirigeants du PYD, le parti le plus fort du nord-est de la Syrie, demandent à l'OTAN une zone d'exclusion aérienne, paradoxalement contre la Turquie, pays membre de l'OTAN. Ce n'est évidemment pas une raison pour se désolidariser de la résistance au Rojava, mais bien au contraire une raison pour renforcer la solidarité.

Notre analyse nous amène à conclure que l'Ukraine a le droit de se procurer des armes partout où elle en trouve. Les gouvernements étatsunien et européens fournissent des armes en quantités calculées, mais pour des raisons qui leur sont propres. Il est possible que les gouvernements des impérialismes occidentaux contraignent tôt ou tard l'Ukraine à renoncer à sa souveraineté sur de vastes régions de l'est et du sud dans le cadre d'une « *solution négociée* », acceptant ainsi une défaite partielle. En ce sens, ceux qui appellent maintenant à des négociations immédiates ne sont pas si éloignés de « *leurs* » gouvernements impérialistes.

Arrogante recommandation de capitulation et de « *résistance sociale* »

Dans leur article paru dans le magazine *Junge Welt*, les auteurs recommandent de manière à peine voilée à l'Ukraine, et donc aussi à la gauche ukrainienne, aux syndicats ou à d'autres mouvements d'émancipation, de capituler. Croient-ils sérieusement qu'une société civile vivante ou même des syndicats combattifs puissent se former dans les conditions d'une dictature militaire d'occupation et d'une déportation massive d'opposants potentiels ? Est-ce ainsi que les troupes russes doivent être pacifiquement incitées à se retirer ? Cette idée est grotesque et absurde, et les recommandations qui en découlent pour les habitants de l'Ukraine sont paternalistes et néocoloniales. Le 28 juin, le porte-parole du Kremlin,

15. « Ein Interview von Simon Hage und Martin Hesse: "Das Letzte, was wir brauchen, ist eine Lagerbildung in der Welt" », *Der Spiegel*, 2 juin 2022 (<https://www.spiegel.de/wirtschaft/basf-chef-brudermueller-das-letzte-was-wir-brauchen-ist-eine-lagerbildung-in-der-welt-a-7f740f98-3624-4424-9c8e-e4c3f36ffd5a>).

16. Christina Neuhaus, « Ein Deal mit Putin? Magdalena Martullo und der Elefant im Raum », *Neue Zürcher Zeitung*, 27 juin 2022 (<https://www.nzz.ch/ein-deal-mit-putin-magdalena-martullo-und-der-elefant-im-raum-ld.1690932?reduced=true>).

17. Arno Schütze, Catiana Krapp, Bert Fröndhoff, Anja Müller, Florian Kolf, Maïke Telgheder, Stefan Menzel, « Warum sich deutsche Firmen nicht mal eben aus Russland zurückziehen können », *Handelsblatt*, 9 juin 2022 (<https://www.handelsblatt.com/unternehmen/management/ukraine-krieg-warum-sich-deutsche-firmen-nicht-mal-eben-aus-russland-zurueckziehen-koennen/28388514.html>).

18. Etienne Balibar, « Nous sommes dans la guerre », *AOC*, 5 juillet 2022 (<https://aoc.media/analyse/2022/07/04/nous-sommes-dans-la-guerre/>).

Dmitri Peskov, a une nouvelle fois affirmé sans ambages quelles sont les conditions préalables à un cessez-le-feu : « *La partie ukrainienne peut tout arrêter avant la fin de la journée* ». Pour cela, a-t-il dit, « *un ordre aux unités nationalistes* », aux « *soldats ukrainiens de déposer leurs armes* » est nécessaire. Kiev devrait également satisfaire à toutes les conditions russes, a-t-il ajouté. « *Alors tout serait terminé en un jour* » (19). Tant que la population ukrainienne bombardée, épuisée, traumatisée et démoralisée ne capitule pas, la dictature de Poutine poursuivra sa terreur des bombes.

Les auteurs ne prennent pas au sérieux les objectifs de guerre ouvertement formulés par le régime de Poutine lui-même, à savoir la destruction de la société ukrainienne. C'est pourquoi ils établissent des analogies historiques erronées. Leurs comparaisons avec les expériences de la résistance « *pacifique* » contre le putsch de Kapp en 1920, l'occupation de la Ruhr par les forces françaises et belges en 1923 et la résistance pacifique des mouvements démocratiques tchécoslovaques contre les troupes soviétiques en 1968 sont absurdes. Ils passent sous silence le fait que le régime de Poutine remet en question l'existence d'une Ukraine indépendante et l'édification de la nation ukrainienne. Ils ne tiennent pas compte de la guerre systématiquement menée par l'impérialisme russe en vue d'une épuration ethnique. Par cette arrogance ignorante, les cinq auteurs démontrent qu'ils ne veulent même pas discuter avec les forces socialistes, anarchistes et féministes en Ukraine, en Biélorussie et en Russie. Ils ne les prennent manifestement pas au sérieux.

Rappelons-nous les débuts de la révolution syrienne. En avril 2011, alors que les Syriens descendaient dans la rue de manière extrêmement disciplinée et pacifique, le dictateur Assad a fait tirer à plusieurs reprises dans la foule. Son armée a fini par bombarder des villes entières. Mais cela n'a pas suffi à briser la volonté de résistance populaire. Poutine et ses généraux ont rasé Alep et d'autres villes à partir de 2015. Et ce sont les mêmes qui œuvrent aujourd'hui à la destruction de l'Ukraine. Comme on le sait, une grande partie de la gauche européenne, qui n'est anti-impérialiste qu'en apparence, était déjà silencieuse sur ces crimes en Syrie.

Des intellectuels, des personnalités et des groupes de gauche en Allemagne appellent de manière répétée à un cessez-le-feu immédiat. Mais tant que les conditions d'un tel cessez-le-feu ne sont pas précisées, cette perspective revient à l'an-

nexion et à la colonisation de larges parties de l'Ukraine par la Russie.

Ceux qui formulent de telles exigences ignorent que c'est l'extrême droite – tant en Russie qu'en Ukraine – qui profiterait d'une victoire de la Russie. Elle contrôle déjà l'État russe et célébrerait en conséquence la victoire sur l'Ukraine, tout en préparant de nouvelles agressions. L'extrême droite ukrainienne pourrait développer ses réseaux organisationnels et militaires dans la résistance armée contre les forces d'occupation. Un tel scénario, bien plus que la guerre actuelle, conduirait à une longue guerre avec ses milliers de morts, de prisonniers, de déportés et de torturés.

Développer ensemble une perspective mondiale solidaire et écologique

Notre solidarité va à la résistance armée et non armée de la population ukrainienne contre les troupes d'occupation russes, et nous soutenons tout particulièrement les féministes, les socialistes et les anarchistes qui participent à cette résistance de manière indépendante et politique, tant par des moyens civils que militaires. Nous sommes solidaires des syndicats et des mouvements sociaux ukrainiens qui s'opposent à la politique économique néolibérale et s'engagent au contraire pour une reconstruction socio-écologique. Nous sommes bien entendu également aux côtés des forces socialistes, féministes et anarchistes en Russie et en Biélorussie, qui s'opposent courageusement à leurs dirigeants malgré les grands dangers et les risques encourus.

Le retrait de toutes les troupes russes du territoire ukrainien est la condition d'un règlement pacifique du conflit. Ce n'est que sur cette base qu'un processus d'entente pourra être ouvert entre les représentants démocratiquement élus des régions de l'est de l'Ukraine et le gouvernement de Kiev – sous observation internationale. Nous soutenons les revendications de la gauche émancipatrice en Ukraine et nous nous engagerons pour que les avoires des oligarques russes et ukrainiens, cachés et placés dans les pays européens, soient identifiés et utilisés pour l'aide humanitaire et la reconstruction de l'Ukraine. L'Ukraine est lourdement endettée. La guerre rend impossible un développement économique autonome. C'est pourquoi il faut annuler les dettes de l'Ukraine.

Nous nous opposons également au capital de nos pays, qui continue à faire des affaires avec les oligarques de Poutine et

qui cherche à parvenir rapidement à une entente avec son régime de aux dépens de l'Ukraine. Nous rejetons les programmes de réarmement récemment décidés et préparés en Europe occidentale et au sein de l'OTAN. Ceux-ci ne servent pas la victoire de la population ukrainienne dans sa lutte pour l'existence face à la Russie, mais des objectifs impérialistes à long terme dans la rivalité pour les ressources. Nous nous prononçons pour la dissolution de l'OTAN et de l'alliance militaire OTSC (Organisation du traité de sécurité collective) dominée par la Russie. En lieu et place, nous sommes favorables à la construction d'un système de sécurité démocratique et collectif. L'industrie de l'armement à l'Ouest et à l'Est doit être démantelée en permanence et convertie en industries socialement utiles et écologiquement compatibles.

Nous soutenons la revendication du mouvement climatique pour un abandon du pétrole et du gaz russes comme étape vers l'élimination complète des combustibles fossiles. Il ne faut plus permettre au régime de Poutine de financer sa machine de guerre et de destruction à l'aide de ses revenus issus du pillage et de l'exportation de pétrole, de gaz et de matières premières minérales. La hausse des prix de l'énergie doit être contrée par un approvisionnement social de base en énergie à bas prix pour les salariés, une tarification progressive en cas de forte consommation d'énergie et des mesures ambitieuses d'économie d'énergie.

Pour imposer cette perspective, nous voulons construire, avec le mouvement climatique et les initiatives syndicales de base, un mouvement pour l'appropriation sociale et pour la reconversion et le démantèlement écologiques des grands groupes utilisant des combustibles fossiles. C'est la condition préalable pour sortir des énergies fossiles.

Ceux qui acceptent aujourd'hui une victoire de la Russie tolèrent également une victoire des capitaux fossiles et basés sur les matières premières, tant mondiaux que « nationaux », qui sont étroitement liés aux secteurs fossiles et extractifs russes. C'est pourquoi un nouveau mouvement antimilitariste doit faire preuve de solidarité avec la résistance civile et armée du peuple ukrainien, ainsi qu'avec les gauches ukrainienne, biélorusse et russe qui s'opposent à la guerre du régime de Poutine. ■

19. « Krenl: Russland würde bei Kapitulation Offensive stoppen, *ORF*, 28 juin 2022 (<https://orf.at/stories/3273463/>).

S'opposer de manière cohérente et conséquente à la politique belliciste du pouvoir en place

Par Heino Berg, Thies Gleiss,
Jakob Schäfer, Matthias Schindler,
Winfried Wolf*

Le débat sur une réaction politiquement raisonnable et défendable d'un point de vue humaniste à l'invasion criminelle de l'Ukraine par l'armée russe risque de durer encore un certain temps. Un collectif d'auteur-es a répondu (1) à notre article écrit le 4 juin et paru dans le *Junge Welt* du 9 juin 2022 (2). Sur certains points, les auteurs nous attribuent des positions que nous ne défendons pas du tout. Nous n'aborderons pas toutes les questions qu'ils soulèvent dans leur article et nous nous concentrerons sur celles qui nous semblent les plus importantes pour la suite du débat.

Il n'y a pas de différence fondamentale dans la caractérisation générale de la Russie, mais nous évaluons les objectifs de la Russie dans cette guerre différemment des auteurs. Ils écrivent : « *La Russie veut anéantir de manière systématique la société ukrainienne* ». Une telle interprétation de l'objectif central du Kremlin suppose que ses dirigeants poursuivent exclusivement des objectifs démoniaques et n'ont aucune réflexion rationnelle sur la mise en œuvre de leurs objectifs politiques. Cela suppose (ou suggère) également qu'après ce conflit la prochaine invasion de l'armée russe aura lieu dans l'un des pays voisins (qui – en ce qui concerne l'Europe – sont tous membres

de l'OTAN). Nous souhaitons répondre brièvement à cette remarque.

Avec cette guerre, Poutine poursuit certainement des intérêts impérialistes. L'intégration de l'Ukraine dans la sphère d'influence du Kremlin offrirait à l'oligarchie russe (avec le Kremlin à sa tête) quelques possibilités économiques, valoriserait le régime politique auprès de ses propres partisans et surtout renforcerait la position géopolitique du Kremlin. Mais cela ne fonctionne que si le pays et ses infrastructures ne sont pas entièrement détruits par les bombes et si le pays n'est pas dépeuplé.

Il ne fait aucun doute que les dirigeants russes ont très mal calculé leur coup (Poutine pensait pouvoir installer un régime fantoche en quelques semaines). Mais la situation qui prévaut depuis la mi-mars ne permet pas au Kremlin de tout simplement « *rentrer bredouille* ». Cela menacerait dangereusement sa propre position au pouvoir. Il en résulte que la conséquence la plus probable sera une guerre (d'usure) de longue durée. Les dirigeants russes n'ont pas le moindre scrupule moral pour continuer à envoyer des milliers de soldats russes au front comme chair à canon pour poursuivre leurs propres intérêts.

Notre deuxième remarque – avant d'en venir au cœur de la divergence – concerne l'évaluation de l'OTAN. Contrairement à ce que les auteurs nous attribuent, nous n'inversons pas la responsabilité de cette guerre. C'est la Russie qui est l'agresseur.

Entre socialistes, on ne devrait pas être obligé de le souligner plusieurs fois.

Mais l'évaluation fondamentale de l'OTAN ne s'arrête pas là. Car la responsabilité de l'impérialisme étatsunien – et dans son sillage celle des autres pays de l'OTAN – dans les crimes de guerre de l'ordre mondial impérialiste depuis la Seconde Guerre mondiale est bien plus grande que celle de la Russie. Le simple examen des massacres perpétrés depuis l'effondrement du bloc de l'Est en dit long : guerre d'Irak de 1990-1991, guerre du Kosovo, guerre d'Afghanistan, guerre d'Irak de 2003, guerre de Libye, etc. Pour illustrer l'ampleur du phénomène, un seul exemple chiffré : une étude américaine estime que la deuxième guerre d'Irak a fait un demi-million de morts (3), sans parler des conséquences à long terme de toutes ces guerres.

Il est certain que l'adhésion d'un pays (plus précisément de nombreux pays d'Europe de l'Est) n'est pas la même chose que l'invasion d'un autre pays (en l'occurrence l'Ukraine). Mais il ne faut tout de même pas oublier que l'élargissement de l'OTAN vers l'Est a bel et bien contribué à accroître les tensions. Le scénario de la stratégie américaine dans le cas de l'Ukraine a été fourni par nul autre que l'ancien conseiller américain à la sécurité Zbigniew Brzezinski. Dans son manuel de stratégie de 1997, *Le grand échiquier* (4), il décrivait comment il fallait agir contre la Russie, à savoir par un élargissement pro-

* **Heino Berg** est militant de Die Linke à Göttingen (Basse-Saxe) et du courant Sozialistische Alternative. **Thies Gleiss**, retraité de la métallurgie, syndicaliste d'IG Metall, militant de l'ISO (Internationalen Sozialistischen Organisation, section allemande de la IV^e Internationale) est fondateur de Die Linke, membre de son comité directeur et porte-parole de la gauche anticapitaliste dans ce parti. **Jakob Schäfer**, ouvrier retraité actif au sein de la gauche syndicale, militant de l'ISO et membre du Bureau exécutif de la IV^e Internationale, vient de publier *Die Warengesellschaft und die Herausforderung des multiplen Krise* (La société de consommation et le défi des crises multiples), New Academic Press

2022, après avoir publié (avec Guenther Sandleben) *Apologie von Links – Zur Kritiker gängiger linker Krisentheorien* (Apologie de la gauche – Pour une critique des théories courantes de la crise de la gauche, ISP Verlag 2013). **Matthias Schindler** (Allemagne/Portugal) est militant du mouvement de solidarité avec l'Amérique latine. **Winfried Wolf**, ancien militant de la section allemande de la IV^e Internationale et rédacteur de son journal *Was Tun*, puis député du PDS (1994-2002) et actif dans son aile gauche. Il a quitté le PDS en 2004. Il dirige le magazine économique de gauche *Lunapark21*. Il a publié de nombreux livres dont *Verkehr – Umwelt – Klima. Die Globalisierung des Tempowahns*

(Transport, environnement, climat. La mondialisation de la vitesse) Promedia, Wien 2007 ; *Eisenbahn und Autowahn. Personen und Gütertransport auf Schiene und Straße. Geschichte, Bilanz, Perspektiven* (Le chemin de fer et la folie des voitures. Transports de personnes et de marchandises par rail et par route. Histoire, bilan, perspectives) Rasch und Röhrig, Hambourg 1986, ainsi que, avec Ernest Mandel, *Cash, Crash & Crisis. Profitboom, Börsenkrach und Wirtschaftskrise* (Cash, Krach & Crise. Boom des profits, krach boursier et crise économique) Rasch und Röhrig, Hamburg 1989. Ce texte a été publié le 16 septembre dernier par *Emanzipation* :

<https://emanzipation.org/2022/09/14272/> (traduit de l'allemand par JM).

1. Une version courte a été publiée par *AK – analyse & kritik Zeitung für linke Debatte & Praxis*, une version longue par *Emanzipation*. Voir notre traduction, en pages 39 à 43 de ce numéro d'*Inprecor*.

2. <https://www.jungewelt.de/artikel/428135.krieg-in-der-ukraine-antimilitaristischer-defatismus.html>

3. <https://www.sueddeutsche.de/politik/us-studie-500-000-iraker-starben-im-irak-krieg-1.1795930>

4. Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier – L'Amérique et le reste du monde*, Bayard, 1997.

gressif de l'OTAN vers l'Est et une intégration de l'Ukraine dans l'OTAN. La Russie pourrait ainsi être reléguée au rang de puissance régionale asiatique. L'objectif était d'assurer l'hégémonie américaine. « *L'indépendance de l'Ukraine modifie la nature même de l'État russe. De ce seul fait, cette nouvelle case importante sur l'échiquier eurasiatique devient un pivot géopolitique. Sans l'Ukraine, la Russie cesse d'être un empire en Eurasie.* » (5). La politique des États-Unis a suivi exactement ce plan et a été confirmée par les déclarations à Kiev de l'actuel secrétaire américain à la Défense.

Le cœur de la différence

Les Ukrainiens « *luttent pour leurs objectifs et leurs droits légitimes dans la société ukrainienne, ils luttent pour leur existence en tant qu'Ukrainien-es* », écrivent à juste titre les auteurs. Et nous ne voulons en aucun cas les contredire lorsqu'ils affirment que les Ukrainiens ont la légitimité, selon le droit international, de se défendre par les armes. La question est toutefois de savoir si cela est judicieux pour atteindre les objectifs politiques à long terme et si cela peut être approuvé selon des critères humanistes dans le cadre des rapports de force politiques, militaires et géopolitiques concrets. Toute lutte armée n'est pas justifiée d'emblée (il y a aussi des actions suicidaires et inutiles de la part de mouvements de libération) et toute lutte défensive n'est pas d'emblée réalisable uniquement par des moyens militaires ni défendable selon des critères humanitaires. Cela dépend de la situation concrète de départ.

Dans le cas présent, il était clair pour nous dès le début qu'une réaction militaire à l'invasion entraînerait de nombreux morts et blessés. La position des auteurs a deux conséquences étroitement liées qui, malheureusement, coïncident en fait avec la position de l'OTAN : premièrement, leur position est en faveur de la poursuite de la livraison d'armes lourdes et, deuxièmement, ils ne considèrent pas que la tâche la plus importante du mouvement pacifiste (et de tous les « *socialistes, féministes et anarchistes* ») soit d'insister sur l'arrêt immédiat de toutes les opérations de combat. La conséquence est claire : les deux conduisent inévitablement à une prolongation de la guerre et à une nouvelle augmentation du nombre de morts, de blessés, de destructions d'infrastructures, de ravages écologiques, d'augmentation des risques de catastrophe nucléaire... Nous pensons que compte tenu du fait

indéniable que Poutine ne retirera pas ses troupes sans résultat (cela reviendrait pour lui à un suicide politique) et qu'il n'est pas possible d'obtenir une fin rapide en raison du rapport de force militaire réel, l'objectif premier des « *socialistes, féministes et anarchistes* » doit être de s'engager pour un arrêt immédiat du massacre et des dévastations. Et cela nous amène à la question décisive :

Qu'est-ce qui est plus important que la préservation de la vie humaine ?

Une Ukraine indépendante est-elle plus importante que la vie de milliers de personnes ? Nous ne parlons même pas ici des milliers de blessés, des millions de personnes qui ont fui, de la destruction des infrastructures, des dégâts écologiques, de la menace d'une catastrophe nucléaire... Et ce, indépendamment du fait qu'une libération militaire de l'ensemble de l'Ukraine est pour le moins très improbable. Ce qui s'est passé jusqu'à présent justifie-t-il une réponse militaire à l'invasion ? Nous pensons que non !

N'oublions pas non plus que le régime ukrainien est loin d'être neutre en termes de classes sociales, ou même de défendre un ordre social progressiste. Il suffit de rappeler quelques faits. En Ukraine, tous les partis progressistes et surtout de gauche sont interdits depuis le mois de mai. Les grèves sont également interdites. Le temps de travail a été drastiquement étendu à 60 heures et plus. La droite et les fascistes (et les partisans de Bandera) gagnent du terrain dans ce pays (indépendamment de la propagande mensongère de Poutine). Toute culture russe a été interdite (et par exemple retiré des manuels scolaires). Zelensky demande que tous les Russes ne reçoivent plus aucun visa. Notez que nous ne parlons même pas du pouvoir et de la corruption de l'oligarchie ukrainienne.

Dans l'Allemagne de l'après-guerre, les dirigeants ont justifié la création de la Bundeswehr, la politique de réarmement et l'adhésion à l'OTAN par le slogan de propagande « *plutôt mort que rouge* ». Assistons-nous aujourd'hui à la résurgence de cette propagande ? Ou bien quelqu'un défend-il la thèse que Poutine planifie un holocauste pour l'Ukraine ?

Quant à nous, nous soutenons la position de ceux qui, dans les syndicats allemands (ce n'est pas la position des directions syndicales) et dans le mouvement pacifiste, défendent une ligne cohérente, à

savoir celle de l'engagement pour un cessez-le-feu immédiat, pour des négociations de paix et pour le désarmement – et ce également dans notre pays. Comment allons-nous argumenter demain en faveur d'un désarmement de la Bundeswehr – ou de la dissolution de l'OTAN – si nous nous mobilisons aujourd'hui pour des livraisons d'armes dans des zones de conflit militaire, ce que même le SPD et les Verts refusaient encore avant la guerre en Ukraine ? À titre d'exemple, citons une résolution du syndicat IG Metall de Basse-Saxe et Saxe-Anhalt : « *La conférence de district rejette donc le "fonds spécial de la Bundeswehr" décidé le 3 juin 2022. 100 milliards de fonds spéciaux pour la Bundeswehr, la réalisation d'un objectif de 2 % du PIB de l'OTAN et la participation nucléaire de l'Allemagne ne sont pas la bonne voie. (...) Les décisions [sur le réarmement] ne signifieront pas non plus un surcroît de dissuasion, car aujourd'hui déjà les dépenses des pays membres de l'OTAN (sans compter bien sûr la Suède et la Finlande) dépassent de plusieurs fois les dépenses militaires de la Russie. L'Allemagne ne doit pas s'engager sur la voie d'une confrontation militariste et d'une éventuelle spirale de l'armement en prenant de mauvaises décisions. Ce dont nous avons besoin, en revanche, ce sont des stratégies pour des solutions à la table des négociations, une désescalade et de nouvelles initiatives pour le désarmement.* » (6)

Ajoutons que, bien sûr, il serait préférable (et pour cela, il faut s'engager à long terme) qu'il y ait des actions concrètes de solidarité des classes ouvrières (au moins de la part d'une partie d'entre elles) en Allemagne, en Ukraine, en Russie, en Pologne... L'objectif doit être de rendre impossible la politique belliciste de la classe dirigeante en organisant des manifestations et des grèves. Ce serait bien si nous pouvions nous mettre d'accord sur ce point avec les auteurs-es. ■

25 août 2022

5. Ibid, p. 74. Les auteurs écrivent : « *cité d'après Lunapark 21, cahier 85, 2022* » (<https://www.lunapark21.net/zbigniew-brzezinski-die-einzig-weltmacht/>).

6. https://www.igmetall-nieder-sachsen-anhalt.de/fileadmin/user/News/2022/Dokumente/20220616_Initiativantrag_zur_Bezirkskonferenz_Niedersachsen_und_LSA_-_Gegen_Krieg_und_Aufruestung.pdf

Accepter l'occupation pour mettre fin à la guerre ?

Par
Christian Zeller*

Avec la mobilisation partielle immédiate des forces armées russes décrétée aujourd'hui, le 21 septembre 2022, et l'annexion annoncée des territoires ukrainiens de l'est et du sud, le régime de Poutine a fait monter la guerre d'un cran. Les dirigeants du Kremlin interpréteront alors les avancées ukrainiennes dans ces régions comme des attaques contre le territoire russe et déclareront qu'ils doivent se défendre. Poutine et sa clique admettent ainsi que leur campagne de conquête était sur le point de se solder par une défaite. Cette aggravation va sans aucun doute alimenter les débats conflictuels entre ceux et celles qui militent pour une société socialiste, sur l'analyse de cette guerre et les conséquences qui en découlent. Mais la crainte d'une nouvelle escalade ne doit pas masquer les caractéristiques et la dynamique de cette guerre.

Dans les pays germanophones, un vif débat a éclaté au sein de la gauche parmi les militant·es qui étaient jusqu'à présent proches sur de nombreuses autres questions, pour savoir si et comment le peuple ukrainien devait se défendre contre les troupes d'occupation russes et surtout si et comment nous, en Europe, devons soutenir cette défense. Dans cet article, je prends position sur les principaux points de désaccord dans ce débat.

Au nom du « groupe des 15 », je remercie les cinq auteurs pour leur répon-

se à notre critique de leur premier article dans *Junge Welt*. Après avoir consulté les 15 signataires de notre article (1), je réponds à nouveau.

Nous n'étions pas certain·es de la pertinence d'une nouvelle réponse. La réponse de Heino Berg, Thies Gleiss, Jakob Schäfer, Matthias Schindler et Winfried Wolf, a révélé aux camarades de Pologne et d'Ukraine combien la guerre d'occupation russe est perçue différemment et combien les réponses politiques sont différentes. Il y a là un fossé qu'il est difficile de combler pour l'instant. Je commencerai par faire quelques rectifications. Ensuite, je m'exprimerai sur le problème de l'impérialisme, sur la question de l'autodétermination et enfin sur le « cœur de la différence », y compris sur les possibilités de cessez-le-feu. Je réponds également au groupe Blauer Montag qui, dans *Analyse und Kritik* (2), fait remarquer que la gauche ne doit pas courir le risque de se ranger du même côté que les dirigeants des pays impérialistes et qu'il ne s'agit pas de soutenir des États, mais des mouvements émancipateurs.

Victime de la propagande russe ou de ses propres préjugés ?

Je me limiterai ici aux questions de l'interdiction des partis politiques, de la répression de la culture russe et des caractéristiques du gouvernement Zelensky.

« En Ukraine, tous les partis progressistes et surtout de gauche sont interdits depuis le mois de mai », écrivent les cinq auteurs. En effet, au début de la guerre, certains partis ont été interdits. En fait, certains d'entre eux n'étaient pas de gauche, c'étaient des projets politico-commerciaux que certains oligarques utilisaient ou abandonnaient selon leurs besoins. En voici deux exemples. Le soi-disant « Parti socialiste progressiste » était lié à l'ex-président lanoukovytch et avait des liens étroits avec l'ultranationaliste Alexandre Doudine en Russie. La « Plateforme d'opposition – Pour la vie » était dirigée par le riche entre-

preneur et ami de Poutine, Victor Medvedtchouk, qui s'est enrichi grâce à toutes sortes d'affaires louches et était considéré comme devant prendre la tête d'un gouvernement fantoche en Ukraine. Ilya Kiva, un ancien membre du parlement de ce parti, a même demandé en avril à Moscou des frappes préventives avec des armes de destruction massive. Est-ce que ce sont des partis de gauche ? Cela dit leur interdiction était une faute, finalement insignifiante.

Il existe bien des organisations de gauche en Ukraine. L'organisation socialiste démocratique *Sotsialnyi Rukh* (Mouvement social) agit légalement et mène une campagne contre la révision néolibérale du droit du travail en collaboration avec les syndicats et avec un soutien international. Des groupes anti-autoritaires comme les Collectifs de solidarité, des initiatives féministes et LGBTQ ont la possibilité de faire entendre leur voix. *Sotsialnyi Rukh* a récemment organisé ouvertement une conférence avec une participation internationale. Cette ouverture contraste manifestement avec la répression systématique qui sévit en Russie. Contrairement à ce qu'affirment les auteurs, l'influence de la droite et des fascistes a diminué par rapport à 2014.

L'affirmation selon laquelle « toute culture russe a été interdite » est également fausse. Jusqu'en 2014, la langue et la culture russes dominaient. Presque chaque personne en Ukraine parle l'ukrainien et le russe. L'ukrainien n'a été reconnu comme langue officielle qu'en 1989. Depuis 2018, l'ukrainien est la langue officielle dans les relations avec les autorités. Un regard superficiel sur la problématique des langues ne permet pas de comprendre que la langue et la culture ukrainiennes ont été opprimées pendant des siècles par la colonisation. Le russe était parlé dans les villes et par les classes sociales aisées. Les bolcheviks n'ont eux aussi que superficiellement reconnu la portée du problème linguistique en Ukraine, bien qu'ils aient reconnu le droit à l'autodétermination sous la pression de

* Pour la présentation de l'auteur, voir en p. 39. Cette réponse à la réponse a été publiée le 21 septembre 2022 par *Emanzipation* : <https://emanzipation.org/2022/09/debatte-besatzung-akzeptieren-um-krieg-zu-beenden/>

1. Voir l'article publié en p. 39.

2. Groupe Blauer Montag, « Schwierige Fragen in Zeiten des Krieges » (Difficiles questions en temps de guerre), *AK-analyse und kritik*, 16 août 2022 (<https://www.akweb.de/bewegung/ukraine-waffenexporte-antimilitarismus-schwierige-fragen-in-zeiten-des-krieges/>). Le sous-titre de cet article le résume parfaitement : « Soutenir les exportations d'armes vers l'Ukraine serait un abandon des positions antimilitaristes de base – pas un acte de solidarité ».

Lénine. Un regard critique sur leurs actions contradictoires pendant la période révolutionnaire révèle à quel point ils ont eu du mal à gérer la situation en Ukraine. Le PCUS stalinien a mené une russification brutale, que Poutine a reprise dans les régions sous contrôle russe. Mais contrairement à l'instrumentalisation politique de la langue, c'est tout simplement le bilinguisme qui domine parmi les jeunes. Il serait intéressant de se pencher sur les conflits linguistiques dans les luttes anticoloniales.

L'Ukraine risque effectivement de devenir un laboratoire néolibéral brutal. Le Parlement et le président Zelensky, également conseillés par le Fonds monétaire international (FMI) et le gouvernement britannique, ont décidé « d'assouplir » largement le droit du travail. La protection contre le licenciement a été réduite et le temps de travail maximal possible (et non le temps de travail général) a été porté à 60 heures par semaine. Jusqu'à présent, il existait encore en Ukraine de nombreux héritages du droit du travail soviétique, qui offraient des garanties considérables aux salariés. Les salariés russes ont perdu ces garanties dans les années 1990. L'OIT a indiqué en mai que la guerre russe et ses conséquences avaient détruit 30 % des emplois. Des millions de travailleurs ont perdu leur emploi (3) La Russie a instauré un régime de terreur dans les territoires occupés, sans aucun droit du travail.

Cette situation difficile est une raison de plus pour nous solidariser avec les syndicats et les groupes socialistes, anarchistes et féministes en Ukraine. Ceux-ci luttent contre les troupes d'occupation russes et s'opposent en même temps aux contre-réformes néolibérales de leur propre gouvernement. Les débats sur la reconstruction du pays sont déjà nombreux. Ce n'est pas un hasard si les forces de gauche qui se solidarisent avec la résistance ukrainienne contre l'occupation russe sont aussi celles qui s'engagent le plus énergiquement pour une reconstruction solidaire et écologique de l'Ukraine.

Impérialismes : l'un mauvais, l'autre pire ?

Les cinq auteurs s'étendent longuement pour documenter une fois de plus le caractère agressif de l'impérialisme américain. En réaffirmant ce truisme, ils ne contribuent pas à faire avancer la connaissance. Le décompte des massacres causés par les États-Unis dans le cadre de la guerre d'occupation russe en Ukraine n'a aucun sens, sauf si l'on veut dire que l'im-

périalisme russe serait tout de même un peu moins dangereux. Il est significatif que les auteurs ne mentionnent pas la destruction de l'Afghanistan par l'Union soviétique, ni celle de la Tchétchénie et de la Syrie par la Russie.

Si l'élargissement de l'OTAN était vraiment la cause centrale des tensions, les conflits auraient dû atteindre un point culminant vers 2004, lorsque la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie ont rejoint l'OTAN. Or, c'est précisément à cette époque que les liens économiques de nombreux pays européens ainsi que des États-Unis avec la Russie se sont nettement intensifiés. L'orientation stratégique de secteurs importants du capital allemand vers un partenariat de longue durée avec le capital fossile de la Russie est devenue de plus en plus marquée. Les exportations étatsuniennes vers la Russie n'ont commencé à diminuer qu'à partir de 2014. Comme on le sait, c'est cette année-là que la Russie a annexé la péninsule de Crimée et lancé la quasi-intégration de la région du Donbass. De même, les investissements directs étrangers en Russie n'ont connu un recul qu'en 2014 (hormis la chute après la crise financière de 2008-2010) et ils ont ensuite fluctué sans qu'une tendance soit claire. Jusqu'à cette époque, le régime de Poutine a rempli pendant une décennie et demie une fonction importante de régulation dans sa zone d'influence, qui a également beaucoup servi le capital « occidental ». Le capital allemand n'a pas été troublé par l'attaque russe de 2014 et il a poursuivi avec ses partenaires russes jusqu'à ce que Poutine mette fin brutalement et de manière surprenante à ces relations de partenariat avec sa « guerre pour le changement de régime à Kiev » de grande envergure contre l'Ukraine. Paradoxalement, les partis de gauche qui se prononcent en faveur d'une entente avec la Russie ne sont pas très éloignés des fractions du capital allemand, qui ont jusqu'à présent misé sur le partenariat germano-russe.

Il va de soi que les dirigeants étatsuniens, européens et ceux de l'OTAN poursuivent leurs propres objectifs en livrant des armes à l'Ukraine de manière réfléchie et dosée – et cela n'a rien à voir avec la défense des droits démocratiques et sociaux. Il est tout aussi évident que la guerre d'occupation russe en Ukraine doit être replacée dans son contexte géopolitique (4). Par cette guerre, les puissances impérialistes étalent également leur rivalité. Ces constatations sont banales. Mais elles ne doivent pas être un prétexte pour faire

abstraction de la situation sociale et de l'évolution concrète de la guerre en Ukraine.

Empire russe et autodétermination nationale

Nous n'avons pas la même caractérisation du régime de Poutine que les cinq auteurs. Ils acceptent à contre-cœur de définir la Russie comme impérialiste, alors qu'un de ces auteurs avait jusqu'à présent reconnu à la Russie des intérêts légitimes en matière de sécurité et de sphères d'influence.

Les cinq auteurs estiment que nous attribuons aux dirigeants du Kremlin des objectifs exclusivement démoniaques sans contenu rationnel. Bien au contraire, Poutine et sa clique agissent de manière tout à fait cohérente, mais dans le cadre de leur projet de reconstitution d'un grand empire russe. L'affirmation d'une nation ukrainienne est en contradiction avec ce projet. C'est pourquoi le régime de Poutine remet fondamentalement en question l'Ukraine sur le plan militaire, économique, social et culturel. Ce régime poursuit le projet de la Grande Russie dans sa propre logique et en grande partie indépendamment de la question de savoir si et comment l'OTAN poursuit son expansion. En se référant ouvertement à l'empire tsariste, Poutine souligne que son projet n'est pas purement économique, mais tout autant politique et culturel.

De plus, l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN n'était pas et n'est toujours pas à l'ordre du jour. Il est avéré que l'Ukraine a fait des concessions substantielles aux négociateurs russes, tant avant l'attaque russe qu'au cours des premiers jours de la guerre. Mais le régime de Poutine ne voulait pas annuler sa campagne planifiée de longue date. Poutine avait inscrit depuis longtemps dans son programme la destruction de l'Ukraine en tant qu'État indépendant (5). Dans ce contexte, une partie de la gauche

3. Anna Jikhareva, Kaspar Surber, « Ukraine Shouldn't Become a Neoliberal Laboratory », *Jacobin*, 17 septembre 2022 : <https://jacobin.com/2022/09/ukrainian-economic-recovery-labor-market-neoliberalization-investment>

4. J'ai souligné ce fait dans tous mes articles sur la guerre de 2022. C'est pourquoi il semble désormais étrange de devoir lire pour la énième fois que l'impérialisme américain est encore pire et que l'OTAN est fondamentalement orientée vers l'expansion.

5. « Exclusive: As war began, Putin rejected a Ukraine peace deal recommended by aide », *Reuters* 14 septembre 2022 (<https://www.reuters.com/world/asia-pacific/exclusive-war-began-putin-rejected-ukraine-peace-deal-recommended-by-his-aide-2022-09-14/>). On savait déjà que la Russie avait refusé en janvier 2022 un moratoire sur les nouvelles adhésions à l'OTAN : « Temporary moratorium on NATO expansion unacceptable for Russia – Deputy Foreign Minister », *TASS* 19 janvier 2022 (<https://tass.com/politics/1390383>).

Anti-impérialisme en débat

en Europe et aux États-Unis accepte la politique des sphères d'influence et attribue même à la Russie des zones d'influence et des intérêts de sécurité légitimes. C'est fondamentalement inacceptable (6). Qui aurait l'idée de reconnaître aux États-Unis des intérêts légitimes en matière de sécurité vis-à-vis de Cuba, du Mexique, du Venezuela ? Ou à la France vis-à-vis de l'Algérie ?

Mais le régime de Poutine est désormais victime de ses propres erreurs d'appréciation. La principale erreur d'appréciation – non seulement de Poutine mais aussi des gouvernements occidentaux et de la gauche en Occident – concerne la détermination et l'unité de la résistance ukrainienne contre l'impérialisme russe, qu'ils ont tous massivement sous-estimées.

Les cinq auteurs ne reconnaissent pas la signification profonde de l'indépendance nationale pour la majeure partie de la population ukrainienne. Ils méconnaissent leur longue expérience de la domination coloniale russe. Plus clairement encore, ils placent explicitement les régimes russe et ukrainien sur le même plan. Ce faisant, ils ne parviennent pas à comprendre la dynamique sociale en Ukraine et donc la dynamique de la guerre. Sans une participation et une mobilisation massives de la population, il n'aurait pas été possible de chasser les troupes russes de la région de Kiev et du nord du pays au début de la guerre. De même, l'armée ukrainienne n'aurait pas pu remporter les récents et impressionnants succès militaires à l'est de Kharkiv, à Louhansk et dans la région de Kherson. Les soldats ukrainiens se battent pour leur société et leurs droits démocratiques. Les soldats russes ne savent pas quelle est leur mission sur un territoire étranger et refusent de plus en plus d'être utilisés comme chair à canon. C'est une différence fondamentale. Et cette différence, les cinq auteurs et de nombreux militant-es de gauche en Europe ne veulent pas la voir, ne tenant pas compte de la longue expérience coloniale des habitant-es de l'Ukraine et ne comprenant donc pas leur volonté de s'affirmer.

À propos du « cœur de la divergence »

Les cinq auteurs identifient le « cœur de la divergence » : la défense de l'Ukraine

6. Cf. : Taras Bilous, « The War in Ukraine, International Security, and the Left », *New Politics*, 24 mai 2022 (<https://newpol.org/the-war-in-ukraine-international-security-and-the-left/>) et Taras Bilous, « Eastern Europe's Tragedy. How the Spheres of Influence Policy Amplifies Reaction », *Spectre*, 3 août 2022 (<https://spectrejournal.com/eastern-europes-tragedy/>).

implique un tribut de sang injustifié. Mais avec ce raisonnement – en apparence pacifiste – ils auraient également dû rejeter la résistance des Kurdes du nord de la Syrie contre l'État islamique, la lutte de libération du peuple vietnamien contre les États-Unis et la lutte anticoloniale des Algériens contre l'occupant français. Toutes ces luttes ont exigé des sacrifices incommensurables de la part des populations. Les Kurdes auraient-ils dû se contenter d'opposer une « résistance sociale » à l'État islamique ? Aurait-il dû refuser de collaborer avec l'armée de l'air américaine, qui a systématiquement bombardé les positions de l'État islamique de manière coordonnée ou qui offre encore une fragile protection contre les bombardements turcs ? Les Syriens auraient-ils dû se laisser massacrer pacifiquement par Assad ? Les Algériens auraient-ils dû accepter des décennies supplémentaires de colonisation brutale française ? Le peuple vietnamien aurait-il dû laisser son pays devenir un avant-poste de l'impérialisme américain ?

Ces mouvements de résistance sont très différents les uns des autres. Certains s'appuyaient sur une partie de la bourgeoisie nationale, d'autres sur une bureaucratie de parti et d'État, d'autres encore étaient plus ancrés dans les masses paysannes ou urbaines. Certains étaient autoritaires dès le début – ce qu'une certaine gauche dans les centres impérialistes a volontiers occulté. Tous avaient en commun l'aspiration à l'autodétermination nationale et culturelle, que ce soit dans le cadre d'un État national ou d'une autonomie dans des États existants. Mais leur lutte contre les puissances impérialistes a toujours été justifiée. C'est ici que la problématique de la langue nous rattrape une nouvelle fois. La lutte de libération algérienne et les conflits sociaux qui ont suivi ont également été marqués par une arabisation et une éviction de la langue française. Dans les premières années du processus révolutionnaire, les dirigeants politiques du Rojava ont promu la langue kurde et ont partiellement évincé l'arabe de l'enseignement et des relations avec les autorités. Il n'est pas surprenant que cela ait conduit à des conflits. Il est évident que ces processus ont aussi leurs aspects problématiques – notamment la discrimination des minorités. Il ne faut pas oublier que le mouvement du Rojava/nord-est de la Syrie a également mis en place ses propres institutions proto-étatiques et les défend aujourd'hui du mieux qu'il peut, parfois avec des alliances et des accords douteux avec les États-Unis et la dictature d'Assad.

Il reste bien entendu nécessaire de se pencher de manière critique sur les méthodes et les objectifs de ces mouvements, qui visaient tous, sans exception, une forme d'État. Ceux-là même qui se montrent solidaires de la résistance ukrainienne expriment tout aussi clairement leurs critiques à l'égard de la situation politique et sociale en Ukraine.

Mais les cinq auteurs font autre chose. Ils délégitiment la résistance ukrainienne sans s'engager le moins du monde dans des discussions avec les syndicats, les féministes et les socialistes ukrainiens. Ils refusent la solidarité et exigent un cessez-le-feu immédiat. De manière paternaliste et dans une perspective résolument allemande ou ouest-européenne, les cinq auteurs recommandent à la population ukrainienne d'abandonner la lutte militaire contre les troupes d'occupation. Dans le premier texte de *Junge Welt*, ils conseillent la « résistance sociale » de manière abstraite, décontextualisée et finalement apparaissant comme un alibi. Ils envoient ainsi leur poing verbal au visage des combattants civils et militaires de la classe ouvrière ukrainienne et estiment, depuis une Allemagne où ils sont en sécurité, qu'il ne vaut pas la peine de se battre pour une Ukraine indépendante.

En contradiction avec leurs déclarations précédentes sur les victimes non responsables d'une résistance militaire et totalement hors contexte, les cinq auteurs avancent dans leur réponse qu'ils soutiendraient des milices de gauche indépendantes. De telles milices pourraient-elles s'imposer face au déluge de feu généralisé de l'artillerie russe ? Eux-mêmes savent que c'est absurde et que cela ne réduirait en aucun cas le nombre de victimes. Les YPG (Unités de protection du peuple, kurdes) et les Forces démocratiques syriennes ont fait une expérience similaire dans le nord de la Syrie, et c'est pourquoi ils n'ont pas eu d'autre choix que de se faire protéger par l'armée de l'air high-tech des États-Unis. Oui, la situation mondiale est devenue aussi compliquée que cela.

Un cessez-le-feu immédiat ?

Les cinq auteurs plaident pour un cessez-le-feu immédiat. Ils sont suffisamment expérimentés pour savoir que les cessez-le-feu sont conclus ou imposés sur la base de rapports de force réels. Ils l'admettent également dans leur réponse. Les dirigeants russes ont mentionné à plusieurs reprises la condition préalable à un cessez-le-feu : la capitulation ukrainienne.

Dimitri Medvedev (ex-président et chef adjoint du Conseil de sécurité) a répété pompeusement cette condition le 12 septembre sur Telegram. Tant que les dirigeants russes sont en mesure de défendre cette position, demander un cessez-le-feu revient à accepter l'occupation russe.

Les cinq auteurs l'admettent implicitement. Mais cela signifie concrètement : camps de filtration, mise au pas des médias, interdiction de la langue et de la culture ukrainiennes, russification de l'espace public et du système éducatif, déportations de personnes ukrainiennes, y compris des enfants, destruction ciblée de biens culturels ukrainiens (musées, archives, monuments), répression et torture systématiques et également de nombreux morts. Autrement dit, tout le programme d'une dictature d'occupation avec le démantèlement ciblé de la cohésion sociale. Tout cela est déjà en cours. Il existe désormais d'innombrables témoignages de cette amère réalité dans les territoires occupés par la Russie. Les massacres et les tortures dans les territoires occupés indiquent quelles sont les possibilités d'une « résistance sociale ». Dans ces conditions, un régime d'occupation est-il vraiment plus humanitaire que la protection de la population par des armes efficaces ?

Le fait que le gouvernement Zelensky mène une politique néolibérale au service du capital – pas nécessairement des oligarques – ne change rien à la volonté légitime d'affirmation de la population ukrainienne face au régime d'occupation russe. Les récents succès militaires auraient tout simplement été impossibles sans cet énorme effort collectif. Même les meilleures armes et les informations les plus complètes des services secrets américains seraient inutiles si les gens ne pouvaient rien en faire. La défaite américaine en Afghanistan a d'ailleurs montré une fois de plus à quel point la population est importante. Lorsque les socialistes, les anarchistes et les féministes ukrainiens demandent des armes efficaces aux États-Unis et aux pays européens (et à qui d'autre ?), cela ne signifie en aucun cas qu'ils se soumettent au gouvernement Zelensky ou aux impérialismes occidentaux. Bien au contraire, elles et ils poursuivent leur résistance politique contre les contre-réformes néolibérales et la transformation du pays en une vaste zone économique spéciale du capital occidental. Oui, la défense est même la condition sine qua non pour qu'ils puissent mener cette lutte. Car sous l'occupation russe, tout travail politique ouvert serait impossible à long terme.

Les récents succès militaires de l'Ukraine montrent à quel point les cinq auteurs se trompent. Ce n'est que sur la base des défaites décisives de l'armée russe que la fin des combats pourrait apparaître comme un scénario réaliste. De telles défaites poussent le régime de Poutine dans ses retranchements et ouvrent de nouvelles marges de manœuvre aux différents mouvements d'opposition et au mouvement anti-guerre en Russie. Le régime de Poutine sait qu'une nouvelle escalade est extrêmement risquée et pourrait précipiter sa fin. Pourtant, il menace de détruire en masse les infrastructures de l'Ukraine. Veut-il imiter les destructions des États-Unis au Vietnam par des bombardements à grande échelle ? La propagande de plus en plus génocidaire contre la population ukrainienne dans les médias russes et la destruction complète de l'infrastructure ukrainienne exigée dans ces mêmes médias révèlent une dynamique propre au sein et autour de l'entreprise de domination.

Le régime de Poutine fait monter la guerre d'un cran avec la mobilisation partielle immédiate des forces armées russes décrétée le 21 septembre et l'annexion annoncée de nouvelles parties des oblasts de Donetsk, Louhansk, Zaporijjia et Kherson. Les dirigeants du Kremlin interpréteront alors les avancées ukrainiennes dans ces régions comme des attaques contre le territoire russe et déclareront ainsi qu'ils doivent se défendre. Poutine et sa clique admettent ainsi que leur campagne de conquête était sur le point de se solder par une défaite.

Sur le champ de bataille, cela ne changera pas la dynamique de la guerre à court terme. Mais sur le plan politique Poutine joue peut-être sa dernière carte pour faire pression sur les gouvernements européens et américain et effrayer les populations. Mais si les succès ukrainiens se poursuivent, ils peuvent provoquer une crise profonde du régime russe et mettre fin à la guerre. Soutenir la résistance ukrainienne améliore donc les chances d'un cessez-le-feu. Cette constatation n'est pas nouvelle. Avec les défaites et l'échec de l'armée étatsunienne au Vietnam, la lassitude de la guerre s'est répandue au sein de la population des États-Unis. Cette défaite et le « syndrome du Vietnam » ont même ouvert la voie à la révolution au Nicaragua en 1979. Pour des raisons évidentes, de nombreuses personnes aux marges de la Russie et en Syrie espèrent une défaite aussi rapide que possible du régime de Poutine.

Dialogue solidaire, projets communs et convergence

Les sociétés et les conditions politiques en Ukraine et en Russie seront différentes après la guerre. Les débats sur la reconstruction sont en cours. Les représentants des intérêts du capital, surtout américains et européens, veulent faire de l'Ukraine un laboratoire de l'enrichissement capitaliste, des marchés du travail flexibles et de l'exportation d'énergie. Des syndicats forts et de nouveaux mouvements socio-écologiques pourraient monter une alternative solidaire et écologique et la mettre à l'ordre du jour.

Il ne s'agit pas de faire la leçon aux syndicalistes, aux féministes, aux anarchistes et aux socialistes ukrainiens en leur demandant de renoncer à leur résistance militaire contre les troupes d'occupation, ni de refuser la solidarité, mais de construire des relations de coopération. C'est à cette conclusion que semblent être parvenus les cinq auteurs à la fin de leur réponse. En même temps, ils concluent dans la version de leur réponse publiée dans AK-analyse und kritik en constatant que « *les souhaits d'autodétermination nationale et culturelle, ainsi qu'une éventuelle souveraineté étatique, ne seront pas satisfaits par l'impérialisme et le capitalisme mondialisé, mais ne pourront l'être en fin de compte que par un nouvel ordre mondial socialiste. Sous un régime de l'OTAN, le destin de l'Ukraine ressemblera à celui d'une néocolonie* » (7). Dans l'abstrait, je suis presque d'accord. Et alors ! Dans la réalité concrète, ce mélange grossier du gentil souhait d'un cessez-le-feu immédiat et de l'aspiration à un « *ordre mondial socialiste* » (dans lequel la souveraineté des États-nations devrait toutefois disparaître, soit dit en passant) semble singulièrement déconnecté du monde réel. Et impuissant.

Des projets pratiques communs offrent la base pour que nous puissions modifier le rapport de force en Europe de manière à ce qu'une reconstruction solidaire de l'Ukraine et une transformation socio-écologique de l'ensemble du continent deviennent une véritable perspective. Des campagnes communes pour que l'Europe renonce aux énergies fossiles en provenance de Russie et de partout, pour l'annulation de la dette ukrainienne et contre la relégation de l'Ukraine au rang de pays exportateur d'énergie pourraient renforcer cette union. ■

21 septembre 2022

7. <https://www.akweb.de/bewegung/antimilitarismus-ukraine-krieg-russland-nato-der-preis-der-unabhaengigkeit/>

L'autrice propose des éléments historiques sur la fin de l'URSS, les thérapies de choc libérales, les mutations socio-politiques, le « *partenariat* » de la Russie avec l'Otan sous Boris Eltsine, l'unification allemande, la guerre en Yougoslavie, les positions et les interventions du gouvernement étatsunien, le passé « tsariste et stalinien, non sans emprunts à l'orthodoxie religieuse et à divers courants conservateurs et théoriciens de l'Eurasie » et en pointillé « *l'exigence d'une autre architecture, européenne et mondiale, des droits revendiqués et des aspirations égalitaires exprimées par la résistance ukrainienne* ».

Elle discute, entre autres, des « *peuples et unions et expériences socialistes* », des apports de Roman Rosdolsky, des tensions internes au projet socialiste, « *en particulier, comment concilier la reconnaissance de peuples souverains et les approches de classe centrées sur les prolétaires ? Ou comment les combiner avec des dimensions redistributives planifiées d'un projet d'union socio-économique visant à réduire des inégalités de développement entre régions recoupant aussi les peuples ?* »

L'autrice revient sur l'« *opacité des choix dans le tournant de 1989-1991* », les privatisations capitalistes, les soulèvements antibureaucratiques auto-organisés, les aspirations populaires, les réformes et thérapies de choc, l'unification allemande, la nouvelle Union européenne, l'agenda étatsunien, le démantèlement de l'URSS, les dépendances, la corruption... Elle insiste sur le fait qu'« *il revient au peuple ukrainien de déterminer les conditions et le moment d'un cessez-le-feu et d'accords de paix* », que la réévaluation des passés – tsariste, stalinien, nazi – ne peut se faire que librement, ce qui implique de s'opposer à la loi et aux pratiques de « *décommunisation* » comme le fait l'organisation *Sotsialnyi Rukh* tout en étant radicalement critique du passé stalinien et de ses héritiers actuels, le soutien à la demande ukrainienne d'adhésion à l'UE, l'annulation de la dette, l'importance des convois syndicaux et des appels féministes : « *il faut garder un horizon ouvert sur une société russe post-coloniale, qui aurait gagné, grâce à (et avec) la résistance ukrainienne, l'ouverture d'une nouvelle ère des relations internationales égalitaires* ».

Poutine et les impasses du projet impérial russe

Hanna Perekhoda explique que « *ce n'est pas l'architecture européenne de*

sécurité de l'après-guerre froide qui est au cœur » des propos de Vladimir Poutine. Les idées développées par le président russe s'inscrivent « *dans le cadre du récit national grand-russe* ». L'autrice revient sur les origines de l'idéologie néo-impériale de Vladimir Poutine, l'affirmation d'une identité ukrainienne comme « *menace existentielle* » pour les promoteurs du projet de (re)construction nationale russe, la négation historique des Ukrainiens, la Russie tsariste comme empire colonial, les politiques de russification, l'idée que « *le passé médiéval commun, la parenté culturelle et la foi orthodoxe étaient des facteurs suffisants en soi pour que l'unité entre les Russes, les Ukrainiens et les Biélorusses se forge de manière spontanée et naturelle* ».

Elle interroge : « *Lénine a-t-il inventé l'Ukraine ?* » et analyse en détail le discours de Vladimir Poutine pour en dégager « *les fondements idéologiques de sa décision d'envahir l'Ukraine* » : le grand récit historique dominant en Russie « *profondément colonialiste* », la domination hiérarchique sur la masse continentale eurasiennne, les modèles de projets « *civilisationnels* », l'incapacité à évaluer correctement le terrain avant l'invasion. « *Il faut admettre que ce fantasme inhérent au pouvoir colonial, selon lequel les peuples qu'il entend maintenir (ou ramener) sous sa tutelle sont par nature faibles ou inférieurs, a aveuglé Poutine et ses affidés au-delà de ce qui était prévisible* ».

L'autrice revient sur les années 1917-1922 : « *En réalité, non seulement les sociaux-démocrates, mais aussi tout le milieu urbain russe et russifié, porteur d'une culture impériale, sont pris au dépourvu par l'ampleur et la rapidité du réveil politique des Ukrainiens, dont les aspirations avaient été jusqu'alors méconnues et méprisées* ». « *Une réalité nouvelle les confronte à une contradiction évidente entre leurs ambitions politiques globales et les difficultés très concrètes et localisées auxquelles se heurte la révolution, en particulier liées aux enjeux coloniaux d'un empire en décomposition* » n'a pas été anticipée par les membres du parti bolchevik.

J'ajoute que la question nationale est restée souvent un point aveugle dans les partis révolutionnaires d'hier comme d'aujourd'hui. Je ne sais si, comme l'écrit l'autrice à propos de Lénine en 1922, « *la nation serait une étape obligatoire dans le cheminement historique vers une société socialiste* ». Toujours est-il que les manifestations polymorphes de la question

nationale ne peuvent être considérées comme des vestiges du passé ou dissoutes dans un internationalisme-universalisme abstrait. La culture russe de l'époque ne pouvait être considérée comme une culture universelle. Il en est de même aujourd'hui. Et cela vaut pour toutes les cultures. La notion de pluriversalisme me semble plus qu'utile.

Hanna Perekhoda indique : « *Il est donc bien évident que l'État ukrainien indépendant n'a pas été créé par les bolcheviks, mais contre les bolcheviks* », même si les évolutions de Lénine ne sont pas négligeables : il opte « *pour le principe de l'autodétermination nationale dans la construction de l'URSS* ».

L'économie politique de l'Ukraine de 1991 à 2022

« *Dans ce chapitre, je m'interrogerai sur les interactions entre des processus habituellement analysés séparément : la politique parlementaire, les attitudes et identités populaires, la privatisation, les politiques monétaires et redistributives, les marchés mondiaux et les évolutions géopolitiques* ». Denys Gorbach aborde, entre autres, les inégalités spatiales, les legs historiques, la dynamique du capitalisme ukrainien et propose « *une périodisation de l'économie politique ukrainienne* » : « *La première partie est consacrée à la conjoncture de survie, qui a marqué la première décennie de l'histoire de l'Ukraine indépendante. La deuxième partie analyse la période de démocratie oligarchique, qui correspond aux années 2000. Enfin, la troisième vise à élucider les contradictions et le dynamisme de la période post-Maïdan, à partir de 2014. C'est en ayant pris connaissance de ce contexte compliqué qu'on peut comprendre la situation présente, les défis posés par l'invasion russe et la nature de la résistance. Le récit de ce chapitre s'arrête à la veille de l'invasion : tenter d'analyser la suite serait trop ambitieux pour le moment* ».

J'invite à lire les analyses détaillées de l'auteur, en particulier la désintégration des chaînes de production et de distribution soviétiques, la dépendance aux hydrocarbures, les pactes clientélistes, la place du secteur informel, la transformation de « *la classe atomisée de la bureaucratie industrielle* » en une classe capitaliste, les privatisations dans un contexte de « *configurations politico-criminelles* », les manipulations juridiques, l'usage de la violence, les oligarques, les évolutions dans la structuration du camp politique, la question des

identités ethnolinguistique, les mesures socio-économiques, la hausse de la consommation de biens importés, le passage « de l'autoritarisme collectif à une autocratie personnalisée », les ethno-nationalistes, la crise de l'Euromaïdan, la démocratie néo-patrimoniale, la faiblesse des institutions, la résistance de la société civile ukrainienne aux accords de Minsk, la composante « illibérale », les processus démographiques, une économie semi-périphérique dans un contexte de capitalisme à dynamique inégale et combinée, les pyramides de patronage, l'insertion dans les chaînes de valeurs mondiales sans investissements dans « la modernisation économique et sociale », les contradictions entraînant des phénomènes de politisation et de dépolitisation.

L'auteur termine sur une interrogation : « La guerre actuelle pourra-t-elle apporter une nouvelle configuration politique stable ? Actuellement, c'est une possibilité : la mobilisation très large pour résister aux envahisseurs contient les germes d'un programme politique inclusif, fondé sur la redistribution des richesses et l'adhésion à l'UE, le programme peut ouvrir la voie à des transformations politiques progressives ». Et sur un diagnostic ouvert : « Mais l'élan de la résistance peut retomber dans le nationalisme exclusif et dangereux, surtout en cas de défaite de l'Ukraine. Le visage de l'Ukraine de demain se dessine aujourd'hui sur le champ de bataille ».

La société russe face à la guerre

« Une chose est sûre : la guerre déclarée par Poutine fait sombrer le pays dans un autoritarisme répressif dont les prémices étaient certes présentes depuis longtemps, mais qui va à l'encontre de la politisation croissante qu'expérimentait la population russe avant le début de la guerre ». Karine Clément aborde, entre autres, les fraudes électorales de 2011-2012, le tournant autoritaire, l'euphorie patriotique et l'enthousiasme émoussé après l'annexion de la Crimée, la dénonciation des inégalités sociales, la corruption des élites, la réforme néolibérale des retraites, le changement radical constitué par la guerre « qui précipite le

pays dans la voie d'un quasi-totalitarisme visant à l'anéantissement de toutes les poches d'autonomie de la société », la peur ou les peurs, les lois répressives, les solidarités et les réseaux d'entraide non étatique.

Elle souligne que le régime reste structurellement oligarchique « dans le sens où le pouvoir appartient à un petit groupe d'oligarques détenant les richesses de la nation et les postes clés dans les sphères économique, politique, médiatique, administrative et répressive ». L'autrice parle aussi des intérêts économiques des oligar-



Marioupol, mars 2022

ques russes en Ukraine, de l'histoire longue « de conflits militaires menés à l'étranger ou sur le territoire russe », de la Tchétchénie, de la Syrie, des effets différenciés de l'annexion de la Crimée et du Donbass, du renforcement « des positions du bloc militaro-répressif au sommet de l'État », d'obsession sécuritaire « profondément complotiste et antidémocratique : la capacité de se soulever, ou même de protester de leur propre initiative, est déniée aux citoyens ». Ce déni d'autonomie concerne aussi bien les Russes que les Ukrainiens.

Karine Clément analyse la propagande patriotique et le sentiment national, les rap-

ports différenciés à la nation (elle propose cinq types de rapports), l'opposition à la guerre, les actions publiques et l'activisme sur Internet, la « solidarité professionnelle », les réseaux alternatifs d'information dont le réseau Résistance féministe contre la guerre, l'exil ou l'immigration.

Elle rappelle qu'il convient d'« adopter une approche socialement située » pour s'interroger sur les sentiments de la majorité de la population sur la guerre. Elle discute, entre autres, de trois groupes sociaux, du rapport au monde « marqué par une aspiration au conformisme », de leader mythifié, de discours haineux, de la propagande non prise au sérieux (« Le scepticisme à l'égard de toute information non corroborée par l'expérience personnelle jette le doute sur toutes les sources d'information, qu'elles soient officielles ou non : tout devient propagande »), de resocialisation, de

l'importance à s'adresser aux couches populaires car « l'avenir de l'opposition à la guerre est aux mains des classes populaires » et « aucun renversement durable du régime, aucune réelle démocratisation ne pourront jamais se faire sans l'adhésion et la participation active des classes populaires ». Qu'il faille encore souligner cela interroge sur bien des positions hors sol.

Karine Clément parle de méfiance envers l'« opposition libérale », de doutes et de questions gardées pour soi, de l'inefficacité d'une « croisade moralisatrice » au nom de la démocratie et des droits des êtres humains : « Il faudrait qu'un récit alternatif parvienne à se rendre audible et à entrer en résonance avec les manières de voir des milieux populaires ».

Pour terminer ce livre, un entretien entre Karine Clément, Denys Gorbach, Hanna Perekhoda et Catherine Samary est l'occasion de revenir sur certains points et sur la situation (fin août), sur les accords et les différences dans les analyses : Où en sommes-nous de la guerre ? Réactions à la guerre, nationalisme et lutte de classes en Ukraine et en Russie ; Quels passés, quel avenir de la guerre ?

Le titre de cette note est emprunté à Hanna Perekhoda dans la discussion finale.

Kherson libéré, novembre 2022



« Les causes de cette guerre ne sont pas à chercher en Ukraine, mais à l'intérieur de la Russie »

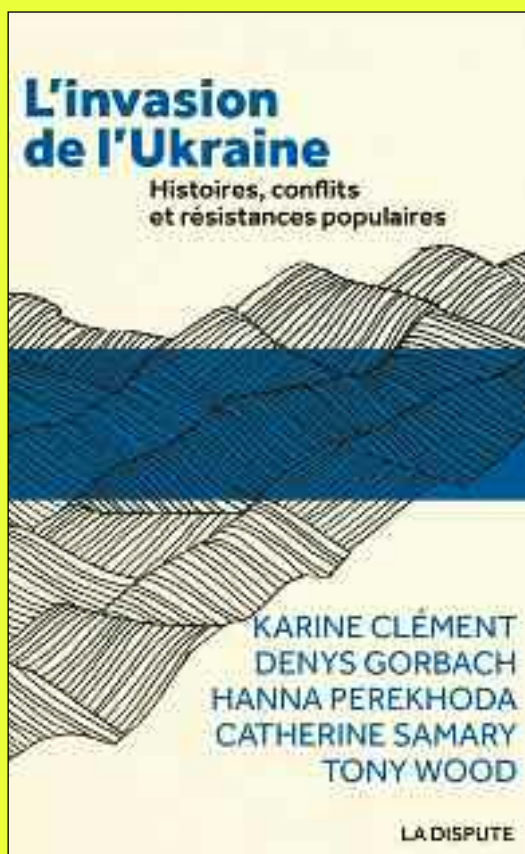
Par
Didier Epsztaïn*

En avant-propos (1), Alexis Cukier parle de savoirs « permettant de s'orienter au sein des problèmes politiques causés ou révélés par cet événement historique », ainsi que de débats concernant « l'impérialisme russe, la résistance ukrainienne, l'aide militaire de l'Otan, et tous les enjeux politiques impliqués par la guerre ». Il explique le projet et les choix éditoriaux, la traduction d'un texte de Tony Wood dont les analyses ne faisaient pas consensus, l'engagement de Karine Clément, Denys Gorbach, Hanna Perekhoda et Catherine Samary « dans le soutien à la résistance populaire ukrainienne, et à l'opposition contre le régime de Vladimir Poutine ».

Au-delà des points d'accord et de fortes divergences, je ne vais pas détailler le texte de Tony Wood « *Matrice de guerre* ». Je ne suis pas convaincu de son utilité. Je voudrais cependant souligner quelques problèmes de « méthode ». « *Matrice de guerre* », « *lutte géopolitique* », « *projets géopolitiques et géoéconomiques rivaux* », « *confrontation entre deux projets* », « *équilibre stratégique* », « *blocs rivaux* », « *objet géopolitique de conflit externe* » – le premier terme sous-estime le choix (la décision) politique de Vladimir Poutine, les six autres remettent les gouvernements des « petits » États à n'être que des pions dans une sorte de partie de jeu entre gouvernements des grandes puissances, sans oublier la négation de l'action propre des populations.

* Didier Epsztaïn, syndicaliste retraité, s'occupe depuis des années de la rubrique « Lectures » d'Inprecor. Il anime « un blog de notes de lectures, textes, controverses et quelques notes de musique » : *Entre les lignes entre les mots* (<https://entrelignesentrelesmots.wordpress.com/>)

1. Karine Clément, Denys Gorbach, Hanna Perekhoda, Catherine Samary, Tony Wood, *L'invasion de l'Ukraine – Histoires, conflits et résistances populaires*, La Dispute, Paris 2022, 15,00 €



Tout aussi discutable la notion de « relation sui generis avec la Russie », sorte de négation des choix et des possibles au nom d'une lecture lissée d'un passé sans contradictions. Je ne sais ce que pourraient désigner « les intérêts russes et occidentaux » et leur caractérisation de « fondamentalement incompatibles ». La guerre menée par le gouvernement russe contre les populations géorgiennes se transforme en « guerre russo-géorgienne », une formule mettant sur le même plan l'agresseur et les agressés. À noter que l'intervention militaire décidée par le gouvernement russe en Syrie comme le soutien à la junte en Birmanie sont omis (l'auteur parle cependant de guerre coloniale de Poutine en Tchétchénie), de même que les transactions commerciales internationales relevant souvent d'un néocolonialisme qui n'a rien à envier à celui des États-Unis ou de la France, par exemple.

Je passe sur la lecture très impressionniste de Maïdan, sans oublier la sois-disant « *emprise institutionnelle* » de l'extrême droite ukrainienne, l'idée de « *désarroi de l'État* » ou de « *nationalisme russe blessé* ». Dois-je une fois de plus souligner qu'un État n'est pas une personne, mais une construction sociale historique non indépendante des rapports et des conflits sociaux. L'auteur semble par ailleurs oublier que sans la résistance des Ukrainien-es et sans les livraisons d'armes des gouvernements des pays adhérents à l'Otan, le sort des populations et de l'État ukrainien serait probablement scellé (au moins pour un temps).

Le prisme de l'autodétermination des peuples

« Mon point de départ sera ce que Poutine rejette : le choix de Lénine de baser la construction d'une union socialiste sur la reconnaissance de peuples souverains et égaux. Le choix de cet axe permet de nous écarter d'analyses géostratégiques relevant de grilles diverses qui ignorent les conflits sociaux au sein des grands ensembles retenus. La défense de l'autodétermination d'un peuple s'affirmant par des actes collectifs et luttes impose de retenir la distinction, soulignée par Lénine, entre nation dominante et peuple dominé et agressé qui se défend », écrit Catherine Samary. Elle rappelle sa démarche ébauchée en 1999 face à la guerre au Kosovo et les annexions de 2014 : un triangle analytique. Elle précise l'importance d'un « positionnement partant du soutien au droit d'autodétermination du peuple concerné » et ajoute : « Quel que soit le jugement porté sur les alliances nouées pour défendre ce droit – et sur les intérêts spécifiques des puissances impliquées – le choix de préserver les conditions d'unions libres entre peuples égaux légitimait le soutien à la lutte du peuple opprimé ».

Suite en page 50 ↩